3,60€ lundi 10 juin 2024 **LE FIGARO** – N° 24 819 – **www.lefigaro.fr** – France métropolitaine uniquement **Première édition**

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais

La déferlante

En réunissant près d'un tiers des suffrages, la liste de Jordan Bardella atteint un niveau historique pour le Rassemblement national. Face à l'ampleur de sa défaite, le chef de l'État a été contraint de prendre la parole.

PAGES 2 À 13 ET L'ÉDITORIAL

Estimation Ifop-Fiducial à 20 h

Liste	Parti	Score	Sièges
Bardella	Rassemblement national	32,4 %	31 sièges
Hayer	Renaissance, MoDem, Horizons, UDI	15,2 %	14 sièges
Glucksmann	Parti socialiste et Place publique	14,3 %	13 sièges
Aubry	La France insoumise	8,3 %	8 sièges
Bellamy	Les Républicains	7 %	6 sièges
Toussaint	Écologistes	5,6 %	5 sièges
Maréchal	Reconquête !	5,1 %	4 sièges

THOMAS PADILLA/AP - BENOIT TESSIER/REUTERS -

Désavoué, Macron au pied du mur

En obtenant moitié moins de suffrages que le Rassemblement national, la liste de la majorité, talonnée par celle de Raphaël Glucksmann, subit une cuisante défaite. Elle pose la question de la dissolution de l'Assemblée nationale et a obligé le chef de l'État à s'adresser aux Français. **PAGES 2 ET 3**

Forte poussée des droites en Europe

De l'Allemagne à la Belgique et des Pays-Bas à l'Autriche, les partis souverainistes et d'extrême droite ont enregistré une nette progression. Le maintien du PPE (conservateur) comme première force au Parlement européen confirme le basculement à droite du continent.

PAGES 12 ET 13

ÉDITORIAL par **Alexis Brézet, directeur des rédactions**

La présidence empêchée

C'**est la rencontre de la vague et du vent,** la convergence de deux colères, la fusion de deux exaspérations.

La vague déferle dans l'Europe entière : de l'Italie au Danemark, de l'Autriche aux Pays-Bas. Comment la nommer sans tomber dans la caricature ? Ici, elle se porte sur un parti « conservateur » ; là, sur un parti « populiste ». « Extrême droite », si l'on est honnête, ne convient pas. « Droite radicale » serait plus juste. « Nationaliste » ? À l'évidence. « Souverainiste » ? C'est plus compliqué : il ne s'agit plus de quitter l'Europe, mais de la changer. Selon les pays, elle peut varier dans ses formes, mais partout elle se nourrit d'une cause principale : l'inquiétude qu'une immigration incontrôlée fait peser sur l'équilibre de nos sociétés, la menace que l'islam politique fait planer sur l'avenir de notre civilisation.

Alors que toute la misère du monde semble s'être donné rendez-vous sur notre continent (8 millions de premières demandes d'asile enregistrées dans l'UE entre 2013 et 2023, l'équivalent d'un nouvel État membre entièrement composé de demandeurs), les citoyens de l'Union, d'élection en élection, réclament une révision drastique de notre politique d'immigration, fondée sur la restriction du nombre des entrants et l'expulsion de ceux qui contreviennent à nos règles, ignorent nos valeurs et contestent notre mode de vie. Faute d'être entendus, ils élèvent à chaque scrutin l'intensité de leur protestation.

> La rencontre de la vague anti-immigration et du vent anti-Macron

Le vent, lui, est purement français. C'est le vent de l'antimacronisme qui souffle désormais en rafale dans tous les partis, toutes les classes d'âge, toutes les catégories de la population. L'admiration - voire l'adulation - qui avait accompagné les premiers pas du plus jeune président que la France ait jamais connu s'est au fil des mois et des années muée en une hostilité auprès de laquelle le rejet dont ses prédécesseurs firent l'objet en leur temps ferait figure d'aimable bouderie. Ses choix politiques - et une certaine brutalité dans la manière - avaient alimenté contre Nicolas Sarkozy une féroce hostilité. Sa mollesse et ses hésitations ont valu à François Hollande de tomber rapidement dans le discrédit. Emmanuel Macron, lui - si l'on en croit les enquêtes d'opinion - suscite une violente exaspération qui doit moins à sa politique qu'au regard porté par les Français sur une façon de se comporter qu'ils jugent bavarde, arrogante et narcissique.

Résultat : tous les partis, sans exception, ont concentré le tir sur le président de la République, transformant de facto cette élection en référendum anti-Macron. Les Français les ont entendus : ils ont saisi cette ultime occasion nationale de dire au chef de l'État ce qu'ils pensent de sa politique pour lui infliger un vote sanction sans appel.

Suite page 19 ■

M 00108 - 610 - F: 3,60 €

AND : 4,50 € – BEL : 3,70 € – CH : 4,60 CHF – D : 4,20 € – ESP : 4,30 € – GR : 3,70 € – LUX : 3,70 € – MAR : 37 DH – MTQ/GLP : 4,30 € – REU : 4,70 € – TUN : 11,00 TND **ISSN 0182.5852**

Européennes : le RN s'impose largement, Emma

Tristan Quinault-Maupoil

Le président du Rassemblement national a plus que doublé le score de la majorité présidentielle, obligeant le chef de l'État

Progression fulgurante du Rassemblement national, déconfiture de la majorité présidentielle, rebond du Parti socialiste, effondrement des Écologistes, résistance de La France insoumise et tassement de la droite… Les résultats des élections européennes ont avant tout sonné, dimanche, comme un coup de tonnerre sur l'Élysée. Obligeant le chef de l'État à prendre la parole. Tandis que le grand vainqueur du scrutin, Jordan Bardella, a souligné *« le désaveu cinglant »* pour le pouvoir, *« une volonté de changement et un chemin pour l'avenir »*.

Vainqueur comme en 2019, le président du Rassemblement national progresse surtout de près de dix points. Avec 32,4 %, selon les dernières estimations diffusées dimanche par l'Ifop, il arrive à convaincre des catégories d'électeurs plus aisés et âgés que par le passé. Cœur de cible habituel de la droite et de la majorité. Fait inédit, Jordan Bardella fait plus du double du score des macronistes. L'eurodéputé de 28 ans a aussi su transformer les « like » qu'il amasse sur le réseau social chinois TikTok en bulletins. Après une campagne où les selfies réalisés à la pelle dans les foires du pays ont pris plus d'importance que les réunions publiques, il tire davantage son épingle du jeu que tous ses autres concurrents. Dans une vie politique en pleine mutation, même le débat télévisé que lui a proposé le premier ministre a semblé l'aider malgré l'argumentaire imprécis qu'il a exposé au public. La multiplication de faits divers qui choquent l'opinion entremêlés d'un rejet accru de l'immigration ont agi comme un puissant *« carburant »* électoral, selon l'expression de Jérôme Fourquet. D'autant que le ralentissement de l'inflation n'a pas tari les inquiétudes des catégories populaires, confrontées à la baisse de leur pouvoir d'achat. Appuyé par Marine Le Pen, le président du Rassemblement national veut maintenant transposer son exploit à l'Assemblée nationale avec les législatives anticipées qu'il a exigées.

Malgré une campagne électorale qui a essentiellement pris les contours d'un référendum national de mi-mandat pour Emmanuel Macron, le contexte géopolitique dégradé aux portes du continent a pesé sur le scrutin

Malgré une campagne électorale qui a essentiellement pris les contours d'un référendum national de mi-mandat pour Emmanuel Macron, le contexte géopolitique dégradé aux portes du continent a pesé sur le scrutin. Débats sur l'intensification de l'aide militaire à envoyer à Kiev et sur l'envoi de troupes françaises sur place, controverses sur les réponses à apporter face à la résurgence du conflit israélo-palestinien, opérations de manipulation de l'opinion dans les rues de Paris attribuées à la Russie… L'international s'est invité dans les urnes, comme ce fut déjà le cas deux ans auparavant lors de l'élection présidentielle. Mais le camp présidentiel, qui espérait de nouveau capitaliser sur cette thématique, en a été empêché par l'usure du pouvoir et le flou qui entoure le deuxième quinquennat d'Emmanuel Macron. Avec 15,2 % des suffrages obtenus par l'alliance de Renaissance, du MoDem, d'Horizons, du Parti radical et de l'UDI, ce résultat prend l'allure d'un sévère vote sanction. Quand bien même l'Europe est au cœur de la doctrine macroniste depuis la fondation du parti « En marche ». La nomination de Gabriel Attal à Matignon en janvier dernier n'a pas changé la donne malgré la popularité du trentenaire. Valérie Hayer, candidate inconnue du grand public avant d'être désignée chef de file des macronistes, n'a jamais réussi à crever l'écran pour rééditer la remontada que sa famille politique avait connue en 2019. Elle fait sept

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024

Les résultats en France

Résultat national des 8 principales listes
Estimations Ifop-Fiducial à 20h, en % des suffrages exprimés

Liste	Tête de liste	Score
La France insoumise	Manon Aubry	8,3 %
Parti communiste français	Léon Deffontaines	2,4 %
Écologistes	Marie Toussaint	5,6 %
Parti socialiste et Place publique	Raphaël Glucksmann	14,3 %
Renaissance, MoDem, Horizons, UDI	Valérie Hayer	15,2 %
Les Républicains	François-Xavier Bellamy	7 %
Reconquête !	Marion Maréchal	5,1 %
Rassemblement national	Jordan Bardella	32,4 %
Autres listes		9,7 %

Abstention
47,5 % des inscrits n'a pas voté

ifop FIDUCIAL LCI LE FIGARO

Vers une recomposition d'ampleur du paysage politique européen

Anne Rovan
Correspondante à Bruxelles

Grand chamboule-tout en vue en Europe. Au terme de quatre jours de scrutin et alors que tous les bureaux n'étaient pas encore fermés – on votait jusqu'à 23 heures dimanche soir en Italie – les premières estimations provisoires commençaient à tomber en début de soirée, au Parlement de Bruxelles où se tenait la soirée électorale de ces élections continentales. Dans plusieurs États membres, les nationalistes étaient donnés en tête, notamment en Autriche. De même en France et en Italie. Aux Pays-Bas, le PVV de Geert Wilders arrive finalement en deuxième position devant l'alliance travailliste-verts, mais arrache 7 sièges. Même chose pour le Vlaams Belang en Belgique. En Allemagne, l'AfD, pourtant secouée par plusieurs scandales, tire au final son épingle du jeu. Avec 16,5 % des voix, le parti d'extrême droite arrive en deuxième place derrière la CDU-CSU mais devant le SPD du chancelier Olaf Scholz relégué en troisième position (14 %). Quant aux Verts allemands, ils dévissent de 8 points, à 12 %.

Les partis comptaient fébrilement le nombre de sièges auxquels ils pouvaient prétendre. Grimaces et déception dans les rangs de certaines formations, notamment chez les écologistes. *« On est au ras des pâquerettes en France, on n'est pas en Italie… »*, énumérait un membre des Verts, soulignant par là la faiblesse du vote écologiste dans les grands pays de l'UE qui envoient le plus grand nombre d'électeurs à Strasbourg. Ces contre-performances pèseront sur le « pacte vert » et la décarbonation de l'UE. À l'inverse, on affichait une mine satisfaite dans d'autres partis. Notamment à droite, au PPE, où, emporté dans son élan, on affirmait en fin d'après-midi pouvoir obtenir jusqu'à 186 sièges dans un hémicycle qui en compte 720, conservant ainsi sa première place. En réalité, les comptages de la droite européenne anticipent déjà les ralliements de quatre partis. Selon les derniers sondages, le PPE devrait en tout cas se maintenir à la première position, comme les sociaux-démocrates à la deuxième. La troisième place que détient le groupe Renew, où siègent les macronistes, semblait beaucoup plus incertaine.

Faiseuse de roi

L'autre gagnant des élections européennes pourrait être la participation attendue en hausse au niveau de l'UE, en dépit de la baisse enregistrée dans quelques États membres parmi les plus peuplés, l'Espagne et la Pologne. Ce qui est à la fois l'effet mécanique du Brexit – en 2019, seulement un tiers des électeurs britanniques avaient voté, anticipant le départ futur de leur pays de l'UE – et d'un regain d'intérêt pour ces élections aux très lourds enjeux, de la guerre en Ukraine, à la rivalité croissante de la Chine et des États-Unis vis-à-vis de l'UE. La participation était attendue en hausse en France et en Allemagne, les deux pays les plus peuplés de l'Union.

Les Européens ont voté et les dés sont jetés. Mais les rapports de force définitifs ne sont pas encore totalement stabilisés. Et il faudra au moins plusieurs jours, voire plusieurs semaines de négociations pour que se dessine le cap politique que va prendre l'UE. Dès ce lundi, les grandes manœuvres vont commencer au Parlement européen où chaque groupe tentera de faire grossir ses rangs pour peser davantage dans les négociations à venir et dans les postes clés. Le Parti démocratique civique que préside le premier ministre tchèque Petr Fiala ou la N-VA quitteront-ils ECR pour rejoindre le PPE ? Le Fidesz de Viktor Orban, qui siège actuellement dans le groupe des non-inscrits, rejoindra-t-il, comme attendu, ECR ? Le premier ministre hongrois l'a laissé entendre. *« Nous sommes la force politique la plus puissante dans les moments difficiles »*, s'est félicité von der Leyen, parlant de la CDU/CSU et du PPE.

Surtout, faut-il s'attendre à un rapprochement entre ECR et I&D, qu'appelle de leurs vœux le premier hongrois et Marine Le Pen ? *« C'est le moment de s'unir, ce serait vraiment utile »*, a déclaré fin mai l'ex-présidente du RN, appelant à *« ne pas rater une opportunité comme celle-ci »*. Une fusion de ces deux groupes leur permettrait de prendre du poids, se hissant à la deuxième place dans l'hémicycle de Strasbourg, derrière les chrétiens-démocrates du PPE. La balle est dans le camp de la présidente du Conseil italien, Giorgia Meloni, convoitée tant par ses « amis » de l'extrême droite européenne que par la présidente sortante de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, qui affirmait fin mai avoir bien travaillé avec la dirigeante italienne mais aussi par les Vingt-Sept qui se sont employés à ne jamais la marginaliser. De là à la présenter comme une faiseuse de roi, il y a un pas. *« Meloni n'a pas la majorité au sein d'ECR »*, soulignait très récemment un membre de Droit et justice, le parti nationaliste polonais également membre de ce groupe, comme pour mieux rappeler que son parti aura aussi voix au chapitre. Les Vingt-Sept vont, quant à eux, intensifier les discussions sur la feuille de route de l'UE jusqu'à 2029 et les nominations pour les trois top jobs que sont la présidence de la Commission, la présidence du Conseil européen et le poste de Haut représentant. Un dîner est prévu le 17 juin à Bruxelles suivi d'un sommet la semaine suivante. ■

nuel Macron au pied du mur

à s'adresser aux Français.

points de moins qu'il y a cinq ans, au risque de fragiliser considérablement les trois dernières années d'Emmanuel Macron à l'Élysée.

Mais l'élection a aussi été marquée par l'évolution des rapports de force au sein de la gauche. Le score de Raphaël Glucksmann (14,3 %) offre au Parti socialiste un rebond qu'il n'avait pas connu depuis 2012. Essorée par le quinquennat de François Hollande, la social-démocratie s'offre de nouveaux habits à la faveur de la déconfiture des macronistes et des divisions de la Nupes. Après cinq années passées au Parlement européen à préempter les sujets internationaux, Raphaël Glucksmann est venu contredire le camp présidentiel qui revendiquait être la seule offre politique pro-européenne. Son succès fait aussi les malheurs des Écologistes. Avec à peine plus de 5 %, la liste emmenée par l'eurodéputée Marie Toussaint fait oublier le succès de Yannick Jadot en 2019 (- 8 points). Malgré des sujets très concrets et clivants pour les Européens autour de la transition écologique, comme la fin de la vente de moteurs thermique d'ici 2035, les Verts n'ont pas su s'imposer dans les débats. Peut-être subissent-ils aussi le procès en écologie punitive, déjà observé lors de récents scrutins européens. Et dont la crise agricole du début d'année fut le symbole. L'autre déconvenue se trouve à droite où François-Xavier Bellamy n'a pas réussi à transformer l'essai après une campagne remarquée. Avec 7 %, il ne tire pas profit de l'essoufflement du macronisme. La concurrence Marion Maréchal (Reconquête) fait de l'ombre à la droite traditionnelle malgré un score en deçà des espérances du parti d'Éric Zemmour (5,1 %). Elle caresse l'espoir, au regard des derniers sondages, d'intégrer le Parlement européen, en dépassant le seuil minimal exigé pour obtenir des élus. Faisant oublier l'échec des législatives.

Raphaël Glucksmann est venu contredire le camp présidentiel qui revendiquait être la seule offre politique pro-européenne. Son succès fait aussi les malheurs des écologistes

La campagne mono-thématique menée par les Insoumis contre Israël a trouvé un écho dans l'opinion (8,3 %). Bien qu'éclipsée par la figure de l'activiste propalestinienne Rima Hassan, Manon Aubry voit sa liste progresser de deux points par rapport à 2019. L'indignation provoquée par les prises de position de LFI sur Gaza – y compris au sein de ses anciens partenaires de la Nupes – n'a pas dissuadé des électeurs essentiellement urbains. Fidèles à leur stratégie de la controverse, les Insoumis ont remis en cause dimanche l'organisation du scrutin en pointant du doigt des radiations sur les listes électorales. À l'instar du député Aurélien Taché (Val-d'Oise) qui s'est insurgé de ne plus être inscrit à Cergy, obligeant la mairie à préciser que l'élu a été rattaché à une autre commune. De réelles difficultés pour voter sont apparues en Nouvelle-Calédonie, où des bureaux de vote ont été bloqués par des indépendantistes en pleine crise institutionnelle sur ce territoire du Pacifique. Mais à l'échelle nationale, la participation (52.5 %) a été marquée par une nette progression. Jamais depuis 1994 elle n'avait été si importante, alors que cette échéance peine habituellement à mobiliser. Pas moins de 49,5 millions de Français étaient appelés aux urnes dimanche, parmi les 360 millions d'électeurs européens appelés à voter sur l'ensemble du continent. ■

Projections en nombre de sièges au Parlement européen, entre…

8
0
5
13
14
6
4
31
0

Le nouveau Parlement européen

Projections provisoire à 20h15 par groupe parlementaire

Gauche radicale - GUE/NGL
Verts/Alliance libre européenne
S&D - Alliance progressiste des socialistes et démocrates
Renew Europe
PPE - Parti populaire européen
CRE - Conservateurs et réformistes européens
ID - Identité et démocratie
Autres et non inscrits

LFI – Écologistes – PS-Place publique – Renaissance – Les Républicains – Reconquête! – RN

34 (-3)
53 (-19)
135 (-4)
82 (-20)
181 (+5)
71 (+2)
62 (+13)
102 (+41)

720 sièges

(+ x) Variation du nombre de sièges par rapport au Parlement actuel

Le Parlement européen sortant

37
72
139
102
176
69
49
61

705 sièges

Source : Parlement européen

FIGDATA LE FIGARO

CONTRE-POINT PAR GUILLAUME TABARD

Un choc qui a obligé le président à réagir

La sanction a eu lieu. Aussi forte que le Rassemblement national l'espérait, et plus forte que la majorité le redoutait. Et si les européennes ont toujours été un scrutin atypique, elles sont un camouflet personnel pour Emmanuel Macron. Jupiter a pris la foudre. Il ne pouvait pas ne pas s'interroger sur toutes les conséquences, y compris institutionnelles, d'une telle sanction. D'où sa décision de clarifier ses choix dès ce dimanche soir.

Le chef de l'État ne pouvait pas éluder la première leçon de ce 9 juin : le niveau du Rassemblement national. Par leur nombre, leur fréquence et leur constance, les sondages avaient comme acclimaté le pays à cette réalité électorale. Donnant presque au verdict de ce scrutin des airs d'évidence. Il n'en est pas moins spectaculaire. Le Rassemblement national n'est pas uniquement la force politique la plus puissante de France ; elle est la seule à l'être.

Quelque huit points de plus que ses records remontant aux européennes de 2014 et aux régionales de 2015, plus du double du score de la liste arrivée en deuxième position, une suprématie territoriale et sociologique totale : Marine Le Pen et Jordan Bardella voulaient faire de leur parti l'unique force d'alternance et l'unique pôle de stabilité de la vie politique française. Leur pari est à ce jour réussi, même si transformer l'essai à la présidentielle ne sera pas une simple formalité. Être dominants ne les rend pas encore majoritaires. Eux aussi devront se poser la question d'une architecture leur permettant d'espérer gouverner le pays un jour.

Cette victoire du RN aux européennes est une défaite personnelle d'Emmanuel Macron. À plus d'un titre. Le président de la République a tout fait pour organiser et donner le ton de la campagne de la majorité. Il s'est exposé plus encore qu'il y a cinq ans. Il a repoussé toutes les limites de la réserve présidentielle jusqu'à cette interview à trois jours du vote pour appeler explicitement à faire battre *« l'extrême droite »*. Il s'est tellement impliqué qu'il lui est impossible de ne pas être associé au résultat du vote. Mais le camouflet dépasse le simple désagrément d'un mauvais soir électoral. Le « dynamiteur » de 2017 s'était fait fort de réussir là où ses quatre prédécesseurs – Mitterrand, Chirac, Sarkozy et Hollande – avaient échoué. Il n'allait pas combattre le RN, il allait, par le succès de son action, supprimer les raisons de voter pour lui. Visiblement, ces raisons n'ont pas totalement disparu… Alors qu'il s'est à son tour converti à la seule stratégie de l'épouvantail, c'est sous sa présidence que le RN a le plus progressé. Il voulait réveiller ses propres soutiens, il a stimulé tous ses opposants. Il espérait mener Valérie Hayer près des 20 % et ramener l'écart avec le RN sous les 10 points. Pari perdu.

Et s'il n'a pas pu endiguer la progression de tout le bloc sur sa droite (autour de 45 % contre 35 % en 2019), il n'a su empêcher le réveil d'une concurrence sur sa gauche. En restant devant Raphaël Glucksmann, Valérie Hayer a juste évité le pire, mais pour la majorité, une brèche électorale a été ouverte sur sa gauche. Dès lors, que faire pour Macron ? Colmater à gauche ou colmater à droite ? La question n'était plus là. Le chef de l'État n'avait plus que les cartes institutionnelles dans sa main. Jusqu'au bout, il a hésité à les mettre sur la table. D'autant que Jordan Bardella, le premier, avait réclamé une dissolution. Mais avait-il encore le choix ? Lui seul pouvait répondre. ■

Un net regain de participation

Eloïse Cimbidhi

52,5 %
Taux de participation
estimé à 20 heures en métropole d'après le sondage Ifop-Fiducial pour *Le Figaro*, TF1 et LCI. En 2019, le scrutin européen avait mobilisé 50,12 % des Français.

Les élections européennes n'étaient pas parvenues à attirer autant d'électeurs vers les urnes depuis 1994. Avec un taux de participation estimé à 52,5 % d'après le sondage Ifop-Fiducial pour *Le Figaro*, TF1 et LCI, le scrutin du 9 juin a mobilisé davantage encore de Français qu'en 2019 (50,12 %). À 17 heures déjà, la participation s'élevait à 45,16 %, enregistrant une hausse de presque deux points par rapport à 2019 (43,29 %). Cinq heures plus tôt, les électeurs avaient été 19,81 % à se rendre aux urnes, contre 19,26 % aux précédentes européennes. En 2014, ils n'avaient été que 42,4 % à faire le déplacement. Variable cruciale du scrutin, le taux de participation annoncée a observé une progression constante dans les sondages cette dernière semaine. Passée de 49 % le 31 mai à 52,5 % le 7 juin, d'après le « rolling » quotidien Ifop-Fiducial pour *Le Figaro*, LCI et Sud Radio, la mobilisation des électeurs a fini par suivre la même progression dans les bureaux de vote.

Globalement en hausse, le chiffre de la participation recouvre néanmoins des réalités contrastées sur l'ensemble du territoire français. Détentrices du record de participation, les Côtes-d'Armor comptabilisaient une participation de 54,99 % à 17 heures (+7,13 %). Le département a détrôné l'Ardèche, qui enregistrait à la mi-journée une participation de 27,4 %, soit 2,3 points de plus qu'en 2019. Cinq heures plus tard, le département restait le deuxième plus mobilisé avec 54 % de votants contre 50 % à la même heure au précédent scrutin. Même recrudescence de la participation dans le Val-de-Marne, qui a connu une progression de 5,52 points, passant de 34,73 % en 2019 à 40,25 % à 17 heures ce dimanche. La Haute-Corse a, elle aussi, vu sa participation bondir de 6,5 points (23,5 %) à midi. Une dynamique nettement ralentie à 17 heures, avec une participation de 34,67 % (+1,43 point).

À Paris, où la participation à la mi-journée se maintenait en dessous de la moyenne nationale (16 %), les électeurs ont été 45,73 % à se déplacer en fin d'après-midi, une hausse de 8,42 points par rapport à 2019. Les Hauts-de-Seine présentent une dynamique similaire, avec une participation de 16,2 % à midi, désormais estimée à 41,17 % (+3,98 points). Mais, ce regain de mobilisation ne concerne pas tous les départements. Avec +2,92 points (32,53 %), la Seine-Saint-Denis fait partie des territoires avec la plus faible participation. Laquelle recule carrément dans le Val-d'Oise (32,45 % ; -2,4 points), territoire qui enregistre le plus faible taux en la matière. À la mi-journée, ce chiffre ne s'y élevait d'ailleurs qu'à 13,92 %. Dans l'Aisne, où seulement 13,8 % des électeurs avaient voté à midi, ils étaient finalement 43,15 % à glisser un bulletin de vote cinq heures plus tard (-0,95 point).

Les territoires d'outre-mer, qui ont commencé à voter pour certains dès samedi, enregistrent eux aussi un taux de participation particulièrement faible. La participation est en légère baisse par rapport à 2019 : seulement 7,95 % en Martinique et 10,87 % en Guadeloupe à 17 heures locales (23 heures samedi à Paris) selon les préfectures, contre respectivement 10 % et 12,10 % cinq ans plus tôt. La Réunion n'est pas épargnée par cette tendance, avec 23,5 % de votants à 17 heures, contre 26,34 % en 2019. La Guyane, où les élections se sont déroulées samedi, affiche, quant à elle, un taux de participation à 9,4 %, une baisse de 4 points. En Nouvelle-Calédonie, où le scrutin a été marqué par des heurts, 13,13 % des électeurs se sont mobilisés. ■

Défait, le camp Macron en proie au doute

Loris Boichot et Louis Hausalter

Le sévère revers encaissé par la liste de Valérie Hayer handicape le président, le poussant à prendre la parole.

« Le problème, c'est qu'autour de Macron, ils n'ont pas appris à perdre… » Cette phrase d'un conseiller de l'exécutif qui a fait ses classes au Parti socialiste décrit la fébrilité qui s'emparait dimanche soir du camp présidentiel, confronté à un sévère revers. Avec 15,2 % des voix selon les estimations Ifop-Fiducial pour TF1, LCI et *Le Figaro* à 20 heures, la majorité accuse un fort reflux par rapport à 2019 (22,42 % à l'époque). Il enregistre son plus mauvais score à un vote national depuis la création d'En marche !, en 2016 et se rapproche des 13,98 % recueillis par les socialistes au scrutin de 2014, le pire score réalisé par un parti présidentiel à des élections européennes.

Dimanche soir, trois quarts d'heure avant la proclamation publique des premières estimations, qui tombaient déjà sur les téléphones du Tout-Paris politique, Emmanuel Macron a convoqué une réunion en petit format à l'Élysée avec Gabriel Attal, le ministre des Affaires étrangères et patron du parti Renaissance Stéphane Séjourné, les ministres Gérald Darmanin (Intérieur), Bruno Le Maire (Économie), Sébastien Lecornu (Armées) ou encore la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet.

« C'était une erreur tactique de polariser sur le RN. Les gens ont envie de sortir de cette nasse Macron-Le Pen »

Un ministre

Que faire ?, se sont-ils interrogés autour du chef de l'État. Avant même que le vainqueur du scrutin, Jordan Bardella (Rassemblement national, RN, 32,4 % des voix selon les estimations) appelle à des élections législatives anticipées, cette piste s'est imposée dans les discussions élyséennes. Un scénario poussé par Gérald Darmanin, désireux de tenir compte d'un électrochoc électoral, face à la présidente de l'Assemblée Yaël Braun-Pivet, qui l'a alerté sur le risque : des troupes présidentielles affaiblies et des élus lepénistes renforcés au Palais Bourbon. À distance, le premier allié du président de la République, François Bayrou, a appelé à une « *refondation* ». Peu avant 20 heures, Emmanuel Macron a tranché : il prendra la parole devant les Français, un fait rare dans la foulée d'un scrutin.

Jusqu'à ces conciliabules au sommet de l'État, il n'était pas question pour Emmanuel Macron de bousculer son agenda. Ce lundi matin, le chef de l'État devait se rendre à Tulle (Corrèze), pour un hommage aux 99 pendus victimes des SS le 9 juin 1944, en présence de François Hollande. L'après-midi, c'est le massacre d'Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne) qu'il avait prévu de commémorer. La poursuite comme si de rien n'était de son intense parcours mémoriel pour les 80 ans de la libération du pays. Quelques jours avant le dimanche électoral et sa prise de parole télévisée, l'Élysée faisait pourtant savoir qu'il ne s'exprimerait pas devant la presse lundi.

Il a, à l'inverse, multiplié les déclarations dans la dernière ligne droite de la campagne, mettant à profit les grandes cérémonies des 80 ans du D-Day en Normandie. En dressant une comparaison entre les combats de l'époque et la guerre en Ukraine, l'un des enjeux que le camp présidentiel a tenté d'ancrer dans les thématiques de campagne, sans grand succès. Et en dramatisant, dans une interview polémique à la télévision jeudi, le risque d'une « *Europe bloquée* » en cas de forte poussée nationaliste.

Las. Pendant toute la campagne, Emmanuel Macron aura donné l'impression de ne pas tellement savoir comment soutenir une tête de liste qui n'était pas son plan A. Le président a proposé à des personnalités plus identifiées et expérimentées que Valérie Hayer, comme Bruno Le Maire ou Jean-Yves Le Drian, de mener son camp, essuyant des refus. Comme si toute une partie de la macronie a pressenti depuis le début que ce scrutin serait difficile. « *On va prendre la plus grosse raclée de notre histoire* », prédisait sans ambages un député et cadre de Renaissance dès le début de février, alors que Valérie Hayer n'est même pas encore désignée.

Emmanuel Macron et son premier ministre, Gabriel Attal, lors de l'hommage national à l'amiral Philippe de Gaulle, le 13 mars, aux Invalides, à Paris.
LUDOVIC MARIN//AFP

Cette atmosphère défaitiste a gagné de l'ampleur au fil des semaines dans la majorité, alors que les intentions de vote pour Valérie Hayer n'ont jamais décollé dans les sondages. Au contraire, Jordan Bardella a pris le large, tandis que le feuilleton d'un possible croisement des courbes entre la liste de la majorité et celle de Raphaël Glucksmann (Parti socialiste-Place publique) a pollué la campagne macroniste.

La stratégie élaborée à l'Élysée et au QG de campagne de Renaissance est, dès le départ, périlleuse. Il s'agit de tenter de placer la guerre entre la Russie et l'Ukraine et l'avenir de l'Union européenne au cœur du débat public. En février, Emmanuel Macron évoque l'envoi de troupes au sol en Ukraine, à rebours de la plupart des alliés de la France. En mars, lors de son premier meeting national, Valérie Hayer compare le RN et ses alliés nationalistes européens aux signataires des accords de Munich. Le touffu discours prononcé par Emmanuel Macron à la Sorbonne sur « l'Europe puissance », fin avril, doit servir de corpus programmatique à la campagne, ainsi que de point de départ de l'implication présidentielle.

Mais Valérie Hayer, qui connaît sur le bout des doigts ses complexes dossiers du Parlement européen, se retrouve prise entre les filets d'une campagne très française et marquée par plusieurs crises sécuritaires, comme les violences en Nouvelle-Calédonie et l'attaque meurtrière d'un fourgon pénitentiaire dans l'Eure, dont les auteurs n'ont toujours pas été arrêtés. Les sondages montrent depuis longtemps que la guerre en Ukraine et l'avenir de l'Europe ne figurent pas parmi les préoccupations prioritaires des Français, dominées par le pouvoir d'achat et la sécurité. Même si le cœur de l'électorat macroniste, plutôt âgé et aisé, est plus sensible à ces thématiques internationales.

« Un changement de premier ministre six mois après la nomination d'Attal, alors qu'on l'a vendu comme une arme électorale, ce serait un aveu d'échec »

Un ministre

Sur le terrain, où ils peinent à intéresser les citoyens aux véritables enjeux de l'élection des députés européens, les troupes du président constatent aussi les marques de l'usure du pouvoir et, parfois, de la détestation suscitée par le chef de l'État. Des élus ayant participé aux opérations de tractage restent marqués par ces passants déchirant devant eux le prospectus à l'effigie d'Emmanuel Macron, posant à côté de Valérie Hayer.

« *C'est un référendum anti-Macron*, constate amèrement le patron des sénateurs macronistes, François Patriat, deux jours avant l'élection. *Les gens ne nous disent pas qu'ils vont voter pour le Parlement européen, ils disent qu'ils vont nous sanctionner. C'est un scrutin totalement irrationnel, dans lequel ce sont l'humeur et la rancune qui guident le vote. Aucun élément de raison ne marche, il n'y a pas de prise.* » « *Nos électeurs se disent qu'on a déjà perdu, on n'arrive pas à les mobiliser*, regrette un colistier de Valérie Hayer, de retour de tractage. *Plein de gens qui votent d'habitude Macron n'iront pas. Ils sont déçus, lassés, fatigués.* »

La déconvenue enregistrée dimanche signe aussi l'essoufflement d'une logique binaire, usée jusqu'à la corde par Emmanuel Macron et ses troupes : le camp des pro-européens contre « *les extrêmes* », la raison ou le chaos. La recette avait fonctionné aux élections présidentielles de 2017 et 2022. Elle avait permis de limiter les dégâts aux européennes de 2019, lors desquelles le chef de l'État avait joué la carte du « parti de l'ordre » alors que la France était ébranlée par le mouvement des « gilets jaunes ».

Pendant cette campagne, « *on a longtemps espéré faire autour du score de 2019* », confiait il y a quelques jours Sylvain Maillard, le patron du groupe Renaissance à l'Assemblée nationale. Cette fois, ce n'est pas « *un échec* » mais « *ça n'a pas marché* », pourrait euphémiser Emmanuel Macron. « *C'était une erreur tactique de polariser sur le RN*, grimace un ministre. *Les gens ont envie de sortir de cette nasse Macron-Le Pen. On peut avoir une réémergence de la bipolarisation entre le PS et LR.* »

En attendant, l'urgence immédiate pour Emmanuel Macron et Gabriel Attal est d'empêcher que la gueule de bois électorale vire au règlement de comptes en place publique entre les différentes composantes de la majorité, alors que leurs fidèles redoutent que les prétendants à la présidentielle de 2027 accélèrent leur émancipation. Dès le scrutin passé, « *chez nous aussi, la course de petits chevaux va commencer* », prédisait Valérie Hayer quelques jours avant sa défaite.

15,2 %
Estimation
du score de la liste Renaissance, MoDem, Horizons et autres, selon Ifop-Fiducial

Édouard Philippe a déjà émaillé la campagne de critiques visant directement le président, notamment en se montrant sévère sur la gestion de la situation en Nouvelle-Calédonie ou en jugeant que le projet de débat proposé par Emmanuel Macron à Marine Le Pen n'était peut-être pas « *une bonne idée* ». L'ex-premier ministre a aussi esquissé de futurs départs de députés Renaissance vers son parti Horizons. Le président du MoDem, François Bayrou, a pour sa part estimé la semaine dernière *dans Le Figaro* qu'il y aurait « *des réflexions à conduire* » après le scrutin.

Terrifié à l'idée qu'on pourrait lui intenter un procès en déloyauté au président, Gabriel Attal, lui, s'est apprêté ces derniers jours à jouer les pompiers de service. Le premier ministre envisage de convier les ministres de plein exercice à dîner lundi pour faire le point, selon *La Tribune dimanche*. Et il a invité les parlementaires de la majorité à un cocktail dinatoire à Matignon le lendemain soir.

« Les ambitions des uns et des autres vont obliger le président à bouger. S'il ne prend pas la main, cette fois, les gens ne l'attendront pas »

Un député Renaissance

Au-delà du débriefing du scrutin et de la séance de thérapie collective, l'objectif est aussi de garder au maximum les troupes en rangs et de couper le pied à des initiatives qui pourraient fleurir dans la majorité. Aurore Bergé, la ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, avait convié mardi les parlementaires, avant de décaler ce pot au 26 juin. Certains lui prêtent des vues sur le congrès du parti Renaissance, prévu à l'automne, et qui pourrait servir d'étape cruciale de l'après-Macron. Même si à l'Élysée, on ne l'entend évidemment pas de cette oreille.

Sauf qu'Emmanuel Macron, qui n'a encaissé de cinglantes défaites que dans des scrutins locaux, paraît cette fois acculé par ce coup de sang des urnes. « *C'est une équation assez impossible. Je ne vois pas ce qu'il peut faire dans l'immédiat*, soupesait un ministre expérimenté dans les derniers jours de campagne. *Une dissolution avant les Jeux olympiques, c'est compliqué, et a priori, ça ne fait pas une majorité. Un changement de premier ministre six mois après la nomination d'Attal, alors qu'on l'a vendu comme une arme électorale, ce serait un aveu d'échec et ça ne change rien à l'enjeu de l'automne, qui est la discussion du budget.* » Alors qu'en l'absence de majorité absolue, le gouvernement s'apprête à dégainer l'article 49.3 pour la troisième année consécutive, les députés Les Républicains (LR) font planer la menace d'une motion de censure, en prenant argument des comptes publics dégradés.

Si Emmanuel Macron aime bien laisser « *digérer* » après un scrutin, selon l'expression qu'il employait auprès de ses conseillers en 2022, les réactions internes à son camp ont pu le pousser à réagir. Un député Renaissance prévenait fin mai : « *Les ambitions des uns et des autres vont obliger le président à bouger. S'il ne prend pas la main, cette fois, les gens ne l'attendront pas.* » Un grognard du chef de l'État préfère relativiser : « *Quelques énergumènes vont quitter le navire, mais je pense que ce sera plutôt le statu quo. Le problème, c'est que le président n'a pas d'issue.* » Avant de s'interroger : « *Ce qui nous intéresse, c'est surtout ce qui va se passer chez les autres. À gauche, que va faire la Nupes ? À droite, est-ce que les LR vont se diviser en deux ? Que va faire le RN de sa victoire ?* »

Dans les mouvements de plaques tectoniques qui s'engagent, l'enjeu pour le camp présidentiel sera de montrer qu'il n'était pas une simple parenthèse d'une décennie. Autrement dit, de survivre. Un ministre confesse, fataliste : « *Je reconnais volontiers qu'on entre en terre inconnue.* » ■

Jordan Bardella porte le RN au plus haut

Paul Laubacher

Le président du Rassemblement national, qui récolte un score historique de 32,4 %, a réclamé une dissolution de l'Assemblée.

Avec un tel score, il était certain que Jordan Bardella réclamerait à nouveau une dissolution de l'Assemblée nationale. Avec 32,4 % des suffrages, selon les estimations de l'Ifop-Fiducial à 20 heures ce dimanche, Jordan Bardella, 28 ans, peut maintenant se réjouir. Le président du Rassemblement national (RN), et tête de liste de son parti pour la deuxième fois consécutive, a eu la victoire que les sondages lui prédisaient depuis de long mois. *« Le président de la République doit s'en remettre à l'esprit des institutions. Nous lui demandons d'organiser de nouvelles élections législatives »* , a déclaré Jordan Bardella.

Comme un rouleau compresseur, le vote RN a tout balayé : le risque d'abstention et de démobilisation qui frappe particulièrement le parti lepéniste en dehors de l'élection présidentielle, l'absence de réelles nouveautés programmatiques, le flou de certaines mesures, les faiblesses de son champion, mais aussi toutes les attaques qui ont été portées contre lui par ses adversaires, qu'elles soient venues de la majorité présidentielle, de la gauche ou de la droite.

Jordan Bardella a rempli les deux objectifs – simples – qu'il s'était fixés : amener le score du parti nationaliste au plus haut, et emmener la plus grande délégation française au Parlement européen. D'autres cadres, et surtout Marine Le Pen, en avaient donné d'autres : mettre le plus de distance possible avec la liste de la majorité présidentielle. *« Il y a un signal très clair qu'il faut lancer à Emmanuel Macron. Il faut qu'il subisse la pire défaite possible pour le ramener sur terre »*, avait lâché la triple candidate nationaliste sur Europe 1 et CNews, mi-mai, tout en appelant à la dissolution de l'Assemblée nationale en cas de victoire mariniste, comme Jordan Bardella.

« Le président de la République doit s'en remettre à l'esprit des institutions. Nous lui demandons d'organiser de nouvelles élections législatives »

Jordan Bardella

Ce dimanche, ce sont des records historiques qui ont été battus par le parti nationaliste et populiste, malgré l'appel d'Emmanuel Macron le 6 juin lors de son interview télévisée. *« Il n'y a qu'un tour. Ne pas aller voter, c'est laisser l'avenir de notre continent à d'autres. (...) On voit monter partout en Europe l'extrême droite »*, avait-il déclaré. Ou encore celui du premier ministre Gabriel Attal, qui avait lancé : *« L'Europe est née grâce à la France, elle ne doit pas mourir à cause de la France. »*

Le président du RN améliore son score de 2019, où il avait récolté 23,34 % des suffrages, de près de 10 points. Jamais le parti à la flamme n'avait bénéficié d'une telle vague. En privé, bien avant ce scrutin, Marine Le Pen avait analysé que ces élections pouvaient être la première réelle victoire politique de son camp. Ce dimanche soir, la triple candidate à la présidentielle voudra clamer que le RN, après être devenu le premier parti d'opposition à la suite de l'élection de 88 députés marinistes aux législatives de 2022, la première force politique d'*« alternance »* en vue de la présidentielle de 2027.

Jordan Bardella, lui, assurait qu'il sentait monter *« une vague »* et que la liste de son parti allait *« faire un carton »*. *« La grande différence avec les dernières élections, en 2019, est sans doute que les attentes à l'égard du RN ne sont plus les mêmes (...) Derrière le vote RN, il y a désormais l'ambition du changement et d'une rupture »*, expliquait le jeune patron du RN dans une interview au *Figaro* il y a quelques jours. Les stratèges du RN avaient largement analysé qu'il fallait jouer à fond sur l'antimacronisme ambiant, l'impression de fin de règne autour d'Emmanuel Macron, qui ne peut plus se représenter à la prochaine élection présidentielle. L'idée de faire de ce scrutin européen *« une élection de mi-mandat »* pour mieux *« sanctionner Macron »* était venue de là.

Chez Jordan Bardella, il y avait aussi des ambitions plus secrètes : finaliser son hold-up sur toute la droite française. Le patron du RN, pendant toute cette campagne, a tout fait pour dévitaliser Les Républicains (LR), menés par François-Xavier Bellamy, et la tête de liste de Reconquête, le parti d'Éric Zemmour, Marion Maréchal. Le président du RN a joué à tout bout de champ, et jusqu'à la dernière heure, la carte du *« vote utile »* pour attirer à lui les *« orphelins de la droite »*, qu'ils soient encore chez LR ou chez Zemmour. Résultat : selon les estimations de l'Ifop, la liste LR récolte 7 % et sauve les meubles, quand celle de Reconquête n'obtient que 5,1 % des suffrages et voit son avenir en suspens en attendant les résultats officiels.

Avec lui, Jordan Bardella emmènera donc au moins 31 députés européens, selon les estimations. Là aussi, un record, après les 24 parlementaires en 2019. Le président du RN avait fait de ces élections la preuve que le parti à la flamme était capable de se désenclaver, en captant à la fois des figures extérieures au mouvement et des nouveaux électeurs. Est-ce que la tête de liste nationaliste a réussi son pari de ce côté-là ?

Pendant toute la campagne, il a présenté au compte-gouttes les personnalités qui avaient décidé de rallier le RN, comme pour mieux feuilletonner l'attraction que provoquerait son parti. Cette liste, gardée secrète le plus longtemps possible, au grand dam de beaucoup de cadres marinistes, devait démontrer que le parti nationaliste avait la capacité de former un gouvernement. Plus belle recrue, selon plusieurs cadres, Fabrice Leggeri, propulsé numéro trois sur la liste, ex-patron de l'agence européenne Frontex, normalien et énarque. Est-ce vraiment un ralliement ? L'homme, lorsqu'il a rencontré Marine Le Pen pour la première fois, avait fait part de son envie de participer à la campagne des européennes, sur sa liste. Il avait déjà voté pour la candidate RN à la présidentielle de 2022. Dernier grand ralliement annoncé, l'ancien policier Matthieu Valet, ex-porte-parole du Syndicat indépendant des commissaires de police. L'homme avait ses alliés au sein du RN, qui voient en lui une étoile montante et un futur candidat aux municipales dans les Hauts-de-France. La numéro deux de la liste, Malika Sorel, essayiste, proche de François Fillon lors de la présidentielle de 2017, a suscité en revanche des interrogations au sein du RN sur sa capacité à respecter la discipline du parti.

Pour le reste, Jordan Bardella a fait monter des militants « méritants » et a placé ses proches, comme la députée européenne sortante Mathilde Androuët, le patron du RNJ Pierre-Romain Thionnet ou encore le secrétaire général du RN, Gilles Pennelle. Il avait décidé de garder Thierry Mariani, la prise de guerre de Marine Le Pen en 2019, malgré son tropisme prorusse. Philippe Olivier, conseiller spécial de l'ancien candidate à la présidentielle du RN, y figure en bonne place.

« Derrière le vote RN, il y a désormais l'ambition du changement et d'une rupture »

Jordan Bardella

Dès ce lundi 10 juin, Jordan Bardella, mais plus encore Marine Le Pen, cherchera à créer le fameux « supergroupe » nationaliste au Parlement européen. La candidate « naturelle » du RN a demandé à ses proches de laisser vide son agenda dans les jours à venir pour mieux s'adapter à l'agenda européen et être apte à négocier de nouvelles alliances. Parviendra-t-elle à s'entendre avec la chef de file des nationalistes italiens, la première ministre, Giorgia Meloni ? Rien n'est moins sûr, même si elle avait appelé son alter ego transalpin à l'unité pour créer le « deuxième groupe » à Strasbourg. Une chose reste certaine : depuis la rupture avec le parti allemand d'extrême droite AFD le 21 mai dernier, le groupe européen dans lequel siège le RN va être en réalité plus fragile qu'avant.

Tout dans ces élections européennes et dans cette campagne nationaliste devait être un avant-goût de ce que le RN et sa future candidate, pour l'instant « naturelle », vont proposer pour la présidentielle de 2027. Dès l'annonce des résultats, les plus proches lieutenants de Marine Le Pen ont étudié en détail la structure du vote RN, espérant voir se concrétiser l'émergence d'un « nouvel électorat » RN. La pénétration nationaliste dans des segments électoraux clés, comme les retraités ou les cadres supérieurs, est particulièrement scrutée. Sans eux, une victoire à la prochaine présidentielle serait seulement hypothétique, estiment-ils. C'est tout le but du « ticket » voulu par Marine Le Pen : elle à l'Élysée, Jordan Bardella à Matignon. Le président du RN a tout fait pour séduire ces électeurs-là. *« Même lorsque vous avez un bon salaire et que vous vivez bien – ce qui malheureusement est en train de devenir une exception –, vous êtes confronté à l'insécurité, à la violence et à l'effondrement des services publics, comme l'école ou l'hôpital. Ces Français-là sont de moins en moins insouciants »*, affirmait Jordan Bardella au *Figaro*. Ces Français-là ont-ils décidé d'entendre les sirènes nationalistes ? ■

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 9 JUIN 2024
LA FRANCE REVIENT !
PARIS, LE 9 JUIN 2024

Jordan Bardella, dimanche soir, à Paris.

SARAH MEYSSONNIER/REUTERS

FN et RN aux européennes

Résultats nationaux, en % des suffrages exprimés

Année	Résultat
1984	11
1989	11,7
1994	10,5
1999	5,7
2004*	9,8
2009*	6,5
2014*	24,9
2019	23,3
2024 (est.)	32,4 %

*Scrutin régionalisé

Sources : ministère de l'Intérieur et estimations Ifop-Fiducial à 20h

Marion Maréchal et Reconquête plongés dans l'incertitude

Célestine Gentilhomme

Marion Maréchal ne peut pas encore souffler. À 20 heures, selon les estimations de l'Ifop, qui donne un score de 5,1 % à la liste de Reconquête, il est impossible de savoir si le parti d'Éric Zemmour a réussi à passer officiellement cette barre fatidique et à faire élire des députés européens. Le scénario d'une disparition de l'échiquier politique qui hante les troupes d'Éric Zemmour et celles de l'ancienne frontiste est toujours d'actualité.

La tête de liste de Reconquête va-t-elle finalement sauver les meubles in extremis? Une telle issue lui permettrait d'envoyer au moins 4 eurodéputés nationalistes, dont elle, à Strasbourg. Parmi ces élus qui pourraient former l'une des plus petites délégations tricolores : l'ex-numéro deux de LR, Guillaume Peltier, la conseillère et compagne d'Éric Zemmour, Sarah Knafo, l'ancien mariniste Nicolas Bay.

Dans le flou, Reconquête ne tient pas encore sa revanche des élections législatives de 2022, lors desquelles la jeune formation n'avait fait élire aucun député. Si elle échoue, Marion Maréchal n'aura pas non plus réussi à fidéliser les 7 % d'électeurs de la présidentielle, qui avaient permis à l'ancien polémiste de doubler la droite. Dans ce scénario catastrophe, le mouvement fondé en 2021 plongerait alors dans un tourbillon politique et interne. Un mauvais score freinerait sérieusement les ambitions d'Éric Zemmour, qui rêve toujours d'un destin politique.

Même en cas de victoire sur le fil, l'embellie pourrait très vite se transformer en mirage. Car cette courte bouffée d'oxygène ne suffira pas à éteindre l'incendie à Reconquête, tant les proches de l'ancien polémiste et ceux de l'ex-députée Front national se sont déchirés sur la stratégie à mener. L'entourage de l'ex-candidat à la présidentielle avait un plan de campagne : décrocher des voix chez Jordan Bardella, et assumer de s'en prendre frontalement au Rassemblement national (RN). Un moyen, pensaient-ils, de retenir une partie de l'électorat de 2022, sensible au discours du patron du RN. Marion Maréchal ne voulait pas surjouer le duel avec son concurrent mariniste, mal à l'aise à l'idée d'attaquer sa famille d'origine frontiste. *« Je suis une Le Pen, ce serait ridicule de le nier... »*, concédait-elle début mai à *Valeurs Actuelles*. Le clan marioniste préférait ménager le parti à la flamme, en qui il voyait un potentiel allié sur la scène européenne. Tout juste la tête de liste dénonçait-elle les *« renoncements »* du RN sur l'assistanat, l'économie ou encore l'islam. Quitte à donner du carburant au rival de Reconquête. Certains cadres frontistes ont pris un malin plaisir à alimenter la rumeur de son retour au bercail lepéniste, avant d'y couper court.

Dissensions stratégiques

Pendant la campagne, Marion Maréchal a tenté en vain d'imposer un autre message : concentrer les flèches sur Les Républicains, et mettre à terre François-Xavier Bellamy. Manière de prendre la place de la droite traditionnelle, déjà ébranlée par la défaite cinglante de la présidentielle. Car derrière les dissensions stratégiques, il y a surtout une conception différente du rôle que doit endosser le mouvement dans le paysage politique. Autour d'Éric Zemmour, on reste convaincu que Marine Le Pen ne pourra pas gagner en 2027, même auréolée par une victoire écrasante aux européennes. Le candidat nationaliste avait tout de même appelé ses électeurs à voter pour elle au soir du premier tour de 2022. Marion Maréchal juge à l'inverse que sa tante ne pourra l'emporter... seule. Avant cela, il leur faudra passer l'épreuve des municipales de 2026 : au RN, certains évoquent déjà l'idée d'une alliance entre les deux formations dans plusieurs territoires. D'ici-là, le tandem Maréchal-Zemmour devra encore maintenir le bateau à flot. ■

Réduisons le volume

Au-delà de 5 médicaments par jour, surtout après 65 ans, demandez à votre médecin ou votre pharmacien si vous pouvez en prendre moins.*

*N'arrêtez jamais votre traitement sans avis médical.

⊖ DE MÉDICAMENTS,
C'EST MÉDICAMIEUX

en savoir + sur leem.org/medicamieux

leem
les entreprises du médicament
SOIGNONS L'AVENIR

SIREN : 784 668 543

Raphaël Glucksmann ressuscite le PS

Pierre Lepelletier

En recueillant 14,3 % des suffrages, la tête de liste des socialistes s'est hissée à la troisième position. De quoi redonner des couleurs au parti de la rose.

Lors des dernières semaines de campagne, Raphaël Glucksmann le répétait : *« Il se passe quelque chose. »* Ce *« quelque chose »* s'est donc bien traduit dans les urnes dimanche. La tête de liste du PS et de Place Publique, son petit parti satellitaire, a confirmé la troisième place que lui prêtaient les sondages en recueillant 14,3% des voix, selon les premières estimations dimanche soir. *« Personne ne nous avait vus venir »*, se réjouissait-il dès vendredi, comme s'il était sûr de son coup. Grâce à lui, les socialistes renouent enfin avec les scores à deux chiffres lors d'une élection nationale. Du jamais vu depuis les élections européennes de 2014 (13,98 %). À l'époque, Jean-Christophe Cambadélis était tête de liste, François Hollande à l'Élysée et Raphaël Glucksmann, essayiste, était loin de s'imaginer en politique. Pour le parti de la rose, s'en était suivie une traversée du désert longue d'une décennie (6,36 % à la présidentielle de 2017, 6,19 % aux européennes de 2019, 1,74 % à la présidentielle de 2022).

Le PS ressuscite donc et, avec lui, l'espoir de l'émergence d'une nouvelle offre social-démocrate renouvelée à la française. À bonne distance des outrances et coups d'éclat de Jean-Luc Mélenchon, qui avait fait une razzia à la dernière présidentielle (21,95 %) en dominant largement les autres partis de gauche. Dimanche soir, l'hégémonie Insoumise semble cette fois avoir pris un coup de plomb dans l'aile après l'échec pour la liste de Manon Aubry d'obtenir un score à deux chiffres. *« On a repoussé les murs entre Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon. Les gens ont enfin l'impression de respirer »*, se réjouissait Raphaël Glucksmann pendant la campagne. La tête de liste ne manquait d'ailleurs jamais de rappeler qu'il y avait dans ses réunions publiques *« des gens qui ont voté Jean-Luc Mélenchon en 2022, et d'autres qui ont voté Emmanuel Macron »*.

Lors de cette campagne, l'eurodéputé aura réussi le défi d'afficher un visage neuf, lui qui était passé à côté de sa première campagne européenne (6,19 %). Déjà allié avec le PS il y a cinq ans, Raphaël Glucksmann n'avait jamais vraiment réussi à se défaire de sa caricature de bobo-urbain déconnecté, qui avait en plus la prétention de vouloir renverser la table de la gauche française. Conscient de ses erreurs, l'essayiste a cette fois prévenu dès le départ qu'il ne se concentrerait que sur les enjeux européens jusqu'au 9 juin. *« Certains pensaient que j'allais ennuyer tout le monde »*, nargue-t-il. Pendant des semaines, la tête de liste a ainsi martelé la nécessité de se battre pour une *« puissance européenne écologique »* face aux régimes autocrates, siphonnant au passage une bonne partie de l'électorat des Verts.

S'ils avaient, dimanche, retrouvé un sourire disparu depuis des années, les socialistes rêvaient à 20 heures d'avoir une victoire encore plus belle en dépassant Valérie Hayer, la rivale macroniste, au terme du dépouillement des grandes villes. Longtemps inavoué pour ne pas créer un risque de regrets, l'objectif avait fini par être dressé vendredi matin lors d'une ultime conférence de presse. Il faut dire que les deux courbes n'avaient jamais été aussi proches dans les sondages. *« Nous ne sommes qu'à un point de la liste d'Emmanuel Macron. Nous pouvons enfin tourner la page de ce faux duel qui fait suffoquer des millions de Français »*, avait rappelé la tête de liste qui refusait jusqu'alors d'entretenir ce *« récit médiatique »*.

La tête de liste du PS et de Place Publique, Raphaël Glucksmann, dimanche à Paris avant son vote. SAMEER AL-DOUMY / AFP

L'héritage du quinquennat Hollande « soldé »

Bien sûr, les troupes d'Olivier Faure ne veulent pas laisser penser que ce succès ne tient qu'à leur seule tête de liste – qui n'a d'ailleurs jamais été encartée au PS. Il est désormais l'heure de raconter que ce bon résultat confirme leur stratégie de ces derniers mois. En deux étapes : être parvenu à se réancrer à gauche d'abord, grâce à l'accord de la Nupes, en actant ensuite la rupture avec La France insoumise, redevenue trop clivante à leurs yeux. En clair, ces élections européennes auraient *« soldé »* pour de bon le lourd héritage du quinquennat Hollande. Tout au long de la campagne, Insoumis et écologistes ont pourtant rappelé que l'ancien président socialiste soutenait l'essayiste. Qu'un bon score de ce dernier pouvait même potentiellement précipiter son retour. *« J'entends celles et ceux qui me disent : "Glucksmann, c'est pas mal". Je leur réponds que le risque, c'est de s'endormir le 9 juin en ayant voté Raphaël Glucksmann et de se réveiller le 10 juin avec le retour de François Hollande »*, avait lancé Marie Toussaint en meeting début avril. Sans grand succès.

Se moquant des critiques, les socialistes ont surtout voulu démontrer dès dimanche soir que, renforcés, ils étaient prêts à engager un bras de fer avec les Insoumis dans la perspective de la présidentielle de 2027. Raphaël Glucksmann a lancé les hostilités dès la fin de campagne, en déclarant par exemple au *Figaro* que lui et les siens n'avaient *« pas le même rapport au monde ou à la vérité »* que Jean-Luc Mélenchon. La thèse des *« deux gauches irréconciliables »*, rejetée par les socialistes comme par les Insoumis au moment de la Nupes, semble se réimposer à vitesse grand V. *« Aucun socialiste ne sera jamais derrière Jean-Luc Mélenchon à la prochaine présidentielle »*, jurait un responsable du PS encore la semaine dernière.

Tout devrait maintenant s'accélérer. Dès les prochains jours, des initiatives vont fleurir pour acter l'idée d'un rassemblement de la gauche sans Jean-Luc Mélenchon et son cercle rapproché. Des cadres socialistes, écologistes et communistes sont dans la boucle. Chacun espère que les quelques *« frondeurs »* de LFI, comme François Ruffin, Clémentine Autain ou Alexis Corbière, prendront leur risque en acceptant de les rejoindre. Des accords de principe auraient déjà été trouvés, mais personne n'ose vraiment s'avancer. *« Je suis comme saint Thomas, je ne crois que ce que je vois »*, souffle, prudent, un cadre du PS. *« Il y a toujours eu des grands joueurs qui ont eu peur de gagner »*, enchaîne un autre. À gauche, tout commence maintenant. ■

Les socialistes

Résultats nationaux, en % des suff. exp.

1999	2004*	2009*	2014*	2019	2024
22	28,9	16,5	14	6,1	14,3 % (est.)

*Scrutin régionalisé

Sources : ministère de l'Intérieur et estimations Ifop-Fiducial à 20h

Les Insoumis ne parviennent pas à dépasser la barre des 10 %

Les Insoumis rêvaient de décrocher, au finish, un score à deux chiffres, persuadés que les sondeurs et *« la classe médiatique »* ne sentaient pas le *« phénomène »* de leur liste au sein de la société. Manon Aubry et ses colistiers n'ont finalement recueilli qu'entre 8 % et 9 % des voix dimanche. Une forme de déception donc, au regard de leurs attentes de ces derniers jours, même si les troupes de Jean-Luc Mélenchon préféraient souligner leur progression comparée à la contre-performance de 2019 (6,31 %). Le tout dans un scrutin qui n'a jamais été favorable à la gauche radicale.

Cette amélioration en cinq ans est sans doute liée au pari risqué d'axer l'essentiel de la campagne sur la cause palestinienne, même s'il n'a pas autant porté ses fruits qu'espéré. *« Le sujet n'avait rien à voir, mais alors rien à voir avec l'Union européenne*, rappelle une parlementaire écologiste. *Les Insoumis auront réussi à faire oublier qu'ils n'ont aucune ligne sur l'Europe. »* De fait, d'une menace de sortie pure et simple de l'UE à l'unique désobéissance de certains traités européens, le mouvement mélenchoniste a beaucoup changé d'avis ces dernières années. Sa campagne quasi-monothématique tournée vers Gaza, alimentée au carburant des coups d'éclat, et incarnée par la candidature – en septième position – de l'activiste propalestinienne Rima Hassan, aura permis de mettre ses hésitations sous le tapis. Quitte à donner l'impression de reléguer sa tête de liste, Manon Aubry, au second plan.

Logique communautaire

En se revendiquant comme les seuls défenseurs des Gazaouis, les Insoumis espéraient pourtant avoir trouvé la clé pour surmobiliser les quartiers populaires. Si une grande partie de ces électeurs sont fidèles à Jean-Luc Mélenchon lors des présidentielles, peu se rendent aux urnes lors des scrutins européens. *« La cause palestinienne est un facteur de mobilisation. Elle incarne à elle seule l'ensemble des peuples colonisés et opprimés »*, estimait Mathilde Panot, la présidente du groupe LFI, deux jours avant le vote. Le raz-de-marée promis ne se sera donc pas produit.

La gauche radicale

Résultats nationaux, en % des suff. exp.

1999	04*	09*	14*	2019	2019	2024	2024
PCF	PCF	FDG	FDG	LFI	PCF	LFI	PCF
6,8	5,9	6,5	6,6	6,3	2,5	8,3 % (est.)	2,4 (est.)

*Scrutin régionalisé

Sources : ministère de l'Intérieur et estimations Ifop-Fiducial à 20h

Lors de cette campagne, beaucoup ont notamment reproché à Jean-Luc Mélenchon de se résoudre à une logique communautaire en se saisissant de la défense des Gazaouis uniquement pour conforter son ancrage au sein de l'électorat musulman, dans la perspective, déjà, de la présidentielle de 2027 (69 % d'entre eux ont voté pour lui en 2022). Sur son blog, le chef des Insoumis a balayé ces critiques, se moquant de ses adversaires et de la *« classe médiatique »* pour qui *« Palestine = musulmans = quartiers »*. Lui assure que la ligne de son mouvement sur le conflit au Proche-Orient allait jusqu'à susciter *« la sympathie de gens dans des secteurs qui ne (leur) étaient d'abord pas favorables »*.

L'histoire retiendra aussi que la liste de Manon Aubry a été nettement devancée par celle de son concurrent, Raphaël Glucksmann (14 %). Même s'il ne faut pas oublier qu'une élection européenne n'est pas une présidentielle, l'hégémonie de Jean-Luc Mélenchon sur le reste de la gauche obtenue par son bon score en 2022 en ressort affaiblie. ■ **P.L.**

Suspense sur l'avenir des Verts

Richard Flurin

Le suspense restait entier dimanche soir pour la liste écologiste menée par Marie Toussaint. Crédité d'un score de 5,6 %, selon des estimations de l'Ifop à 20 heures, la marge d'erreur ne permettait pas de savoir, en attente de résultats consolidés, si le parti enverrait ou non des députés au Parlement de Strasbourg. Le supplice a donc continué jusque dans les derniers instants pour les Verts, qui ne pourront pas, quoi qu'il arrive, se féliciter de cette difficile campagne. La vague Verte, qui s'était levée aux européennes de 2019 (13,45 % pour la liste menée à l'époque par Yannick Jadot), puis avait déferlé dans les urnes aux municipales de 2020, avec des butins comme Marseille, Lyon, Strasbourg ou Bordeaux, a fini par refluer.

Au début de la campagne, face aux premiers signaux d'alerte, la secrétaire nationale des Écologistes, Marine Tondelier, usait de la méthode Coué. *« Nous n'allons pas perdre nos 15 députés européens : regardez dans l'histoire des listes écolos et (même) dans les moments où nous n'étions quand même pas en forme »*, déclarait-elle début février, confiante. Comme si la marque écologiste suffirait à mobiliser le jour du scrutin. Il y a quelques semaines encore, les avertissements redoublant, elle badinait sur la météo pluvieuse pour expliquer les mauvais sondages. Les griefs commencent à se multiplier au sein du mouvement, où l'on met en cause une campagne à électrocardiogramme plat, en prenant soin d'épargner Marie Toussaint.

Les écologistes

Résultats nationaux, en % des suff. exp.

1999	2004*	2009*	2014*	2019	2024
9,7	7,4	16,3	8,9	13,5	5,6 % (est.)

*Scrutin régionalisé

Sources : ministère de l'Intérieur et estimations Ifop-Fiducial à 20h

Règlements de comptes

La tête de liste a elle aussi participé au tir groupé contre Marine Tondelier en insistant la semaine dernière dans une interview au *Figaro* sur son adhésion personnelle à une candidature commune de la gauche aux européennes. Une option stratégique que Marine Tondelier avait très tôt balayée d'un revers de main. Les règlements de comptes pourraient se solder par la convocation d'élections internes anticipées et un changement du secrétariat général. L'enjeu n'est pas mince au vu des prochaines échéances électorales. Avant l'élection présidentielle de 2027, qui va commencer à se préparer dès à présent, il y aura surtout les municipales de 2026. Les Verts conserveront-ils leurs bastions acquis de haute lutte en 2020 grâce à leur bonne performance aux européennes précédentes ? La question se posera, en tout cas pour les socialistes et les Insoumis. ■

À droite, François-Xavier Bellamy évite le pire

Claire Conruyt et **Emmanuel Galiero**

Dimanche, la liste des Républicains a recueilli 7 % des voix au scrutin européen et évite tout juste la catastrophe.

Les meubles sont sauvés, souffle-t-on à droite. En recueillant 7 % des voix (selon les estimations de l'Ifop à 19 h 40), ce 9 juin, Les Républicains réalisent le pire score européen du parti et reculent d'un point par rapport à celui de 2019 (8,48 %). Malgré tout, dans une situation rendue compliquée par la puissance du vote RN, par l'affaiblissement de sa famille politique depuis la présidentielle et par les difficultés internes aux LR, le soldat François-Xavier Bellamy sauve l'honneur. *« Avec ce score, la maison Ciotti ne bouge pas »*, glisse un stratège, en rappelant le score de Valérie Pécresse lors de la dernière présidentielle (4,78 %). La droite, en apnée jusqu'ici, peut se rassurer en se disant qu'elle a évité la catastrophe. Car en cas de franche défaite, LR pouvait craindre l'éclatement au sein de ses rangs, entre les partisans d'un pacte de gouvernement tourné vers la macronie d'un côté et les inflexibles défenseurs d'une ligne d'opposition indépendante de l'autre côté. Les divergences de vision demeureront mais en limitant la casse, dans un contexte de forte participation (estimée à 52,5 %), François-Xavier Bellamy peut se réjouir de ne pas avoir condamné l'avenir de la droite. Éric Ciotti devrait pouvoir poursuivre son travail de reconstruction à la tête des Républicains. La route de la présidentielle n'est pas fermée. *« On a franchi l'obstacle malgré l'énergie mise par Macron pour nous effacer »*, juge le chef de file des députés LR, Olivier Marleix. *« Ce n'est pas une fin, c'est un début »*, confie à son tour Bellamy. *« Le point de départ, c'était notre score à la présidentielle et un RN en pleine dynamique. C'est donc le signal d'un nouveau départ. Évidemment, ce n'est pas le point d'arrivée que l'on se donne pour objectif, mais, aujourd'hui, c'est le dernier jour du macronisme, la fin du "en même temps". »* Dimanche soir, le candidat LR a reçu un message de la part du président du PPE. Manfred Weber lui a écrit : *« Félicitations ! Je suis heureux. C'est ton succès. »*

Climat de méfiance persistante

C'est aussi un petit soulagement personnel pour Bellamy qui aura su convaincre tout juste assez d'électeurs en tenant une ligne claire d'opposition et en refusant de se soumettre aux pressions conjuguées du RN et de la macronie. Quelques jours avant le vote, dans les colonnes du *Figaro*, il était allé jusqu'à défendre la perspective d'une reconstruction de la droite. *« Le duel Macron-Le Pen a vécu sur la défiance suscitée par les vieux partis de gouvernement. Je comprends les déceptions passées ; mais l'élection du 9 juin est l'occasion de tourner une page. Je ne me suis pas engagé pour refaire l'histoire, mais pour écrire l'avenir d'une droite renouvelée, sérieuse, cohérente. Votre vote peut donner l'élan dont nous avons besoin pour reconstruire »*, expliquait le vice-président du parti LR.

Dans le climat d'incertitude qui planait jusqu'à dimanche sur la capacité de la droite à résister, François-Xavier Bellamy avait compris la nécessité de s'appuyer sur ses propres ressorts pour exister. Et même si le parti LR avait mis à sa disposition des moyens précieux pour mener campagne, c'est bien à lui que revient le mérite de cette mission difficile dans laquelle il aura tenté de contourner de nombreux obstacles, comme celui d'un temps de parole limité. *« Nous avons essayé d'optimiser les choses pour exposer notre candidat au maximum. Par exemple, Ciotti et Retailleau ont fait moins de plateaux pour lui laisser de l'espace »*, raconte un cadre LR.

Parallèlement, Bellamy a voulu s'emparer de l'actualité pour exister. Des blocages de Sciences Po par la gauche radicale, à la forte implication de l'exécutif macroniste dans la campagne de Valérie Hayer, en passant par la dénonciation de *« l'éternelle mise en scène »* du duel Macron-Le Pen, il a tenté capter la lumière. Parvenant parfois à susciter un soutien au-delà des frontières de LR et jusque dans les rangs de la gauche, où certains de ses adversaires politiques ont partagé ses critiques, comme ce fut le cas du candidat du PS, Raphaël Glucksmann. Il faut dire qu'en s'invitant fortement dans la campagne des européennes, le chef de l'État a suscité une salve de critiques de la part de plusieurs adversaires de Renaissance qui l'ont accusé de sortir des obligations institutionnelles de son statut présidentiel, l'obligeant à contenir sa fonction au-dessus des partis en période électorale. Mécaniquement, Emmanuel Macron est resté dans le viseur de François-Xavier Bellamy, qui n'a pas accepté de se laisser enfermer dans un rôle de simple commentateur de campagne, réduit à donner son sentiment sur un match écrit à l'avance entre l'Élysée et le clan Le Pen.

Au final, Bellamy a visiblement conservé une partie de son électorat de 2019 dans un climat de méfiance persistante à l'égard des Républicains, comme il l'avait entendu régulièrement sur les marchés pendant la campagne. Au fil des réunions publiques, débats sur le terrain et rencontres avec divers acteurs du pays, le candidat LR avait pourtant perçu une certaine reconnaissance dans le milieu des entrepreneurs. Il avait eu le sentiment d'avoir *« cranté »* quelque chose dans le monde libéral, ce que ses soutiens politiques avaient également remarqué, tels Hervé Morin (président de la région Normandie et patron des Centristes), ou encore David Lisnard (maire de Cannes, président de l'Association des maires de France et leader de Nouvelle Énergie).

La lecture des résultats dimanche est sans doute une déception chez tous ceux qui avaient été sensibles au style de Bellamy. En vantant la constance, le candidat avait promis une relève pour affronter les nombreux défis du pays et défendre une vision politique d'avenir. D'ailleurs, le sénateur Bruno Retailleau, dans un élan d'optimisme, avait annoncé : *« Sa très belle campagne l'a une fois de plus prouvé : l'avenir de la droite ne s'écrira pas sans François-Xavier Bellamy. »* Le candidat quant à lui avait promis que sa nouvelle équipe élue dimanche se mettrait au travail sans plus attendre. Juste avant le verdict des élections européennes, il imaginait un *« nouveau départ »* pour la droite. Dimanche, Les Républicains ont sans doute évité une catastrophe. Ils auront cependant moins d'élus pour porter la voix de la droite française au Parlement européen. Mais les défis restent immenses. *« C'est une violente défaite du macronisme »*, estime Éric Ciotti. *« Emmanuel Macron a joué avec le feu en installant un duo avec le RN, et s'est brûlé. Après le séisme de la présidentielle, LR a engagé son redressement »*, conclut le patron de la droite. Sur les réseaux sociaux, Laurent Wauquiez a renchéri : *« À tous mes amis de la droite républicaine : après le flou et l'indécision du "en même temps", notre responsabilité est de préparer collectivement le retour à la clarté. »* ■

François-Xavier Bellamy a voté dimanche, à Versailles, dans les Yvelines.

JACQUES WITT/SIPA

La droite aux européennes

Résultats nationaux, en % des suffrages exprimés

Année	Liste	%
1979	UDF	27,6
1979	RPR	16,3
1984	UDF-RPR	43
1989	CDS	8,4
1989	UDF-RPR	28,9
1994	UDF-RPR	25,6
1999	UDF	9,3
1999	RPR-DL	12,8
2004*	UDF	12
2004*	UMP	16,6
2009*	UMP-NC	27,9
2014*	UMP	20,8
2019	LR	8,5
2024 (est.)	LR	7 %

*Scrutin régionalisé

Sources : ministère de l'Intérieur et estimations Ifop-Fiducial à 20h

Fourquet : « Pouvoir d'achat, insécurité, immigration... carburants de la fusée Bardella »

Ronan Planchon

Le score inédit du RN est le fruit de sa stratégie de respectabilisation et d'un contexte favorable au parti.

Directeur du département opinion et stratégies d'entreprise de l'Ifop, Jérôme Fourquet a notamment publié *La France d'après. Tableau politique* (Éditions Le Seuil, 2023).

LE FIGARO. – Comment expliquer le score inédit de Jordan Bardella ?
JÉRÔME FOURQUET. – Hormis la liste de Simone Veil en 1984 – et il s'agissait d'une liste d'union UDF-RPR –, aucune liste n'est parvenue à atteindre la barre des 30 % à une élection européenne en France. Il s'agit donc d'une performance historique. Le FN, puis le RN, était déjà arrivé en tête lors des européennes de 2014 (24,9 %) et de 2019 (23,6 %), mais avec des scores significativement moins élevés et avec des écarts nettement plus resserrés qu'aujourd'hui avec leurs adversaires (4 points d'avance sur l'UMP en 2014 et 1 point seulement sur LREM en 2019).
Jordan Bardella a construit sa victoire en bétonnant le socle acquis (88 % des électeurs de Marine Le Pen de 2022 étant allés voter dimanche ont voté RN), en siphonnant, sur une logique de vote utile, plus d'un tiers de l'électorat zemmouriste, mais également en captant une dizaine voire une quinzaine de pourcents des électorats mélenchoniste, macroniste et pécressiste de la dernière présidentielle. Ces apports multiples illustrent la force d'attractivité de cette liste qui a notamment joué sur le ressort de l'antimacronisme pour attirer à elle tous les électeurs voulant sanctionner le président (dans le dernier baromètre Ifop-JDD, 41 % des Français se disaient « très mécontents » d'Emmanuel Macron, contre 34 % en mai 2019 à la veille des précédentes européennes).

Dans quelles catégories de la population le RN a-t-il le plus progressé ?
Ce parti a-t-il réussi à briser le plafond de verre du vote des retraités ?
Cette progression a été générale et s'observe dans toutes les catégories. Elle correspond à une « montée des eaux bleu marine », c'est-à-dire une diffusion de l'audience du RN dans toutes les strates de la population. Dans les milieux populaires, traditionnellement déjà assez acquis, les seuils atteints à l'issue de cette nouvelle poussée sont spectaculaires, avec un niveau de pratiquement 50 % dans l'ensemble ouvriers-employés, où le RN est désormais totalement hégémonique. Mais les scores sont également très conséquents parmi les classes moyennes et les retraités (près de 30 %) ainsi que chez les cadres (près de 20 %). Ces niveaux, qui constituaient hier des plafonds pour le FN, sont désormais des planchers pour le RN. Ce constat vaut également au plan géographique. Les scores enregistrés aujourd'hui dans les départements situés dans ce que j'appelle la « diagonale bucolique », courant du Limousin à la Bretagne en passant par le Poitou et les Pays de la Loire, correspondent à ceux qu'on observait il y a vingt ans dans le Var ou le Vaucluse, bastions frontistes historiques.

« Alors qu'en 2019, la liste Bardella atteignait 28 % chez les hommes contre seulement 19 % parmi les femmes, le score est aujourd'hui à parité avec une très forte augmentation dans la gent féminine »

La personnalité de Jordan Bardella a-t-elle joué un rôle dans cette victoire ? Dans quelle mesure ?
L'équation personnelle de la tête de liste a bien sûr constitué un facteur important dans ce succès. Sa notoriété, nettement plus importante que celles de bon nombre des autres têtes de liste et de la sienne en 2019, quand il menait déjà la liste RN, a pesé. Tout comme sa forte visibilité sur les réseaux sociaux (1,3 million d'abonnés sur TikTok, contre seulement 60 000, par exemple, pour Manon Aubry, ou 10 000 pour François-Xavier Bellamy) n'est pas pour rien dans les scores obtenus notamment chez les jeunes. Par son nom et son prénom, qui disent à la fois son origine immigrée mais également son extraction populaire, Jordan Bardella est devenu le symbole à la fois d'une assimilation réussie et d'une ascension sociale, soit une incarnation de ce que le modèle républicain à la française a historiquement pu produire (le sous-titre de son autobiographie à paraître serait d'ailleurs : *Venu d'ailleurs, devenu d'ici*). Mais sans minimiser le rôle de la tête de liste dans ce succès, et pour employer une métaphore rugbystique, Jordan Bardella a été comme le rapide et talentueux trois-quarts aile qui marque l'essai brillamment après qu'à l'issue d'un long et laborieux travail, le pack des avants a gagné du terrain et lui a transmis le ballon pour conclure l'action.

Ce succès vient donc de loin ?
Pour filer la métaphore rugbystique, cet essai transformé vient du fond du terrain. Il y a quarante ans exactement, en 1984, Jean-Marie Le Pen obtenait 11 % aux élections européennes. On mesure à ce chiffre l'ampleur du chemin parcouru par cette famille politique sur la longue durée. La victoire électorale de dimanche trouve son origine à la fois dans une stratégie et dans un contexte marqué par les tensions sur le pouvoir d'achat et par les problématiques migratoires et sécuritaires, terreau très porteur pour le RN.

Jérôme Fourquet, directeur du département Opinion et stratégies d'entreprise de l'Ifop.
VINCENT BOISOT/LE FIGARO

Ce résultat est-il le fruit de la politique de dédiabolisation amorcée par ce parti depuis les années 2010 ?
La montée des eaux bleu marine a été rendue possible par la stratégie de dédiabolisation mise en place par Marine Le Pen lors de son arrivée à la tête du FN, en 2011. Depuis le second tour de l'élection présidentielle de 2022, où Marine Le Pen a rallié 41,5 % des voix, et les législatives qui ont vu l'entrée de 89 députés frontistes à l'Assemblée nationale, cette stratégie a franchi un nouveau stade : celui de la respectabilisation.
On a parlé de la « stratégie de la cravate » à propos de l'attitude et du comportement de ces députés RN jouant la carte de la notabilisation et de la respectabilité républicaine, quand à l'inverse, les députés Insoumis pratiquaient l'agit-prop et le chahut dans l'Hémicycle. La récente image de députés LFI et écologistes revêtant les couleurs du drapeau palestinien face à des députés RN arborant leur écharpe tricolore a offert un contraste saisissant et cette bataille d'image a clairement viré à l'avantage du RN. La dramatique réactivation du conflit israélo-palestinien a d'ailleurs offert quelques mois plus tôt au RN l'occasion de franchir une étape décisive dans sa longue marche vers la respectabilisation. Marine Le Pen et des cadres frontistes ont ainsi pu prendre part à la grande manifestation contre l'antisémitisme, marche à laquelle Jean-Luc Mélenchon et ses lieutenants n'ont pas participé. Le 14 mai 1990, lors de la grande manifestation contre l'antisémitisme organisée après la profanation du cimetière juif de Carpentras, Jean-Marie Le Pen et le FN avaient été pointés du doigt et avaient été mis au ban de l'arc républicain. Trente-trois ans plus tard, sa fille a pu défiler et c'est désormais Jean-Luc Mélenchon qui fut rejeté à la marge. On mesure ici encore l'ampleur des mouvements tectoniques intervenus au cours des dernières décennies et dont les résultats électoraux d'hier ne sont que la traduction mécanique. Cette stratégie de respectabilisation au long cours a permis de faire sauter les verrous qui empêchaient au RN l'accès à certaines catégories. Cela a été le cas parmi les retraités et dans certains milieux patronaux, mais également dans une composante essentielle de la population : les femmes. Alors qu'en 2019, la liste Bardella atteignait 28 % chez les hommes contre seulement 19 % parmi les femmes, le score est aujourd'hui à parité avec une très forte augmentation dans la gent féminine. Ce bond dans l'électorat féminin, qui représente, rappelons-le, la moitié du corps électoral, a assuré à lui seul une grande partie de la progression globale du score.

Le contexte a-t-il aussi été porteur pour la liste Bardella ?
En effet, parallèlement aux dividendes de la stratégie de respectabilisation, le succès enregistré hier par la liste Bardella tient également au contexte dans lequel évoluent les Français. Plusieurs des préoccupations majeures de nos concitoyens se trouvent être en résonance avec des thématiques sur lesquelles le RN s'est positionné de longue date. Il en va ainsi du pouvoir d'achat. Au cours des deux dernières années, le prix des produits alimentaires a augmenté de plus de 20 %. Sur cinq ans, le tarif de l'électricité s'est envolé de 70 % (et 1 million de procédures pour impayés de gaz ou d'électricité ont été engagées en 2023, un record), le RN fustigeant à ce propos le mode de fixation des prix sur le marché européen de l'électricité. Le gasoil, carburant le plus usité dans la France périurbaine et rurale, qui constitue le cœur de l'électorat RN, s'affichait à 1,40 euro le litre en novembre 2018 au déclenchement de la crise des « gilets jaunes », contre près de 1,9 euro aujourd'hui.

« La dégradation de la situation sécuritaire a elle aussi puissamment alimenté la dynamique frontiste »

Signe des temps, Action, hyperdiscounter hollandais, est devenue l'enseigne préférée des Français. Cette inflation sur l'énergie comme sur les produits de première nécessité vient cruellement éroder le niveau de vie des plus modestes, dont beaucoup se tournent vers « Marine » et « Jordan », telle Colombe, cette sympathisante RN perpignanaise au RSA dont le témoignage filmé a fait le tour des réseaux sociaux au début du mois de mai.
La dégradation de la situation sécuritaire a elle aussi puissamment alimenté la dynamique frontiste. Les émeutes de l'été 2023, qui ont touché plus de 530 communes et causé plus de 1 milliard d'euros de dégâts, l'assassinat de Dominique Bernard dans son lycée d'Arras, le drame de Crépol, la mort du jeune Matisse poignardé à Châteauroux, l'attaque meurtrière d'un fourgon cellulaire en Normandie ou bien encore la litanie des rixes à l'arme blanche entre jeunes et des règlements de comptes entre dealers, sans parler des home-jackings de célébrités (nourrissant le sentiment que plus personne n'est à l'abri – 25 % des Français disposant d'une alarme à leur domicile), tout cela alimente un bruit de fond et une forte demande de protection, mais également de reprise en main de la situation par la puissance publique. Les statistiques des homicides comme ceux du nombre de détenus (70 000 en 2019 lors des précédentes élections européennes contre 77 500 d'après les derniers chiffres publiés) indiquent que la situation sécuritaire est très dégradée et le RN ne se prive pas pour tirer à boulets rouges sur le bilan du gouvernement en la matière.
Il en va de même en matière d'immigration, qui, pour ce scrutin, s'est invitée à la seconde place des thèmes ayant le plus compté pour les électeurs. L'implication régulière de personnes sous OQTF (obligation de quitter le territoire français) non appliquée, dans de nombreuses affaires, signe de manière accablante pour de nombreux Français l'impuissance publique, tout comme les atteintes à la laïcité dans des établissements scolaires ou les violentes prises à partie de jeunes filles vêtues « à la française » démontrent les ratés de l'intégration dans de nombreux territoires de la République. C'est ce mélange détonnant : pouvoir d'achat, insécurité et immigration, qui a constitué le carburant à haute performance que la fusée Bardella a utilisé pour se propulser dimanche à des niveaux jamais atteints jusqu'ici. ■

En Allemagne, la coalition au pouvoir sanctionnée, l'extrême droite récompensée

Pierre Avril Correspondant à Berlin

Les Sociaux-démocrates du chancelier Olaf Scholz sont en recul, comme les Verts. Dans l'opposition, la CDU (droite) arrive en tête, mais l'AfD, plus extrême, s'impose en deuxième position.

En Allemagne comme en France, le gouvernement aux manettes a fait, dimanche, l'objet d'un vote sanction au profit de l'extrême droite, qui confirme aussi sa poussée sur la rive gauche du Rhin. Avec sa tête de file Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, la CDU/CSU a obtenu une victoire en trompe-l'œil en obtenant la majorité des voix lors des élections européennes. Selon les sondages des deux chaînes publiques ZDF et ARD, l'Union chrétienne-démocrate de l'ex-chancelière Angela Merkel, actuellement dans l'opposition au niveau fédéral, a remporté près de 30 %, un score légèrement supérieur à celui de 2014. Et confirme ainsi sa domination sur le groupe conservateur au Parlement européen (PPE).

À l'inverse, les trois partis membres de la coalition au pouvoir font l'objet d'un vote sanction et affichent tous des résultats en recul par rapport au précédent scrutin de 2014. Avec 12 % des suffrages, soit huit points de moins qu'il y a cinq ans, les Verts enregistrent leur plus gros revers, alors que leur liste était conduite par une figure des Grünen à Bruxelles, Terry Reintke. Ces derniers payent notamment leurs réformes énergétiques controversées et leurs réformes pro-climat.

Pour sa part, le parti social-démocrate du chancelier Olaf Scholz poursuit sa dégringolade au fil des législatures - cette année en pente douce. *« Je suis déçue »* a répété par deux fois sa tête de liste, Katarina Barley. Pour le chef du gouvernement, qui s'est affiché en personne lors de la campagne électorale, donnant au scrutin une allure de référendum, il s'agit d'un échec personnel qui risque de fragiliser encore davantage sa coalition (seuls les libéraux qui gouvernement avec Scholz maintiennent leur score de 5 %).

Plus grave encore, le SPD est désormais distancé par l'AfD qui prend la deuxième place derrière la CDU même si les intentions de vote en sa faveur avaient plongé ces derniers mois. L'Alternative pour l'Allemagne, qui avait contraint au silence sa tête de liste, Maximilian Krah, coupable de débordements néonazis, recueille 16,5 % des suffrages (+ 5 %) malgré les polémiques et la mobilisation de la société civile à son encontre. Dimanche soir, sur les plateaux de télévision, seule l'AfD triomphait. *« Il s'agit d'un super résultat »*, s'est félicité son coprésident, Tino Chrupalla, qui intervient cinq mois avant des élections régionales clés dans trois Länder de l'ex RDA.

Ces résultats ont clôturé une campagne électorale, atone sur le fond, mais marquée par plusieurs actes de violences à l'égard des candidats. Il y a dix jours, l'attaque au couteau perpétrée à Mannheim par un jeune réfugié afghan contre un militant anti-migrants avait placé le sujet de l'immigration au sommet de l'agenda politique. Un policier y avait été tué. Tout en proposant de renvoyer dans leurs pays d'origine les ressortissants étrangers coupables de crimes, le chancelier Olaf Scholz avait été sévèrement critiquée par l'AfD, lui reprochant son *« idéologie des frontières ouvertes »*.

« Créer l'insécurité et la division »

Samedi encore, plusieurs manifestations hostiles au parti d'extrême droite, rassemblant des dizaines de milliers de personnes avaient eu lieu dans plusieurs villes, dont Berlin, Francfort ou Dresde. À Leipzig, l'actrice vedette Sandra Hüller, césarisée pour son rôle dans *Anatomie d'une chute*, a dénoncé la *« violence du langage de l'extrême droite »*. Son *« ton rugueux, son imprécision n'ont qu'un seul but : créer l'insécurité et la division »*, avait déclaré la comédienne.

Dimanche, au moment même où les Allemands se rendaient aux urnes, le directeur parlementaire de la Fraction écologiste au Bundestag, Till Steffen, affirmait disposer de *« suffisamment d'éléments »* juridiques pour *« interdire l'AfD »*. En l'espace de quelques heures, cette procédure paraît désormais lointaine. En plus de fragiliser l'équilibre parlementaire national, les résultats du scrutin allemand devraient rebattre les cartes aux marges de l'hémicycle strasbourgeois. À l'extrême gauche, le parti Die Linke (2,8 %) qui siège avec La France insoumise disparaît quasiment du paysage politique. Et avec plus de 5 % des voix,

Les co-leaders de l'AfD (Alternative pour l'Allemagne), Alice Weidel *(au centre)* et Tino Chrupalla, réagissent à l'annonce des résultats, dimanche à Berlin. Le parti d'extrême droite est arrivé deuxième, devant les sociaux-démocrates d'Olaf Scholz.

En Roumanie, l'alliance au pouvoir cherche plus à sauver ses maires que ses députés à Strasbourg

Paul Cozighian Bucarest

Les politiciens de Bucarest ont choisi ce dimanche, la date des élections européennes, pour organiser simultanément les élections locales à un tour, initialement prévues pour fin septembre. Mais en sillonnant les rues de la capitale roumaine, on ne découvre sur les affiches électorales que les visages des candidats aux municipales.

Dans les rues, comme dans les médias, le débat politique sur l'avenir de l'Europe est totalement absent. *« Je peux comprendre qu'ils sont tous désespérés de mettre la main sur les mairies, mais qui va nous représenter en Europe ? »*, se demande Angi Serban, l'une des plus ferventes activistes anticorruption de la société civile roumaine. Sur la place de la Victoire, juste en face du siège du gouvernement, haut lieu des rassemblements de contestation, elle reste perplexe en regardant l'affichage électoral : *« Je me rends compte que, même moi qui suis militante, je ne connais pas les listes des eurodéputés… Je ne sais même pas qui est candidat et je crains que la configuration roumaine au Parlement européen ne soit pas à notre avantage. »*

« Je crois que les électeurs roumains, lorsqu'ils pensent aux députés européens, ils pensent surtout à la nécessité qu'ils ressentent de protection par rapport à l'Europe, comme si l'Europe les menaçait d'une certaine façon »

Vlad Alexandrescu
Président du Groupe pour le dialogue social (GDS)

À la veille des élections, *« cela peut paraître paradoxal, mais c'est la réalité… car la chemise étant plus près du corps que le costume, le maire est toujours plus proche que l'eurodéputé »*, explique au *Figaro* l'analyste politique Radu Magdin. Pour lui, la stratégie des autorités est sûrement en faveur de la coalition gouvernementale actuellement au pouvoir. En revanche, s'il avait été organisé séparément, le scrutin pour le Parlement européen aurait pu donner plus de poids à l'opposition.

Formée par les deux grands partis historiques, les sociaux-démocrates (PSD) et les libéraux (PNL), cette coalition gouvernementale domine le paysage politique roumain et caracole en tête des sondages pour les européennes (43,7 %). De surcroît, souligne Radu Magdin, *« elle détient actuellement la majorité de la composante locale en Roumanie, qu'il s'agisse ou non de grandes mairies ou de conseils départementaux. Il y a quelques exceptions à cela, et pas des moindres : Nicusor Dan à Bucarest et Dominic Fritz à Timisoara, qui seront, à mon avis, reconfirmés à leur poste, ce qui représentera une grande victoire pour l'opposition. »*

Bucarest, devant le siège du gouvernement roumain, fin mai. Un panneau électoral présente les candidats aux municipales. PAUL COZIGHIAN POUR LE FIGARO

L'opposition roumaine s'appelle désormais Dreapta Unita (Droite unie). Une coalition entre le parti réformateur et antisystème USR (Union sauvez la Roumanie), avec les « frondeurs » libéraux du PNL, Forta Dreptei (Force de la droite) et le Mouvement populaire (PMP), moteur électoral de l'ancien président roumain Traian Basescu. Cette droite arrive en troisième position dans les sondages pour le Parlement européen avec 14,1 % des intentions de vote.

L'extrême droite nationaliste, disparue des radars durant quinze ans, est réapparue en 2019, sous une nouvelle forme, avec AUR (Alliance pour l'unité des Roumains), suivie de SOS Roumanie. Avec 17,5 %, AUR est en deuxième position dans les sondages pour les européennes. *« Actuellement, en Roumanie, la perception de l'Europe est un peu frileuse*, explique au *Figaro* le professeur et historien Vlad Alexandrescu, président du Groupe pour le dialogue social (GDS) ; *il y a un discours souverainiste qui est monté, promu bien sûr par les partis d'extrême droite, mais qui a été un peu endossé par les principaux partis aussi. Et je crois que les électeurs roumains, lorsqu'ils pensent aux députés européens, ils pensent surtout à la nécessité qu'ils ressentent de protection par rapport à l'Europe, comme si l'Europe les menaçait d'une certaine façon. Bien que, paradoxalement, tout le monde parle des programmes déroulés à l'aide des fonds européens. »*

Pour Sorin Ionita, président fondateur du think-tank roumain Expert Forum (Efor), l'extrême droite roumaine n'est pourtant rien d'autre qu'une création de toutes pièces de l'État profond roumain, destinée à faire barrage aux partis réformateurs, tel que l'USR. *« Vous ne verrez pas d'attaques des soi-disant extrémistes antisystèmes contre la coalition au pouvoir*, explique-t-il au *Figaro. Et puis, curieusement, depuis deux ou trois mois, on ne les voit plus. Ils sont entrés dans une sorte de léthargie totale. Même sur les réseaux sociaux, où nous avons une surveillance, ils n'attaquent pas. »*

Cette léthargie a en réalité gagné l'ensemble de la population qui n'a guère été stimulée par cette non-campagne, ce climat ayant mené à une *« apathie civique »*, s'alarme le philosophe Gabriel Liiceanu. *« Une campagne pour la stagnation que le pouvoir essaye de maquiller en stabilité. C'est l'apogée de l'originelle démocratie roumaine… »*, titre dans son dernier numéro, le bimensuel *22*, la revue d'actualité du Groupe pour le dialogue social. ■

Les Belges, sur pour la droite

Isalia Stieffatre
Bruxelles

Chez nos voisins belges, 8,5 millions d'électeurs étaient eux aussi appelés aux urnes ce dimanche 9 juin, pour trois scrutins différents : élections européennes, fédérales et régionales. Comme dans de nombreux autres pays européens, l'extrême droite avait été créditée d'une hausse importante des intentions de vote tout au long de la campagne. Une estimation qui s'est vue confirmée par les premiers résultats officiels, arrivés en début de soirée : tant au niveau européen que fédéral, l'extrême droite progresse.

En parallèle des élections européennes, et revêtant une importance peut-être plus grande pour les Belges, se tenaient également les élections fédérales, où les citoyens élisent leurs députés siégeant à la Chambre des représentants. Ce sont ces mêmes députés qui désignent le gouvernement, souvent à l'issue de longues tractations. En 2019, il avait fallu attendre 16 mois pour qu'émerge une coalition « Vivaldi » de sept partis, aboutissant à la nomination d'Alexander De Croo comme premier ministre.

Les premiers résultats officiels de dimanche soir donnaient le N-VA flamand en tête au niveau fédéral, à plus de 23 %, suivi de près par le Vlaams Belang aux alentours de 20 %. Vooruit, les socialistes, et les chrétiens-démocrates du Cd&v, étaient derrière au coude à coude, aux alentours de 10 %

« Cette tendance claire de polarisation au niveau des extrêmes n'est pas nouvelle, analyse Benjamin Biard. *Mais cela risque de rendre très compliqué la formation d'un gouvernement. Le record de 653 jours est peut-être assez fragile. La reconduction de De Croo risque d'être difficile, d'autant plus que sa formation est en difficulté »*.

ANNEGRET HILSE/REUTERS

le nouveau parti dissident BSW (Sahra Wagenknecht, ex-députée Die Linke), qui s'affiche social populiste et anti-migrants, exclut de siéger aux côtés de son ennemi dans le groupe de gauche GUE (avec notamment l'espagnol Podemos).

À l'extrême droite, enfin, la percée de l'AfD ne profitera pas au groupe européen Identité et démocratie, avec qui le Rassemblement national a décidé de couper les ponts il y a un mois. Les deux vainqueurs respectifs des scrutins franco-allemands devront se chercher de nouveaux alliés. ■

En refusant de soutenir l'Ukraine, Viktor Orban mobilise l'électorat hongrois

Albert Kornél
Budapest

« *Les élections actuelles sont des élections paneuropéennes pro-paix ou pro-guerre. (…) Je suis un homme de paix* ». C'est ainsi que le dirigeant hongrois, Viktor Orban, a présenté les enjeux du scrutin européen aux nombreux journalistes, hongrois et étrangers, qui l'attendaient devant l'école primaire dans les collines de Buda, où il a voté dimanche matin en compagnie de son épouse, Aniko Lévai.

Selon les tout derniers sondages, son parti, Fidesz, devrait s'adjuger la moitié des suffrages, convertis en 10 à 13 eurodéputés sur les 21 sièges réservés au contingent hongrois à Strasbourg. Son principal adversaire, Péter Magyar, et son parti, Tisza, pourrait recueillir un quart des votes et décrocher de 3 à 6 sièges. Le reste reviendra à une coalition écologiste et sociale-démocrate qui gravite autour de 10 % et à trois partis qui flirtent avec le seuil des 5 % : le parti libéral Momentum, le parti satirique du Chien à deux queues (MKKP) et l'extrême droite Mi Hazank.

Après quatorze années d'étreinte nationale-conservatrice, le phénomène Péter Magyar, un ancien cadre du Fidesz, a apporté de l'air à une vie démocratique asphyxiée. Même la télévision publique M1, à la botte du pouvoir, a organisé un semblant de débat contradictoire entre les principales figures politiques. Cela n'était plus arrivé depuis 2006, année de la dernière défaite de Viktor Orban.

Au cours d'une campagne marquée par le bras de fer à distance entre le Fidesz d'Orban et le Tisza de Péter Magyar, l'on a assisté à une levée en masse de deux peuples, mobilisés par deux sentiments antagonistes : le peuple du Fidesz, saisi par la peur d'un affrontement nucléaire entre la Russie et l'Occident, et celui de l'opposition, porté par l'espoir de déboulonner, un jour, Viktor Orban. Il en résulte une forte participation de 56,1 % une demi-heure avant la fermeture des bureaux de vote, contre une participation finale de 43,5 % en 2019. Elle s'explique également par la tenue des élections municipales au même moment, à l'issue desquelles les oppositions espèrent conserver la capitale et des grandes villes, comme Pécs et Szeged.

Le premier ministre hongrois, Viktor Orban, et son épouse, dimanche, dans un bureau de vote de Budapest.
BERNADETT SZABO/REUTERS

Samedi, Péter Magyar a rassemblé une foule monstre de dizaines de milliers de personnes, débordant de la place des Héros à Budapest. Le succès annoncé de cette démonstration de force a contraint le Fidesz à contre-attaquer en organisant en amont une procession toute aussi massive jusqu'à l'île Marguerite. Une fois n'est pas coutume, les « *Viktor !* » scandés avec ferveur par la foule ont tiré une larme au leader hongrois. « *Le train de la guerre n'a pas de freins et le conducteur est devenu fou. (…) Nous devons tirer le frein d'urgence pour qu'au moins ceux qui le souhaitent puissent en descendre et rester en dehors de la guerre* », a-t-il exposé.

La tentative d'assassinat le 15 mai contre le premier ministre slovaque, Robert Fico, et les annonces d'Emmanuel Macron d'augmenter le soutien militaire de la France à l'Ukraine et ses passes d'armes avec le Kremlin ont servi de principaux carburants au Fidesz. À la veille du scrutin, le parti au pouvoir a lancé un véritable *blitz* électoral avec l'objectif d'atteindre en personne 1 million d'électeurs sur une journée. Le chef du gouvernement lui-même s'est mis en scène en train de téléphoner aux électeurs pour les motiver à aller aux urnes. Dans les derniers jours de la campagne, des spots apocalyptiques ont saturé les télés et internet, et les ténors du Fidesz ont affirmé que l'UE souhaite imposer une « *conscription forcée* » pour envoyer les jeunes Hongrois et Européens combattre en Ukraine.

> **« Le train de la guerre n'a pas de freins et le conducteur est devenu fou. (…) Nous devons tirer le frein d'urgence pour qu'au moins ceux qui le souhaitent puissent en descendre et rester en dehors de la guerre »**
>
> **Viktor Orban**
> Premier ministre hongrois

Péter Magyar est pressenti pour intégrer le Parti populaire européen (PPE), avec lequel le Fidesz a rompu il y a trois ans. Manfred Weber, chef de groupe du PPE, a fait savoir qu'il serait « *très heureux* » de coopérer avec lui. De son côté, Orban souhaite intégrer le groupe des Conservateurs et réformistes de Giorgia Meloni, mais son blocage de l'aide européenne à l'Ukraine pourrait représenter un obstacle. Le dirigeant hongrois, qui espérait être le trait d'union du PPE avec les forces nationalistes, puis, une fois hors du PPE, la cheville ouvrière d'une recomposition des droites nationalistes, s'est trouvé relégué à un rôle d'observateur. Il est aujourd'hui tributaire du jeu en triangle de Giorgia Meloni, Marine Le Pen et Ursula von der Leyen. Viktor Orban n'a plus tout à fait son destin européen entre les mains. ■

tout en Flandre, votent radicale aux législatives

Ces résultats, où l'on voit émerger une montée des partis radicaux, pourraient laisser prévoir un bouleversement important du paysage politique belge. Alexander De Croo risque fort de perdre son siège de premier ministre. Cependant, le cordon sanitaire belge qui empêche le Vlaams Belang d'accéder à des responsabilités au sein du gouvernement ne devrait pas céder : le président de la N-VA, Bart De Wever, a réitéré récemment son refus catégorique de voir naître une alliance avec le VB.

> **« Cette tendance claire de polarisation au niveau des extrêmes n'est pas nouvelle. Mais cela risque de rendre très compliqué la formation d'un gouvernement. Le record de 653 jours est peut-être assez fragile. La reconduction de De Croo risque d'être difficile, d'autant plus que sa formation est en difficulté »**
>
> **Benjamin Biard**
> Politologue

Au niveau européen, les derniers sondages donnaient la Nouvelle Alliance Flamande (N-VA) et le Vlaams Belang au coude à coude, aux alentours de 20 %. La N-VA, est un parti souverainiste et conservateur flamand, avec des tendances indépendantistes, désireux de se détacher de la région francophone de Belgique, la Wallonie. Le Vlaams Belang, (littéralement « Intérêt flamand »), est apparu à la suite de la réorganisation du Vlaams Blok, ancien parti nationaliste Flamand dissous après avoir été poursuivi pour racisme et xénophobie. Dirigé par Tom Van Grieken depuis 2014, le 'VB' a effectué une remontée spectaculaire en dix ans, en revenant au coude à coude avec la N-VA, plus modéré sur les questions liées à l'immigration.

En 2019, la N-VA était arrivée en tête des élections européennes au niveau national, avec 13,7 % des suffrages et 3 sièges, suivie de près par le Vlaams Belang (11,7 %, 3 sièges) et le Parti socialiste wallon (10,2 %, 2 sièges). Les élections de 2024 pourraient voir une hausse des deux partis d'extrême droite flamande, qui pourraient donc augmenter leur nombre de représentants à Strasbourg et devenir les deux principaux représentants de la Belgique au sein du Parlement européen. Les francophones de Wallonie, traditionnellement plus orientés à gauche, devraient orienter leur choix vers les libéraux du MR.

Si les élus de la N-VA siègent chez les Conservateurs et Réformistes (ECR), les futurs nouveaux députés du Vlaams Belang devraient venir grossir les rangs du groupe Identité et Démocratie, où siègent le Rassemblement national et La Lega italienne. La probabilité d'une grande recomposition des extrêmes droites au Parlement européen pourrait profiter de toutes les voix glanées par les différents partis ultra-conservateurs au sein de l'UE – d'autant plus que le Vlaams Belang s'entend bien avec les députés d'ECR. « *Le Vlaams Belang n'est pas un repoussoir pour ECR, à la différence de l'AfD. D'ordinaire ils travaillent plutôt bien ensemble* », détaille Benjamin Biard, chercheur en sciences politiques au sein du Centre de recherche et d'information sociopolitiques (CRISP). « *Mais cela ne veut pas pour autant dire qu'ils vont désormais siéger ensemble* », tempère-t-il.

Ces résultats belges font écho aux résultats dans plusieurs autres pays européens, où l'extrême droite monte largement en puissance : l'AfD en Allemagne, le RN en France… ■

Israël célèbre la libération de quatre otages

Guillaume de Dieuleveult Correspondant à Jérusalem

De très nombreux civils palestiniens sont morts durant l'opération. Benny Gantz a démissionné du cabinet de guerre.

Obtenue samedi grâce à une audacieuse opération militaire, la libération de quatre otages a été accueillie avec une grande joie en Israël. Alors que le pays est plongé dans une crise qui semble chaque jour plus profonde, c'est une victoire dont il avait besoin. Mais elle ne règle pas les problèmes cruciaux auxquels l'État hébreu est confronté.

Cette victoire a été obtenue au prix d'un lourd bilan humain : selon le ministère de la Santé du Hamas dans la bande de Gaza, 274 morts et 698 blessés, *« dont certains en état critique »*. Le nombre très élevé de victimes palestiniennes peut s'expliquer en partie par le fait que le raid a eu lieu en plein jour, dans un quartier commerçant du camp de réfugiés de Nuseirat. Un endroit dans lequel l'armée israélienne n'était pas encore intervenue et dont la population a augmenté depuis l'évacuation de la ville de Rafah, tout au sud de la bande de Gaza.

Les images relayées sur les réseaux sociaux par des Palestiniens présents sur place montrent l'intensité de l'attaque. Elle a redoublé quand un camion banalisé serait tombé en panne au beau milieu du camp de réfugiés, avec à son bord trois otages tout juste libérés et des membres des forces spéciales israéliennes confrontés à des combattants du Hamas affluant de toutes parts. Côté israélien, un officier a trouvé la mort au cours de l'opération.

L'armée israélienne avait besoin de cette réussite. Après huit mois de guerre dans la bande de Gaza à la suite de son incapacité à prévenir l'attaque terroriste du 7 octobre, son image s'est nettement détériorée dans la société israélienne. Analyste au *Maariv*, un journal de centre droit, Ben Caspit se réjouit de voir qu'Israël *« excelle toujours dans les opérations coup de poing et héroïques »*. Mais il déplore aussi que le pays *« soit bien moins bon pour la stratégie à long terme »*. Une allusion au flou des objectifs militaires qui ont été fixés par Benyamin Netanyahou : outre la libération des otages, le *« démantèlement du Hamas »*. Une mission qui ressemble de plus en plus à une gageure pour l'armée israélienne, qui semble condamnée à tourner en rond dans la bande de Gaza. *« Quand il n'y a pas d'objectif clair, il n'y a pas de victoire, c'est aussi simple que ça »*, conclut le commentateur.

La libération de ces quatre otages est une humiliation pour le Hamas, frappé au cœur des rares territoires qu'il contrôle encore dans la bande de Gaza. Dimanche, il a annoncé la mort de trois otages israéliens aux cours de l'opération de Nuseirat. Mohamed Marsaoui, un haut responsable du mouvement, dénonce *« un massacre commis avec l'aide des États-Unis »* et promet, menaçant, que *« la résistance prendra des mesures qui auront des conséquences sur la vie des otages »* toujours aux mains du mouvement islamiste. Il en reste 120, dont une quarantaine seraient morts. La question est de savoir quelles conséquences aura l'opération de Nuseirat sur les négociations en vue de leur libération. Le mouvement islamiste serait en train d'évaluer une proposition israélienne. Quelles sont ses intentions? *« Cette opération ne changera rien au prix qu'Israël devra payer »*, a lancé un autre responsable du mouvement.

Photo: ISRAELI ARMY/HANDOUT VIA REUTERS

Noa Argamani, l'un des quatre otages libérés, enlace son père, Yakov Argamani, après l'intervention militaire israélienne dans la Bande de Gaza, samedi.

« Cette opération ne changera rien au prix qu'Israël devra payer »
Un responsable du Hamas

Ce coup de théâtre a eu un effet immédiat sur la scène politique israélienne. C'était samedi soir que Benny Gantz devait prendre la parole pour annoncer sa démission du cabinet de guerre. L'annonce de la libération survenue, il a repoussé sa conférence de presse à dimanche soir. Mais il a confirmé sa décision « complexe et douloureuse » de rompre les rangs avec Benyamin Netanyahou, qu'il a accusé « d'empêcher une vraie victoire » à Gaza tant les *« considérations politiques se mettent en travers des décisions stratégiques »*.

Benny Gantz est le chef du parti de l'Unité nationale, qui caracole en tête des sondages depuis des mois. Bien qu'opposant à Benyamin Netanyahou, il avait accepté de rejoindre le cabinet de guerre, fondé après le 7 octobre. Il y siégeait aux côtés d'une autre figure de l'opposition, Gadi Eisenkot. Les désaccords entre ces hommes et Benyamin Netanyahou étaient notoires. Courant mai, ils ont poussé Benny Gantz à menacer de quitter le cabinet de guerre si une série de problèmes n'étaient pas réglés avant le 8 juin. Samedi soir, le premier ministre avait demandé à son rival de rester malgré tout au sein de sa coalition.

Mais le fait est que les six questions soulevées par Benny Gantz attendent toujours une solution. En premier lieu, il y a le retour des otages, auquel il accorde de plus d'importance que la *« victoire contre le Hamas »*, favorisée, elle, par l'aile extrémiste de la coalition de Benyamin Netanyahou. Viennent aussi la question de l'après-guerre et celle de la mise en place d'une alternative politique au Hamas dans la bande de Gaza ; celle du retour des 60 000 Israéliens évacués du nord du pays, où la situation est de plus en plus tendue ; celle d'une éventuelle normalisation avec l'Arabie saoudite et, enfin, l'éternel problème de la conscription des ultraorthodoxes.

Autant de sujets brûlants. *« En quittant le gouvernement sur ces six points, Benny Gantz pose les éléments structurant sa vision de la politique étrangère d'Israël. Cela lui permettra d'installer un clivage avec Benyamin Netanyahou. Il veut incarner une position centrale en le renvoyant à son alliance faustienne avec Ben Gvir et Smotrich »*, analyse David Khalfa, de la Fondation Jean Jaurès.

Avec sa démission, Benny Gantz devient le leader de l'opposition, ravissant ce rôle à Yair Lapid, ex-premier ministre et chef du parti Yesh Atid, qui avait refusé de rejoindre le gouvernement de crise. L'objectif de Benny Gantz devrait être de précipiter des élections – le mandat de Benyamin Netanyahou court jusqu'à l'automne 2026.

Privé de cette présence relativement modérée au sein de son gouvernement, Benyamin Netanyahou est condamné à ne gouverner qu'avec ses alliés de la première heure, à savoir deux partis ultraorthodoxes et deux partis sionistes religieux. Il ne risque pas de perdre sa majorité à la Knesset. Mais les positions radicales de ces encombrants soutiens pourraient le plonger dans une impasse. Pour les ultraorthodoxes, pas question de renoncer à l'exemption de service militaire dont bénéficient les *« étudiants en torah »*. Pour Itamar Ben Gvir et Bezalel Smotrich, la guerre dans la bande de Gaza est surtout une opportunité pour vider ce territoire de sa population palestinienne et y implanter des colonies israéliennes. ■

États-Unis : Trump teste ses possibles vice-présidents

Hélène Vissière Washington

Le candidat républicain doit officialiser le nom de son colistier à la présidentielle lors de la convention de son parti, le 15 juillet prochain.

Donald Trump a annoncé qu'il dévoilerait le nom de son colistier lors de la convention du Parti républicain qui commence le 15 juillet. En attendant, ses équipes ont entamé le processus de sélection en demandant des informations à au moins huit candidats potentiels - des sénateurs pour la moitié et trois Afro-Américains.

Parmi ceux mentionnés souvent par l'ancien président, il y a Doug Burgum, 67 ans, qui termine son second mandat de gouverneur du Dakota du Nord. Ce conservateur bon teint a fait fortune après avoir vendu une de ses entreprises pour 1 milliard de dollars à Microsoft. Outre son statut de millionnaire, Donald Trump apprécie son caractère calme et son expérience d'élu qui lui rappelle Mike Pence, son ex-vice président gouverneur de l'Indiana. Il pourrait l'aider à séduire les républicains modérés.

On trouve aussi J.D. Vance, sénateur de l'Ohio. Ce barbu de 39 ans, diplômé de Yale, a fait carrière dans le capital-risque. D'abord très critique à l'égard de Trump en 2016, il a rapidement adopté ses positions populistes, anti-immigration, isolationnistes, et il est l'un de ses plus fervents partisans au Sénat. Peut-être d'ailleurs un peu trop pour lui attirer des voix centristes.

Autre sénateur pressenti, Marco Rubio, 53 ans, élu de Floride. Ce fils d'immigrés cubains est considéré comme plus modéré et est respecté au Sénat pour son expertise en politique étrangère. Mais le lieu de sa résidence pose problème. La Constitution interdit aux grands électeurs de Floride de soutenir un président et son numéro deux issus du même État. On parle aussi beaucoup de Tim Scott, 58 ans, sénateur de Caroline du Sud. Cet Afro-Américain affable et populaire s'est retiré de la course aux primaires après une campagne qui manquait de punch. Il dispose cependant d'un réseau de bailleurs de fonds, et s'active pour rameuter l'électorat noir.

Une sélection transformée en casting de cinéma

Parmi les autres sélectionnés, se trouvent deux Afro-Américains : Ben Carson, un neurochirurgien, ancien ministre du Logement de Trump, et Byron Donalds, 45 ans, représentant de Floride. Et Tom Cotton, 47 ans, ex-militaire, sénateur de l'Arkansas, lui aussi spécialisé en politique étrangère mais bien plus faucon que le candidat républicain.

Donald Trump, sous la pression de ses conseillers, avait, dit-on, envisagé l'idée d'un numéro deux féminin, dans le but de séduire les électrices blanches et urbaines. Au final, seule Elise Stefanik, représentante de New York, semble avoir été retenue. Cette diplômée de Harvard de 39 ans, jadis modérée, s'est transformée en une trumpiste ardente, consciente que c'était le seul moyen de s'élever dans la hiérarchie du Parti. *« C'est une tueuse »*, s'est extasié l'ancien président lorsqu'elle a attaqué dans une audition au Congrès la patronne de Harvard sur l'antisémitisme dans les campus.

En ex-animateur de téléréalité, Donald Trump a transformé le processus de sélection en un casting de cinéma où il met les prétendants en concurrence. C'est à celui qui fera preuve de plus de flagornerie. Ils se répandent dans les médias pour chanter ses louanges. Ils se démènent pour organiser des galas de collecte de fonds. Certains, comme J.D. Vance et Doug Burgum, ont même fait le pèlerinage au tribunal à New York lors de son procès pour lui témoigner leur soutien.

À en juger par sa présélection, l'ex-président recherche un colistier télégénique, sans trop de casseroles, qui ait de l'expérience, de l'argent ou un réseau pour en lever, ne tente pas de lui faire de l'ombre, et témoigne d'une loyauté absolue. En clair, qui affirme comme lui que les élections de 2020 ont été truquées et que ses procès sont une chasse aux sorcières politiques. Cela explique sans doute pourquoi ne figurent pas dans sa liste des candidats trop foldingues ou extrémistes comme Kristi Noem. La gouverneur du Dakota du Sud a fait scandale en racontant dans son autobiographie qu'elle avait tué d'un coup de fusil son jeune chien parce qu'il n'obéissait pas. Il semble avoir également écarté Nikki Haley, son ancienne ambassadrice à l'ONU et sa principale rivale aux primaires, pourtant susceptible de lui attirer l'électorat centriste, féminin, diplômé. *« C'est une personne très déloyale »*, a-t-il dit. *Je ne l'aime pas. »*

Cette liste est loin d'être définitive. *« Quiconque clame savoir quand ou qui le président Trump va choisir comme son vice-président ment, à moins que cet individu ne s'appelle Donald J. Trump »*, a déclaré Brian Hughes, un de ses conseillers. ■

De Sainte-Soline à Puylaurens, la violence répétée et assumée des «écoguerriers»

Angélique Négroni Envoyée spéciale à Puylaurens

Ils s'en sont pris aux forces de l'ordre sur le chantier de l'A69 samedi, et de nouvelles actions sont programmées avant les JO.

Ils l'ont répété ce week-end : ces écologistes radicaux, qui revendiquent l'usage de la violence pour mener leur lutte, ne lâcheront rien. Ni pour s'opposer au projet de l'autoroute A69 entre Toulouse et Castres comme ce fut le cas samedi, ni pour empêcher d'autres *«projets mortifères»* selon eux, comme les mégabassines contre lesquelles de prochaines actions sont prévues.

Les 19 et 20 juillet, les Soulèvements de la Terre et une kyrielle d'autres associations prévoient ainsi *«une mobilisation internationale»*. Pour ce prochain rassemblement d'ampleur, ils feront leur retour dans les Deux-Sèvres où, en mars 2023, la manifestation avait basculé dans une violence inouïe à Sainte-Soline. C'est à 17 kilomètres de là, à Melle, que ce nouveau rendez-vous est donné. Les dates retenues ne doivent rien au hasard : ces futures journées d'action auront lieu six jours seulement avant la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques. Au cours de cette période, les forces de l'ordre, réquisitionnées en région parisienne pour sécuriser l'événement sportif, auront d'autres préoccupations que de barrer la route aux opérations de saccage que des activistes sont prêts à mener.

Or pour ces mobilisations émaillées de plus en plus souvent de violences, d'importants dispositifs de sécurité sont dorénavant mis en place. Ce fut, une fois de plus, le cas ce week-end dans le Tarn, où des milliers d'opposants au projet d'autoroute A69 ont tenté de manifester samedi en dépit d'une interdiction décidée par le préfet du Tarn. De vendredi à dimanche, plus de 1000 policiers et gendarmes ont été déployés sur place, recourant à des moyens matériels importants comme les Centaure, ces nouveaux blindés de la gendarmerie. Durant ces journées, des opérations de filtrage ont eu lieu sur les routes et les ronds-points. De nombreux couteaux et autres objets transformés en armes ont été saisis lors des fouilles. Les locaux d'Atosca, filiale du groupe NGE en charge des travaux de l'autoroute, ont été placés sous bonne garde avec des membres des forces de l'ordre perchés sur les toits.

La journée de samedi, point d'orgue de la mobilisation, a été marquée par des affrontements. Des scènes de guérilla ont ainsi éclaté au milieu des champs dans l'après-midi à Puylaurens, commune où les manifestants s'étaient regroupés. Des terres appartenant à un paysan, lui-même opposé au tracé de 53 kilomètres en cours de construction entre Toulouse et Castres, leur avaient été prêtées pour l'occasion.

«La violence des personnes et les conditions du terrain ne nous ont pas permis de faire des interpellations»
Michel Vilbois Le préfet du Tarn

Dès jeudi, les anti-A69 avaient convergé vers Puylaurens, sourds aux appels à ne pas rejoindre le Tarn lancés par le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin. Samedi matin, le parking géant improvisé pour accueillir leurs véhicules affichait complet. En contrebas, ces milliers de manifestants présents avaient installé leur campement : des centaines de tentes Quechua jonchaient le sol et des hamacs pendaient dans les arbres.

Quelques heures avant le départ de cette manifestation interdite, l'ambiance était tendue sur place. Nombre d'opposants avaient adopté le «dress code» du black bloc : tenue noire et visage dissimulé. Les plaques d'immatriculation des véhicules avaient été soigneusement masquées à l'aide de ruban adhésif. *«Pour éviter qu'on nous retrouve par les numéros»*, expliquait une opposante en évoquant de possibles actions de sabotage. Le matériel de chantier d'Atosca mais aussi un centre de recherche appartenant au groupe pharmaceutique Pierre Fabre, partisan historique de ce projet d'autoroute, figuraient parmi les cibles visées. Autre précaution : vidéos et photos étaient interdites sur le campement. Dans ce contexte de tension, la presse n'a été que tolérée. Susceptibles d'être pris à partie à tout moment, certains médias présents étaient venus accompagnés d'agents de sécurité.

Peu après leur départ, les différents cortèges se sont heurtés aux forces de l'ordre. L'un d'eux est ainsi resté immobilisé plusieurs heures en haut d'une route jusqu'au déclenchement de tirs croisés de grenades lacrymogènes. Plus loin, gendarmes et policiers ont été attaqués et caillassés par des manifestants faisant notamment usage de catapultes. Ce face-à-face violent, qui a duré une partie de l'après-midi, a fait quatre blessés parmi les forces de l'ordre. Un gendarme a été atteint par un tir de mortier au niveau du cou et un CRS a été brûlé, touché par un éclat de cocktail Molotov. Quatre manifestants ont aussi été blessés.

Pour le préfet du Tarn, Michel Vilbois, une grande partie des 1600 opposants comptabilisés sur place étaient des radicaux. Au moins 1200 selon lui. *«La violence des personnes et les conditions du terrain ne nous ont pas permis de faire des interpellations»*, a-t-il indiqué en estimant que l'objectif avait tout de même été atteint. Aucune dégradation majeure n'a été commise. Dimanche, sous une pluie battante, le campement s'est vidé. En fin de matinée, ils n'étaient plus que 400 environ sur place selon les chiffres de la préfecture. Tout au long du week-end, les militants n'ont cependant cessé de répéter que cette future A69 ne verrait jamais le jour.

En dépit d'un chantier rendu très difficile, la société Atosca, qui a déjà déposé 115 plaintes pour diverses dégradations d'engins et agressions de son personnel, assure que les travaux seront achevés dans les temps. Selon son directeur général, Martial Gerlinger, l'A69 sera mise en service comme prévu, en 2025. ■

Des manifestants utilisent une catapulte contre la police antiémeute lors de la manifestation contre le projet d'autoroute A69, samedi, près de Puylaurens dans le Tarn. ED JONES / AFP

Un commissaire de police jugé pour homicide involontaire

Stéphane Durand-Souffland

En 2019 à Nantes, Steve Maia Caniço avait péri noyé dans la Loire après une intervention policière lors de la Fête de la musique.

Steve Maia Caniço ne savait pas nager. À l'aube du 22 juin 2019, les eaux tumultueuses de la Loire ont englouti le corps de cet animateur périscolaire de 24 ans sans histoires, tombé du quai Wilson, sur l'île Beaulieu. Il avait passé la soirée et le début de la nuit à danser à Nantes. C'était la Fête de la musique. Tout se passait bien. Jusqu'à ce que la police ordonne aux DJ d'éteindre leurs murs de son.

Le procès qui s'ouvre ce lundi devant le tribunal correctionnel de Rennes devra faire la lumière sur l'enchaînement des faits ayant conduit à la noyade de Steve. Seul sur le banc des prévenus, Grégoire Chassaing, 54 ans, à l'époque commissaire divisionnaire et chef sur le terrain de la vingtaine de fonctionnaires déployés. Il répond d'homicide involontaire et encourt 5 ans de prison et 75000 euros d'amende, au titre de l'article 221-6 du code pénal.

La Fête de la musique 2019 se déroule à Nantes dans un contexte particulier. La ville a été, les semaines précédentes, le théâtre de violents débordements en marge de manifestations de «gilets jaunes». Les forces de l'ordre sont à cran, épuisées. Un important dispositif a été prévu pour sécuriser les traditionnelles festivités du 21 juin, qui ne donnent par ailleurs lieu à aucun incident digne d'être relevé.

De manière informelle, il était convenu que les murs d'enceintes (ou «sound system»), tolérés par la mairie, devaient se taire à 4 heures du matin. À 4 heures et 38 secondes, le commissaire Chassaing entend faire respecter cet horaire bien qu'il semblât davantage relever d'un «gentlemen's agreement» que d'une consigne officielle.

Selon l'instruction très approfondie – dépaysée à Rennes – qui a reconstitué le déroulement des faits, un DJ fait de la résistance, sollicite en vain l'autorisation de diffuser un dernier morceau du groupe punk Bérurier noir, et coupe le son. Mais à peine le divisionnaire Chassaing a-t-il tourné les talons qu'il remonte le son. Furieux de ce qu'il considère comme une provocation, le commissaire décide de faire plier les rebelles, qui sont près d'un millier dont beaucoup alcoolisés après des heures de fiesta.

L'atmosphère s'envenime, quelques agités lancent des projectiles sur la police dont l'un des représentants est molesté. Le divisionnaire décide d'employer la manière forte. Les lacrymogènes pleuvent, les grenades de désencerclement assourdissent tout le monde, des projectiles de LBD fusent.

Dans la panique, plusieurs personnes tombent dans le fleuve, à un endroit où il n'y a pas de parapet. À 4h36, le commandement central qui suit les opérations à distance ordonne l'arrêt des lacrymogènes, mais Grégoire Chassaing, apparemment, ne reçoit pas l'instruction. Les années précédentes, notamment en 2017, sur ce même quai, deux fêtards étaient déjà tombés dans la Loire à la suite d'une intervention pilotée par Grégoire Chassaing, en poste à Nantes depuis 2015. Dans la nuit du 21 au 22 juin 2019, presque tous les jeunes gens tombés à l'eau sont repêchés ou parviennent par leurs propres moyens à reprendre pied sur terre.

«Nous faisons confiance à la justice pour appliquer sereinement le droit»
Me Louis Cailliez Avocat du commissaire

Steve Maia Caniço, lui, ne sait pas nager. Sa disparition est signalée dès le lendemain par sa mère. Son corps ne sera retrouvé qu'un mois plus tard, très dégradé. D'après son téléphone portable, sa chute fatale est survenue précisément à 4h33 minutes et 14 secondes du matin, soit pendant l'intervention. Le drame déclenche une vague d'émotion et de colère à Nantes comme dans toute la France.

L'IGPN (la «police des polices») rend un rapport sur les événements, se défendant de toute partialité. Ce document est *«tellement grossier dans la volonté de disculper la police que ça va être inacceptable pour beaucoup de gens»*, commente toutefois sur Franceinfo le responsable régional du syndicat Unité SGP Police-FO, qui n'épargne pas son collègue mis en cause.

Les juges interrogent d'innombrables témoins et experts. Le préfet de région (un temps mis en examen) et la maire de Nantes sont placés sous le statut de témoins assistés avant de bénéficier d'un non-lieu. Les investigations se concentrent sur le rôle du commissaire Chassaing. Selon les magistrats, *«sans minimiser le climat de tension (…) et les violences commises à l'encontre des forces de l'ordre auxquelles elles ont dû répondre»*, le divisionnaire a manifesté *«la volonté d'en découdre»* après le pied de nez du DJ, *«alors qu'il aurait dû ordonner à ses hommes de s'éloigner dans l'attente de renforts»* – une compagnie de CRS était stationnée à 300 mètres.

D'après l'analyse des juges, il a laissé *«ses troupes utiliser sans autorisation préalable et sans sommation, de manière disproportionnée (…) des grenades lacrymogènes»*. Rabattus par le vent sur le quai, les gaz irritants provoquent *«l'aveuglement et la désorientation»* des fêtards. La mort involontaire de Steve Maia Caniço – dont rien ne permet de penser qu'il a participé aux violences – découlerait donc de la confusion créée par les forces de l'ordre, au terme d'une opération improvisée.

Grégoire Chassaing, accusé, a toujours protesté de son innocence. Son conseil, Me Louis Cailliez, dénonce *«les contre-vérités diffusées dans tous les médias depuis cinq ans au mépris du secret de l'instruction»*. Il va batailler pour obtenir la relaxe. *«Mon client n'est pas pénalement responsable de ce drame, les éléments constitutifs de l'homicide involontaire ne sont pas caractérisés,* affirmait l'avocat en début d'année. *Nous faisons confiance à la justice pour appliquer sereinement le droit.»*

De son côté, la famille du défunt, assistée par Mes Cécile de Oliveira et William Pineau, souhaite que le prévenu soit déclaré coupable pour mettre un terme judiciaire au dossier.

Le commissaire divisionnaire, passé depuis les faits par Clermont-Ferrand, a pris le 1er juin ses fonctions dans le quintet de tête de la police lyonnaise, avec quelque 1500 fonctionnaires sous ses ordres. ■

Roland-Garros : Alcaraz, le nouveau fils de la terre

Jean-Julien Ezvan

Au bout du suspense, l'Espagnol est venu à bout de l'Allemand Zverev en finale. Il s'inscrit comme le digne héritier de Rafael Nadal.

L'Espagnol Carlos Alcaraz serre la coupe des Mousquetaires, après avoir remporté la finale, contre l'Allemand Alexander Zverev, dimanche soir. EMMANUEL DUNAND / AF

Le tournoi a débuté les larmes aux yeux pour accompagner les rugissements d'un vieux lion qui était plus qu'une ombre. En s'effaçant, Rafael Nadal laissait la porte grande ouverte à une nouvelle histoire. Roland-Garros s'est conclu avec une vague d'émotion pour saluer une entrée retentissante au palmarès, l'avènement de Carlos Alcaraz. Le roi est parti, vive le roi… Carlos Alcaraz, qui vient de fêter ses 21 ans, s'inscrit comme le huitième Espagnol vainqueur de Roland-Garros (après Manuel Santana, Andres Gimeno, Sergi Bruguera, Carlos Moya, Albert Costa, Juan Carlos Ferrero et Rafael Nadal). Roland-Garros, le tournoi du Grand Chelem préféré au-delà des Pyrénées.

L'Espagnol a maîtrisé sa nervosité, la puissance d'Alexander Zverev, les caprices du vent et le scénario d'une finale décousue, remportée 6-3, 2-6, 5-7, 6-1, 6-2 en 4h19 (la troisième finale en cinq sets en vingt ans). Un match à tiroirs au cours duquel il a brillé par intermittence, disparu par séquences, vu sa concentration et son intensité brutalement s'effondrer (51 fautes directes). Une finale insaisissable, jouée sur le fil de l'émotion, dont les protagonistes ne maîtrisaient pas (encore) tous les aspects. Alors il a lutté. Moins flamboyant, moins fulgurant. Avant de retrouver de l'allant, de réserver le meilleur pour la fin et de s'offrir un quatorzième titre (le septième sur terre battue).

« Je rêvais de tenir ce trophée », pouvait-il savourer. Vingt et un ans après son entraîneur Juan Carlos Ferrero (le dernier Espagnol titré à Paris avant le diabolique Rafael Nadal). Au terme d'un long voyage entre crispations et éclaircies, doutes et envies. Sur la route de Roland-Garros, son physique était alourdi d'un point d'interrogation. Son avant-bras douloureux ligotait son expression et son ambition. Après son titre à Indian Wells, l'Espagnol s'était incliné en quarts de finale à Miami et Rome. Son sourire avait brutalement pâli. Avant de retrouver Roland-Garros avec un compte à régler. Rongé par la nervosité en demi-finale de Roland-Garros en 2023, il avait terminé perclus de crampes contre Novak Djokovic. Cette année, en demi-finale contre Jannik Sinner, il a senti la nervosité le gagner et les crampes rôder dangereusement. Mais il a enjambé l'obstacle dans un duel que le monde du tennis s'attend à revoir défiler régulièrement.

Carlos Alcaraz, l'héritier. L'Espagnol a grandi à Murcie, à l'ombre de Rafael Nadal, a résisté au poids des comparaisons qui ont accompagné son ascension frappée du sceau du talent et de la précocité. À 12 ans, regard fier, le jeune joueur au physique frêle annonçait que son idole était Roger Federer et son rêve gagner Wimbledon et Roland-Garros. Dans cet ordre. *« Il brûle les étapes de manière vertigineuse »*, s'enflammait *Marca* en 2021 à l'heure de ses premiers pas sur le circuit professionnel. L'Espagne sentait qu'il y aurait une vie après Rafael Nadal. Et cela devait, à un moment ou à autre, passer par Roland-Garros.

« Ce tournoi m'est cher parce que, lorsque je terminais l'école, je courais à la maison, j'allumais la télé et je regardais les matchs. Je regardais beaucoup de matchs. De Rafa (Nadal)*, bien sûr, parce que c'était le maître du tournoi. 14 titres, c'est incroyable. Puis, je me suis dit : “Moi, je veux ajouter mon nom à la liste des Espagnols qui ont gagné ce tournoi.” Pas simplement Rafa, Costa, Moya, Ferrero, beaucoup de joueurs espagnols qui représentent notre sport. Je voulais ajouter mon nom à cette liste »*, présentait-il en préambule de la finale, avant d'ajouter, dédié à son ambition : *« Je joue avec la tête, le cœur et tout le reste. Je me mets beaucoup la pression dans tous les matchs, je joue avec passion. Je joue avec ce rêve, le rêve de l'enfant qui voulait être dans ce genre de situation. »*

Vainqueur de trois tournois du Grand Chelem (après l'US Open 2022 et Wimbledon 2023), celui qui était devenu le plus jeune n° 1 de l'histoire après son titre à New York s'inscrit comme le plus jeune titré, en tournoi majeur, sur les trois surfaces (dur, gazon, terre). Plus rapide que Rafael Nadal (à 22 ans et 7 mois), Mats Wilander (à 23 ans et 5 mois), Jimmy Connors (à 26 ans), Roger Federer (à 27 ans) et Novak Djokovic (à 29 ans). Le tennis, après avoir compilé les records du big 3 (Novak Djokovic, Roger Federer et Rafael Nadal) a vite trouvé de la place pour le phénomène. Un joueur qui a réussi la combinaison parfaite du légendaire trio en prenant le meilleur de chacun : l'élasticité et la polyvalence du Serbe, l'élégance et l'inspiration du Suisse et l'endurance et le goût de la lutte de son illustre compatriote. Et sa marge de progression semble encore considérable…

« Ce tournoi m'est cher parce que, lorsque je terminais l'école, je courais à la maison, j'allumais la télé et je regardais les matchs. Je regardais beaucoup de matchs »

Carlos Alcaraz

Il ne lui manque plus que l'Open d'Australie pour rejoindre le cercle fermé des joueurs prestigieux ayant remporté tous les tournois du Grand Chelem (les Australiens Fred Perry, Rod Laver, Roy Emerson, les Américains Donald Budge et Andre Agassi, le Suisse Roger Federer, l'Espagnol Rafael Nadal et le Serbe Novak Djokovic). Mais, d'ores et déjà, il incarne ce que le tennis a de plus précieux avec des fulgurances, une créativité, une joie de jouer tranchant avec une kyrielle de jeux stéréotypés ayant fait de la puissance, de la vitesse et de l'efficacité des antidotes à la fantaisie et à l'instinct.

Battu en quarts de finale, Stefanos Tsitsipas a résumé, impuissant, ébloui : *« C'est un joueur intelligent, et il a un QI tennistique incroyable. C'est difficile de jouer contre lui. »* Carlos Alcaraz va vite. *« Tu n'as que 21 ans, c'est incroyable. Ce n'est pas la dernière fois que tu gagneras »*, a promis Alexander Zverev. Ce titre va porter Carlos Alcaraz (ce lundi il pointera à la 2e place du classement mondial derrière Jannik Sinner ; devant Novak Djokovic). Car à 27 ans, si Alexander Zverev (deux finales perdues) court toujours après un titre en Grand Chelem, il voit son jeune rival apprivoiser les sommets (100 % de réussite en finale de Grand Chelem). Comme les plus grands… ■

Iga Swiatek dans les pas de son idole Nadal

Romain Schneider

La tempête Iga a (encore) tout balayé sur son passage Porte d'Auteuil. Ses adversaires ont pu constater les dégâts. Après avoir évité le pire au 2e tour contre Naomi Osaka, la Polonaise a ridiculisé la concurrence ne concédant que 17 jeux lors de ses cinq derniers matchs. Anastasia Potapova a été humiliée en 8es (6-0, 6-0) en quarante minutes. Marketa Vondroussova, finaliste de Roland-Garros en 2019, surclassée en quarts (6-0, 6-2). Tout comme Coco Gauff (6-2, 6-4) en demie. Même constat pour l'Italienne Jasmine Paolini, éparpillée façon puzzle en finale (6-2, 6-1) : *« Iga prend la balle très tôt, elle vous enlève du temps, elle défend bien*, constatait la Transalpine. *Elle est incroyable sur terre, la jouer ici c'est quelque chose de différent, je n'ai jamais joué avec autant d'intensité qu'aujourd'hui. C'était le match le plus difficile de ma carrière. »*

Casquette vissée sur le crâne, mâchoires tendues, la maîtresse des lieux est restée imperturbable. Clinique. L'émotion était pourtant bien là, quand après sa balle de match contre Paolini, elle est tombée à genoux et a hurlé sa joie vers son clan. *« Ce tournoi a été assez surréaliste avec ce deuxième tour* (face à Osaka, NDLR) *and de jouer de mieux en mieux match après match. Je suis très fière de moi parce que les attentes depuis l'extérieur étaient énormes et donc la pression aussi. »*

EMMANUEL DUNAND / AFP

« On verra dans quatorze ans si mon parcours est similaire au sien. Je ne me comparerai jamais à Rafa, parce qu'il est au-dessus de tout le monde, il est une légende absolue »

Iga Swiatek

La Polonaise revient effectivement de loin. Contre Osaka, elle était menée 2-5 dans le troisième set et a dû sauver une balle de match. *« Elle a gagné ce combat avec un coup incroyable sur une balle de match. Elle s'est libérée de ce fardeau. Les matchs lui ont paru plus simples après*, analyse l'ancien directeur du tournoi, Guy Forget. *Elle a pour elle sa place de numéro 1 mondial, ses victoires à Roland-Garros, ses certitudes. C'est la plus percutante. Elle bouge très bien. À moins d'un trou d'air, on voit mal qui pourrait la battre ici. »*

Finaliste de l'édition 1988, Henri Leconte résume : *« Iga me fait penser à Andre Agassi. Elle provoque ses adversaires et les met toujours sous pression. Elle ne leur laisse pas le temps. Elle a le jeu parfait sur terre avec beaucoup de variations, un tennis intelligent. Elle a le jeu pour marquer l'histoire du tournoi. »* Le toujours pertinent Mats Wilander, triple lauréat à Paris, d'analyser : *« Elle ne cherche pas systématiquement le coup gagnant avec son coup droit. Elle prend la direction de l'échange en mettant beaucoup de lift. Comme Rafa. »*

107e semaine numéro un mondial

Rafael Nadal, le nom est lâché. Avec un quatrième titre à seulement 23 ans, Swiatek domine de la tête et des épaules le Grand Chelem parisien dans les pas de son idole sur terre. À 23 ans, Nadal comptait lui aussi quatre couronnes parisiennes… La comparaison fait rougir la timide patronne du tennis mondial. *« On verra dans quatorze ans si mon parcours est similaire au sien. Je ne me comparerai jamais à Rafa, parce qu'il est au-dessus de tout le monde, il est une légende absolue. »* Comparaison n'est pas raison, mais… En 36 matchs désormais disputés à Paris, la Polonaise en a remporté 34 (ratio de 94,6 % de victoires). Avec un quatrième sacre en cinq ans, Swiatek dépasse les Seles, Williams ou Sanchez au palmarès et rejoint Justine Henin et Helen Wills. Avec dans le viseur Margaret Court (5 titres), Steffi Graf (6) et Chris Evert (7). Elle signe également un triplé : gagner à Madrid, Rome et Paris sur la même saison, exploit qui n'avait plus été réalisé depuis Serena Williams en 2013. La native de Varsovie devient également la première joueuse à remporter trois fois les Internationaux de France d'affilée depuis Justine Henin (2005 à 2007) et la troisième de l'histoire après Monica Seles (1990 à 1992).

Sa mainmise pourrait se prolonger quelques années, tant elle possède une grosse marge sur la concurrence. *« Cette surface me permet d'élever mon niveau de jeu, je fais plus d'effets liftés. Je peux jouer plus de balles de défense, parce que la surface est plus lente. Ça me laisse aussi plus de temps pour être plus agressive. »* Elle débutera lundi sa 107e semaine au sommet de la hiérarchie mondiale. Sans rivale, du moins sur terre battue. Car en dehors de son royaume parisien, elle n'a remporté *« seulement »* que l'US Open 2022. La reine de l'ocre n'a pas encore le pied vert. À Wimbledon, elle n'a ainsi jamais fait mieux qu'un quart de finale, la saison dernière. *« J'ai l'impression d'arriver à m'adapter au gazon plus facilement chaque année*, assure-t-elle. *La transition est effectivement difficile. Mais j'adore jouer sur terre battue alors il est hors de question de sacrifier Roland-Garros. »* À 23 ans, Nadal avait déjà un Wimbledon au compteur… ■

ZOOM

Top 14 : le Racing 92 en barrages, Vannes promu

La dernière journée de la saison régulière a rendu son verdict. Toulouse et le Stade Français sont qualifiés pour les demi-finales. Où ils affronteront respectivement les vainqueurs des barrages Toulon-La Rochelle et UBB-Racing 92, qui se disputeront le week-end prochain. Vannes, de son côté, a remporté la finale de Pro D2 face à Grenoble (16-9) pour devenir le premier club breton à accéder au Top 14.

26E JOURNÉE TOP 14		
ST. FRANÇAIS (2)	23-20	TOULON (4)
LA ROCHELLE (5)	24-19	RACING 92 (6)
BORDEAUX (3)	40-7	OYONNAX (14)
CLERMONT (8)	52-15	MONTPELLIER (13)
LYON (11)	40-28	TOULOUSE (1)
PAU (9)	36-24	PERPIGNAN (10)
BAYONNE (12)	17-28	CASTRES (7)

EN BREF

Résultats du week-end :

En athlétisme, Cyréna Samba-Mayela a été sacrée championne d'Europe du 100 m haies à Rome. À deux mois des JO, la Française a signé la meilleure performance mondiale de l'année et pulvérisé son record de France en 12''31.

En cyclisme, le Slovène Roglic a remporté le Critérium du Dauphiné en devançant l'Espagnol Rodriguez de 8 petites secondes.

conférences

Une rencontre entre

Médecine nucléaire et Framatome Healthcare

aura lieu le mercredi 19 juin 2024, à 18 h 30, à la Sorbonne université, 91, boulevard de l'Hôpital, Paris (13e).

En ouverture Bernard Fontana, président du directoire de Framatome,

animée par le professeur Florent Cachin, président du Conseil National Professionnel, de Médecine Nucléaire (CNPMN) :

« La médecine nucléaire : un changement d'échelle, un changement culturel. »

François Gauché, directeur de Framatome Healthcare :

« Framatome Healthcare : nouveaux produits, nouvelles méthodes. »

Entrée libre.
Réservation obligatoire à Carrefour des Acteurs Sociaux « je m'inscris » : dircas@cas-france.org

deuils

Fontenay-lès-Briis (Essonne).

M. Pierre Becquerel, son époux,
Chloé, Léa et Nathan, ses enfants,
M. Daniel Badellon, son père,
M. et Mme Florent Badellon,
M. et Mme Olivier Badellon,
M. et Mme Pierre Badellon,
ses frères et ses belles-sœurs,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Delphine BECQUEREL
née Badellon,

survenu le 1er juin 2024, à l'âge de 51 ans, à Fontenay-lès-Briis, munie des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Martin, à Fontenay-lès-Briis, le mardi 11 juin 2024, à 14 h 30.

Marie-Cécile Revel-Domenge, son épouse,
Agnès, Muriel, Luc et Jean-Christophe, ses enfants,
ses petits-enfants et arrière-petits-enfants
ainsi que l'ensemble de la famille

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean DOMENGE
journaliste au *Figaro* (1960-1975),
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 5 juin 2024, à l'âge de 97 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-Grenelle, 14, place Etienne-Pernet, à Paris (15e), le mercredi 12 juin, à 14 h 30.

Jean reposera au cimetière de Vaugirard.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Wintzenheim (Haut-Rhin).

Andrée Dopff, son épouse,
Sylvie et Claire, ses filles, et leurs conjoints,
Aude, sa belle-fille,
ses 8 petits-enfants,
ses 10 arrière-petits-enfants,
les familles Dopff, Kruchten, Dubois et Kastler-Rouquier

ont la tristesse de faire part du décès de

Guy DOPFF
ingénieur agronome,

survenu dans sa quatre-vingt-douzième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, à Colmar.

dopff@outlook.fr

Le colonel (e.r.) François Eglemme, son époux,
Pierre-Olivier et Anaïs, Albane, Paul-Édouard, ses enfants et belle-fille,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Sylvie-Anne EGLEMME
née Grunhertz,
professeur de lettres-histoire,
chevalier des Palmes académiques,

survenu le 4 juin 2024, à l'âge de 59 ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 11 juin, à Strasbourg.

La comtesse Roger d'Humières, née Anne Sepulchre, son épouse.

Mlle Anne-Sophie d'Humières,
Mme Dorothée d'Humières et ses enfants,
Philippe et Victoire Aubert Couturier,
Hervé, Elvire, Stanislas Fauchon de Villeplée,
le comte et la comtesse François d'Humières et leurs enfants,
Marius, Antonin et Honoré,
ses enfants et petits-enfants,

le comte et la comtesse Éric d'Humières,
la comtesse Charles d'Humières,
son frère et ses belles-sœurs,

ont la grande tristesse de vous faire part du décès du

comte Roger d'HUMIÈRES
commandeur de la Légion d'honneur,

endormi dans la Paix du Seigneur, le 5 juin 2024, à l'âge de 98 ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 13 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice de Bailly (Yvelines).

Mme Nicole Jolly Lhomet, son épouse depuis 62 ans,

Renaud et Agnès Jolly,
Hélène Jolly
Agnès et Thierry Chancibot,
ses enfants,

Loïc, Gaëtan, Valentin, Géraldine, Cyril et Bérénice, ses petits-enfants,

ainsi que toute la famille

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Jean-Pierre JOLLY

survenu le 2 juin 2024, dans sa 88e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 12 juin, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-d'Auteuil, à Paris (16e).

Michel Ktorza, président du **Maguen David Adom France**
Olivier Kaplan, trésorier,
Victor Wintz, directeur général du **Maguen David Adom Europe**
Eli Bin, directeur général du **Maguen David Adom Israël**

ont la tristesse d'annoncer le décès du

docteur Lazare KAPLAN

membre éminent du comité du Maguen David Adom France,
vice-président et ancien président de l'association MDA,

survenu le 7 juin 2024, à l'âge de 98 ans, à Paris.

Fils du grand rabbin de France, Jacob Kaplan, et de Fanny Kaplan, fondatrice du MDA France.

Le docteur Lazare Kaplan a dédié sa vie à servir l'organisation de secours qui sauve des vies en Israël et à travers le monde. La peine est partagée par tous les bénévoles de l'association et l'ensemble des délégations de l'association en province. Ses contributions inestimables et son engagement indéfectible resteront gravés dans nos mémoires.

Hélène, Foulques et Bernard, ses sœur et frères,
Astrid de Kermel,
Alexis, Benoit et Gaspard de Montaigu,
ses neveux et nièce,
ses filleuls,

font part du rappel à Dieu de

Alix de MONTAIGU

le 6 juin 2024, munie des sacrements de l'Église.

La messe d'obsèques aura lieu le jeudi 13 juin, à 15 heures, en l'église de La Rouge (Orne).

Une messe d'intention sera célébrée en la basilique Notre-Dame-des-Victoires, Paris (2e), ultérieurement.

Alexandra et Laurent Tournier et leurs enfants,
Olivier Parisot,
ses enfants, et sa compagne,
Bénédicte Parisot,
Philippe et Monique Letourmy et leurs enfants

ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Claude PARISOT

survenu à l'âge de 91 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 11 juin 2024, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre-du-Gros-Caillou, Paris (7e).

Michèle Peltier, son épouse,

Isabelle, Rémi, Martine et Guy, ses enfants et son gendre,

Augustin, Timothé, Alexis, Edouard, Victor, Pierre-Alexandre, Victoire, ses petits-enfants,

ses frères et sœurs et toute sa famille

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu du

docteur André PELTIER
ancien interne des Hôpitaux de Paris,
ancien chef de clinique à la faculté de médecine,
ancien directeur de recherche de l'Inserm,

le 29 mai 2024, dans sa 97e année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 7 juin, dans la stricte intimité familiale.

Mme Jean Régnier, née Labarre,

Stéphanie Rautureau, Aurélia Cicile, ses filles,

Thomas, Agathe, Maxime, Bérangère et Domitille, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Jean RÉGNIER

survenu le 6 juin 2024, à l'âge de 84 ans, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Chouy (Aisne), le jeudi 13 juin, à 14 h 30.

jcregnier6@orange.fr
stephanie.rautureau@gmail.com
thierry.cicile@free.fr

Jacques Trouche, son époux,

Isabelle, Florence et Armelle, ses filles,
Martin et Raphaël, ses gendres,
Charles, Violette, Blanche, Victor, Constantin, Blaise, Colombe, Adélaïde, ses petits-enfants,
ses frères et sœurs
et l'ensemble de la famille

ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de

Marie-Angèle TROUCHE
née Lafon,

le 4 juin 2024, à l'âge de 85 ans.

La cérémonie religieuse se tiendra en l'église Saint-Saturnin de Gentilly, le mercredi 12 juin, à 10 heures, suivie de l'inhumation à 11 h 30, au cimetière de Gentilly.

31, rue Charles-Frérot, 94250 Gentilly.

Nous sommes priés d'annoncer le décès de

M. Stéphane TRUCHI
chief executive officer du Groupe Ifop,

survenu le 5 juin 2024, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Sainte-Jeanne-de-Chantal, place de la Porte-de-Saint-Cloud, à Paris (16e), le mercredi 12 juin, à 10 h 30.

Un registre à signatures tiendra lieu de condoléances.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Maxime, Sarah et Nils, ses petits-enfants,

et sa famille

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Mme Jeannine Emilie VARENNE-CAILLARD

survenu à Paris, le 4 juin 2024, à l'âge de 93 ans.

Un dernier hommage aura lieu le jeudi 13 juin, à 12 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris (20e).

remerciements

Monique Branche, sa mère,
Marina Branche, sa sœur,
Thilo Goluza, son neveu,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Renaud BRANCHE

à Aurillac (Cantal), le 21 mai 2024,

vous prient de trouver ici leurs sincères remerciements.

Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine).

André Marguerat, son époux,

Éric et Déborah, Gilles, ses fils et belle-fille,

ses petits-enfants,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Jacqueline MARGUERAT
née Pointet,

vous prient de trouver ici leurs sincères remerciements.

Le crépuscule de la démocratie américaine

RAN HALÉVI

Avec le procès de Donald Trump, condamné au pénal le 30 mai dernier, la polarisation politique qui déchire le pays a ébranlé le dernier rempart de l'État de droit : le pouvoir judiciaire, déplore l'historien*.

La prochaine élection présidentielle américaine va opposer un octogénaire fragile à un repris de justice menacé d'incarcération, l'un et l'autre soutenus par deux partis en état de guerre, qui n'ont plus en commun que leur haine réciproque. Ce duel surréaliste en dit long sur la situation de la plus ancienne démocratie des temps modernes.

La polarisation idéologique a fait oublier aux Américains le legs des Fondateurs. Même une question aussi capitale que la destitution d'un président – on l'a vu par deux fois avec Donald Trump – se détermine non par la gravité des actes qui lui sont imputés, mais par l'arithmétique des affiliations partisanes à la Chambre et au Sénat, dans une indifférence unanime à l'esprit des institutions. Depuis quelques années, le Congrès se montre incapable de passer des lois qui servent à l'évidence l'intérêt général, parce qu'il est devenu impensable de voir les démocrates et les républicains adopter de concert un texte législatif.

Avec les tribulations judiciaires de Donald Trump, un pas de plus a été franchi. Sa récente condamnation par un jury de l'État de New York est la troisième depuis le début de l'année (sans compter les trois procès dont il aura à répondre après l'élection présidentielle). En janvier dernier, un autre jury de Manhattan lui a ordonné de payer 83 millions de dollars pour insultes publiques envers une femme qui l'avait fait condamner dans un procès d'abus sexuel. En février, il s'est vu infliger une amende de 450 millions pour avoir maquillé ses déclarations de revenu. Mais, cette fois, il était reconnu coupable, au pénal, de 34 chefs d'accusation qui pourraient le faire condamner à la réclusion en pleine campagne présidentielle.

Il est vrai que ce procès prêtait à controverse en raison de l'attelage inédit de deux inculpations de nature différente : la première incriminait Donald Trump au civil de falsification des comptes pour dissimuler le paiement de 130 000 dollars à une actrice de films X afin de gagner son silence ; la seconde accrochait à ce délit passible d'une simple amende une charge au pénal d'avoir voulu cacher au public ses turpitudes sexuelles pour ne pas perdre de voix à l'élection de 2016. Entre l'une et l'autre infraction, la conséquence est loin d'être évidente, faute de précédent. Mais le jury s'est prononcé. Il fut un temps où le verdict populaire mettait fin aux disputations. Aujourd'hui, il les déchaîne. C'est une première.

Donald Trump a commenté sa condamnation avec sa panoplie familière d'invectives victimaires et de théories complotistes, visant le jury (*« biaisé »*), le juge (*« un démon »*), le procureur de New York (*« un corrompu »*) et Joe Biden, désigné comme le promoteur occulte de cette cabale. *« La justice est morte », « Je me bats pour mon pays », « Je suis un prisonnier politique »*... Sans oublier d'annexer ses électeurs à son infortune : *« S'ils peuvent me le faire à moi, ils peuvent le faire à n'importe qui. »* Puis cet appel aux armes : *« Ne capitulez jamais », « Nous nous battrons jusqu'à la victoire »*. Avant de prévenir que, s'il était envoyé en prison, *« ce pourrait être un point de non-retour »*. La même rhétorique incendiaire qui avait précédé l'émeute du Capitole avec les suites qu'on connaît.

« La justice américaine a beau se vouloir modelée sur l'esprit des Fondateurs, aujourd'hui, le poison de la polarisation désigne au soupçon juges et procureurs parce que leurs préférences politiques comptent dans leur élection »

Cette fois-ci, ses partisans n'avaient pas besoin d'encouragements pour proférer sur les réseaux sociaux des menaces de mort contre ses juges, passés et futurs (*« ils doivent tous être exécutés »*). Un appel aux dons a rapporté en quelques jours plus de 140 millions de dollars. Cependant que le Parti républicain, muselé et aux ordres, s'est dressé comme un seul homme derrière son candidat martyr.

Ce qui est nouveau, c'est que l'ex-président a été reconnu coupable non par des élus mais par un jury de douze citoyens sans arrière-pensées idéologiques. Que le témoignage de Stormy Daniels n'a guère laissé de doute, même à beaucoup d'électeurs républicains, quant à la véracité des faits. Qu'il a donné de Donald Trump une image sordide, écornant au passage sa réputation – du reste exagérée –de flamboyant homme d'affaires. Lui-même l'a reconnu dans un rare moment de candeur. *« C'est terrible, de les entendre parler de falsification, c'est très mauvais pour moi. Je ne l'ai jamais eu auparavant. »*

Mais le pire est qu'à l'occasion de ce procès la polarisation politique qui déchire le pays a ébranlé le dernier rempart de l'État de droit : le pouvoir judiciaire. Pour la première fois de l'histoire des États-Unis, un candidat à l'élection présidentielle a travesti une affaire de justice en querelle partisane. Pour la première fois, le parti d'Abraham Lincoln s'est attaqué à l'institution judiciaire en l'assimilant à l'« État profond ». Jusqu'à appeler les procureurs de sensibilité conservatrice (ou trumpiste) à entamer des procédures à l'encontre des élus démocrates à titre de représailles.

Et c'est peu dire que le système judiciaire facilite désormais de telles dérives. Aux États-Unis, magistrats et procureurs sont élus notamment en fonction de leurs inclinations politiques, que certains, pas tous, n'hésitent pas à faire résonner dans l'enceinte des tribunaux. Le procureur de New York au procès de Donald Trump devait son élection à la promesse de traduire celui-ci en justice. Et celle qui allait faire condamner l'ex-président pour fraude fiscale l'avait qualifié de *« président illégitime »* en guise d'argument électoral. De là à les soupçonner d'instrumentaliser la loi à des fins politiques il n'y a qu'un pas que beaucoup de républicains ont franchi depuis longtemps.

La justice américaine a beau se vouloir modelée sur l'esprit des Fondateurs, aujourd'hui, le poison de la polarisation désigne au soupçon juges et procureurs parce que leurs préférences politiques comptent dans leur élection. Même si la plupart continuent à appliquer la loi sans préjugé. L'ère du soupçon a fini par faire vaciller la dernière citadelle de l'État de droit. Comme s'il n'y avait plus de justice que politique. ■

** Ran Halévi est directeur de recherche au CNRS et professeur au Centre d'études sociologiques et politiques Raymond Aron. Dernier livre paru : « Le Chaos de la démocratie américaine. Ce que révèle l'émeute du Capitole », Gallimard, 2022.*

Les élections européennes de 2054

SAMUEL FITOUSSI

Chaque semaine, pour *Le Figaro*, notre chroniqueur pose son regard ironique sur l'actualité. Aujourd'hui, il imagine à quoi pourrait ressembler la campagne des élections européennes dans trente ans.

DESSINS : FABIEFABIEN CLAIREFONDN CLAIREFOND

Les élections européennes de 2054, furent, comme celles de 2049, 2044, 2039, 2034, 2029, 2024, 2019 et 2014, les élections de la dernière chance. L'élection de la dernière chance avant la catastrophe écologique, jurait la gauche ; l'élection de la dernière chance avant la victoire définitive des populistes et des extrêmes qui se rejoignent, assurait le centre ; l'élection de la dernière chance avant le grand remplacement, affirmait la droite. Les électeurs, pourtant, ne se ruèrent pas vers les urnes (4 % de participation, concentrée autour des Ehpad franciliens). Il est vrai que depuis la généralisation du QR Code pour se déplacer d'une rue à l'autre (pérennisé après le succès du dispositif lors des JO 2024), les Français ne sortaient plus beaucoup de chez eux. Il est aussi vrai que ces élections n'avaient en réalité pas beaucoup d'enjeu, les Émirats belges unis et le Califat démocratique de Seine-et-Marne ayant, comme chacun sait, quitté l'UE depuis 2039. En outre, les débats au Parlement européen se déroulant désormais dans l'obscurité par souci d'économie d'énergie, aucune loi n'avait été votée depuis huit ans.

La campagne n'en resta pas moins agitée, opposant une vingtaine de candidats difficiles à situer sur le spectre politique. Le Rassemblement national, donné à 55 % dans les sondages mais néanmoins soucieux de continuer à se dédiaboliser, axa entièrement sa campagne sur le bien-être animal (félin en particulier). La France insoumise, elle, rongée par les divisions internes, se scinda en trois branches, l'une favorable à l'instauration d'une charia écologique et inclusive ; l'autre militant pour la généralisation des cours d'éducation à la sexualité LGBTQIA+ en CP ; la troisième menant des actions de résistance armée contre le racisme systémique de l'État français. Trois micro-partis qui, contre toute attente et malgré leurs désaccords, acceptèrent de s'unir une semaine avant le scrutin. *« Face au spectre d'une victoire de l'extrême droite, qui pourrait remettre en cause certains acquis sociaux comme le chèque Coran à 18 ans ou la retraite à 48 ans pour les femmes transgenres, l'union de la gauche est un devoir »*, annoncèrent-ils, actant la réconciliation par une photo de David Guiraud, vêtu d'un keffieh, entouré de Clémentine Autain, portant un drapeau arc-en-ciel, et de Rima Hassan, enrobée dans un drapeau palestinien, poings levés en signe de victoire.

« Autre sujet brûlant : celui des ORTF (obligation de rester sur le territoire français), au taux d'application toujours dramatiquement faible. Fuyant la pauvreté, l'insécurité et la possibilité d'un 12e mandat d'Anne Hidalgo à la mairie de Paris, les Français s'expatriaient massivement »

Dans les médias, le commentaire des événements prêta à confusion. Depuis que l'Arcom décomptait scrupuleusement les temps de parole, les intervenants de gauche s'étaient encartés au RN pour permettre aux programmateurs de France Inter de continuer à les inviter, les intervenants de droite à LFI pour permettre aux programmateurs de CNews de continuer à les inviter.

Bien que la campagne fût temporairement interrompue par une attaque d'antisémitisme résiduel dans une synagogue (120 morts), les débats restèrent de qualité. La candidate EELV reprocha à la droite de jouer sur les peurs et de passer à côté du vrai sujet (la destruction de la planète à horizon quinze jours). La guerre en Ukraine occupa une bonne partie des discussions, la ligne de front n'ayant pas bougé depuis trente-trois ans. Les partisans d'une paix par la négociation étant accusés d'être munichois, les partisans d'une paix par le renforcement du soutien militaire jusqu'à la victoire ukrainienne étant accusés d'être bellicistes, le statu quo militaire se prolongeait.

Autre sujet brûlant : celui des ORTF (obligation de rester sur le territoire français), au taux d'application toujours dramatiquement faible. Fuyant la pauvreté, l'insécurité, et la possibilité d'un 12e mandat d'Anne Hidalgo à la mairie de Paris, les Français s'expatriaient massivement, si bien que l'on dénombrait désormais davantage d'immigrés illégaux que de citoyens français sur le territoire national. (Les rares Français qui continuaient à travailler en France devaient reverser l'intégralité de leur salaire à des retraités expatriés au Portugal.) Bien sûr, les débats portèrent aussi sur des sujets plus technocratiques, comme la régulation des chargeurs d'iPhone à l'échelle européenne, le volume maximal de l'appel à la prière en zone urbaine et périurbaine, ou l'interdiction de TikTok (on se demandait s'il était normal que la jeunesse française parle désormais couramment chinois et entonne régulièrement des chansons à la gloire de Xi Jinping). Enfin, les partis tombèrent d'accord sur une mesure « de bon sens » : du moment que le trajet est effectué en mobilités douces, l'UE subventionnera le pèlerinage à La Mecque. ■

ÉDITORIAL par Alexis Brézet, directeur des rédactions

La présidence empêchée

Suite de la page 1 Parce que le Rassemblement national est depuis des lustres solidement installé au point de rencontre de la vague anti-immigration et du vent anti-Macron, c'est Jordan Bardella qui tire le meilleur parti de cette conjonction climatique. Son grand talent aura été de ne pas la contrarier. Avec plus de 30 % des voix – deux fois plus que la liste macroniste, qu'il ne distançait en 2019 que d'un tout petit point –, il triomphe. À l'exception de Simone Veil (RPR-UDF) en 1984, aucune liste d'aucun parti n'a jamais atteint un tel score depuis que les élections européennes existent ! Non seulement le RN écrase toute concurrence à droite (François-Xavier Bellamy, grâce à ses coups d'éclat personnels, sauve l'honneur sans parvenir à redresser la barre ; qualifiée de justesse, Marion Maréchal paie sans doute le fait d'avoir concentré ses coups sur la liste LR), mais il domine de la tête et des épaules l'ensemble du jeu politique. À l'aune de ce bilan, la mine triomphale arborée dimanche soir par la tête de liste RN est tout sauf injustifiée…

> Emmanuel Macron s'attendait à une défaite, c'est une humiliation

Pour Emmanuel Macron, à l'inverse, quelle gifle ! Lui qui jusqu'ici n'en avait jamais connu (les législatives de 2022 furent une déception) s'attendait bien à une défaite ; il subit une terrible humiliation.

Faillite politique. Alors que, depuis 2017, il a fait de l'endiguement du Rassemblement national la pierre de touche de son engagement politique, le parti de Marine Le Pen n'a jamais été plus haut. Alors qu'il prétendait renvoyer définitivement le PS au cimetière des idées mortes, voici que la gauche socialiste, portée par Raphaël Glucksmann, renaît de ses cendres et fait (presque) jeu égal avec les petits prodiges de la *start-up nation*. Alors qu'il se faisait fort de résorber dans la croissance économique les fractures liées à l'immigration, le score de la liste emmenée par Manon Aubry manifeste l'enracinement d'une extrême gauche communautarisée, chauffée à blanc par les outrances de Jean-Luc Mélenchon, lourde de menace pour la cohésion de la nation.

Désaveu personnel. Omniprésent, envahissant, intarissable durant la campagne, Emmanuel Macron s'est engagé dans la bataille européenne comme aucun président de la République avant lui. Mais ni la frénésie oratoire, ni l'instrumentalisation manifeste du conflit ukrainien, ni la réquisition in extremis de chaînes de télévision publique et privée, ni l'exploitation sans vergogne des cérémonies du Débarquement n'y ont changé quoi que se soit. En dépit (et sans doute à cause !) de cet *Overlord* médiatique, de ce *carpet bombing* présidentiel, le macronisme s'effondre. L'inflation, la dette, la Nouvelle-Calédonie, et surtout l'explosion du nombre de crimes et de drames sur fond d'islam politique et d'immigration incontrôlée ont parlé plus fort que lui.

En vérité, rarement désastre politique aura été aussi complet ! Bien sûr, dans le camp présidentiel, on se donne beaucoup de mal pour en relativiser la portée, exorciser les conséquences que chacun croit deviner. On invoque l'usure du pouvoir, on parle de vote « défouloir », on dresse la liste de tous ces partis qui, triomphateurs aux européennes, se sont brutalement dégonflés au scrutin suivant – et vice versa. Tout cela n'est pas faux : en politique rien n'est jamais écrit, et surtout pas qu'une victoire en entraîne automatiquement une autre. Mais le contraire n'est pas écrit non plus ! Emmanuel Macron a si bien réussi à éradiquer toute alternative entre Marine Le Pen et lui que, aujourd'hui, à droite (et, vu l'état du pays, seul un candidat franchement de droite peut prétendre s'imposer face au RN) il n'y a plus personne – ou presque ! Certes la présidente du RN n'est pas encore à l'Élysée, mais il faut bien reconnaître qu'elle n'en n'a jamais été aussi proche.

Soyons honnête. De cette grande catastrophe, la responsabilité n'incombe pas seulement à Emmanuel Macron. On a beaucoup dit que son règne a été celui de toutes les crises – « gilets jaunes », Covid, Ukraine… sans parler de Notre-Dame ! On a moins souligné une autre fatalité : sa malchance est d'être arrivé au moment des conséquences, celui où se cristallise l'évidence, soudain insupportable, de toutes ces faillites qui depuis des années mitonnent à petit feu dans notre pays – immigration, éducation, dette, insécurité, etc. Sa responsabilité historique aura été, par légèreté, de ne rien faire pour s'y attaquer vraiment. Sa faute politique, de croire que son habileté manœuvrière pourrait lui permettre de pallier l'absence de majorité quand, en 2022, il aurait à l'évidence dû changer d'alliance – mais cela supposait de changer de politique – comme il avait déjà changé d'électorat : en faisant clairement le choix d'un accord d'union nationale avec la droite.

Et maintenant ? On aimerait se persuader qu'une issue existe, qu'il est encore possible de déjouer la malédiction du second mandat, possible d'éviter à la France ce trois années de surplace et de paralysie ! Mais, en politique, le temps perdu ne se rattrape pas. Bien sûr, les institutions permettent de tenir. Comment rassembler – et gouverner – quand on n'a plus ni majorité ni soutien dans l'opinion, quand vos partisans préparent déjà la suite, quand vos adversaires ne sauraient vous rejoindre sans aussitôt se discréditer, quand votre prestige s'effiloche et que le temps vous est compté ? Commencé dans la fanfare de la Symphonie du nouveau monde, le macronisme semble condamné à s'abîmer dans la Marche funèbre d'une présidence empêchée.

> Entendre la colère des peuples, à Bruxelles comme à Paris

En Europe, contrairement à ce que les uns et les autres ont voulu nous faire croire, la majorité actuelle (PPE, S&D, Renew) va continuer son chemin, avec peut-être, au cas par cas, une légère « droitisation » que le Conseil et la Commission se chargeront d'encadrer. En France, Emmanuel Macron, parce qu'il ne peut plus faire grand-chose d'autre, peut-il encore continuer de caboter, de louvoyer et – de JO en inauguration de Notre-Dame – de compter sur le talent de l'événement pour surnager ? À Bruxelles comme à Paris, les uns et les autres devraient cependant prendre garde de ne pas oublier trop vite le message que les électeurs viennent de leur adresser. Gare à la colère des peuples ! Ni la vague ni le vent ne se laissent aisément arrêter. ■

Diplomatie guerrière, armée de temps de paix

CHRONIQUE
Nicolas Baverez

Otto von Bismarck aimait à rappeler que *« la diplomatie sans les armes, c'est la musique sans les instruments »*. Pour l'avoir oublié, la France a connu deux terribles défaites. Sous le second Empire, la multiplication des interventions militaires en Italie, en Crimée et au Mexique, cherchant à faire acte de puissance sans obéir à une stratégie construite, la légitimation de l'unité allemande en rupture avec la politique poursuivie depuis Richelieu, les faiblesses d'une armée hétéroclite et sous-équipée, l'ignorance des leçons de la bataille de Sadowa et de la guerre de Sécession conduisirent au désastre de Sedan. Dans les années 1930 de nouveau, la contradiction des garanties de sécurité apportées à la Tchécoslovaquie et à la Pologne avec la stratégie de défense fondée sur la ligne Maginot, l'absence de prise en compte de l'irruption du char et de l'avion, les défaillances du haut commandement, la cécité devant le laboratoire que fut la guerre d'Espagne débouchèrent sur la débâcle de juin 1940.

Emmanuel Macron réédite aujourd'hui les mêmes erreurs. Sa rhétorique et ses initiatives guerrières, relancées à l'occasion des commémorations du 80e anniversaire du D-Day, masquent les errances de sa diplomatie, l'inadaptation de nos forces conventionnelles au combat de haute intensité, le refus des enseignements des conflits récents, de la Syrie à l'Ukraine en passant par la déroute stratégique subie par nos armées en Afrique de l'Ouest.

La diplomatie française a perdu tout cap. La posture de puissance d'équilibre n'a aucun sens dans un monde en guerre où les démocraties font l'objet d'une menace vitale de la part des empires autoritaires et où le Sud est mû par le ressentiment contre l'Occident. Elle se réduit à des revirements permanents. Sur l'Ukraine, avec le passage du dialogue poursuivi vainement pendant des mois avec Vladimir Poutine à la proposition de déployer des troupes au sol et des instructeurs, du dernier rang dans les livraisons d'armes à Kiev à la décision de céder des Mirage 2000-5. Au Moyen-Orient, avec l'improbable proposition de constituer une coalition contre le Hamas inspirée de celle contre l'État islamique puis le soutien de la position scandaleuse du procureur de la CPI mettant sur le même pied les dirigeants du Hamas et de l'État d'Israël. En Asie, avec la validation des positions de la Chine sur Taïwan au moment où Pékin lançait des manœuvres simulant le blocus et l'invasion de l'île.

Le plus préoccupant demeure le grand écart entre les gesticulations improvisées et les engagements de sécurité apportés à l'Ukraine, la Grèce ou la Moldavie d'une part, l'incapacité à les remplir ou à faire face à une escalade d'autre part. La loi de programmation militaire pour les années 2024 à 2030 a en effet écarté tout véritable réarmement.

La modernisation de la dissuasion nucléaire, trop longtemps différée, est engagée. Mais sa crédibilité est entamée par le discours de la Sorbonne. Il propose de débattre de son partage avec nos partenaires et de son intégration dans la défense conventionnelle au sein de la Communauté politique européenne, forum de discussion dénué de légitimité et de compétence pour traiter des questions militaires et a fortiori nucléaires.

Dans le même temps, le modèle d'armée de corps expéditionnaire reste inchangé alors qu'il a touché ses limites au Sahel et qu'il est incapable d'affronter une guerre de haute intensité en Europe. La loi de programmation pérennise le format insuffisant de nos forces. Elle diminue leurs équipements en réduisant fortement le nombre d'avions, de blindés et de canons en 2030. Surtout, les armées françaises ne sont ni équipées ni entraînées pour la guerre des drones, décisifs dans tous les récents conflits. Au nom du principe de précaution, le vol de drones est drastiquement encadré tandis que les essais ou tirs de munitions téléopérées restent interdits sur le territoire national.

Au total, l'effort de défense reste limité à 1,9 % du PIB en 2024, en dessous de la plupart de nos alliés – y compris l'Allemagne qui consacre désormais 2 % du PIB à sa défense. L'économie de guerre est bien réelle en Russie, qui lui consacre 7 % de son PIB, mais reste virtuelle dans notre pays, en raison non de la négligence des industriels mais de l'absence d'investissements et de commandes durables de la part de l'État.

La France doit aujourd'hui réarmer si elle veut éviter la guerre. En révisant à la hausse le nombre de ses ogives nucléaires, actuellement de 300, à l'image du Royaume-Uni qui a décidé de les porter de 180 à 260 têtes. En renforçant l'équipement et en dronisant massivement ses forces conventionnelles. En rétablissant le service militaire. En libérant les industries de défense du carcan réglementaire qui bride leur financement comme leur capacité de production et d'innovation. En instituant une préférence européenne pour l'acquisition d'équipements militaires afin de remédier à l'anomalie qui fait que l'Europe ne produit que 20 % des matériels qu'elle achète. Tout ceci implique un effort de défense supplémentaire, qui devrait tendre vers 3 % du PIB. Bien mieux que des discours, un réarmement effectif serait le signal le plus clair et le plus efficace de la volonté de la France et des Français de défendre leur souveraineté et leur liberté face aux autocrates et aux djihadistes. ■

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président
Charles Edelstenne
Directeur général, directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie), Laurence de Charette (pôle audiovisuel), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, F), Philippe Gélie (International), Anne Huet-Wuillème (Édition, Photo, Révision, DA), Jacques-Olivier Martin (directeur de la rédaction du Figaro.fr), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Télévision), Yves Thréard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué du pôle news
Bertrand Gié
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
ARPP autorité de régulation professionnelle de la publicité
Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7 h à 18h ; sam. de 8 h à 13 h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11 .
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 529 €. Semaine : 415 €. Week-end Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.
Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. **Taux de fibres recyclées :** 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen sous le numéro FI/011/001. **Eutrophisation :** Ptot 0.002 kg/tonne de papier.

Ce journal se compose de : Édition nationale 1er cahier 20 pages
CAHIER 2 Économie 8 pages
CAHIER 3 Le Figaro et vous 8 pages

LE FIGARO économie

TRACFIN
DANS LES COULISSES DU SOMMET INTERNATIONAL CONTRE LE BLANCHIMENT PAGE 22

INDUSTRIE
LES CÂBLES À HAUTE TENSION SOUS-MARINS, LE JACKPOT DU GROUPE FRANÇAIS NEXANS PAGE 23

L'intelligence artificielle révolutionne la robotique

Une nouvelle ère s'ouvre pour la robotique humanoïde portée par les progrès de l'IA. Une âpre bataille se joue entre les États-Unis et la Chine, et une Europe à la traîne.

Dans notre quotidien, à la maison, dans l'industrie… le tsunami des robots d'apparence plus ou moins humaine arrive, porté par les avancées de l'intelligence artificielle. Qu'il s'agisse de la révolution dans le traitement du langage naturel ou la vision par ordinateur, et surtout aidé par la puissance décuplée des processeurs. Ce n'est plus de la science-fiction.
Alors qu'il n'y avait que 10 robots humanoïdes dans le monde il y a moins de dix ans, les projets se multiplient, avec l'émergence de nombreuses start-up. Dans son scénario le plus optimiste, Goldman Sachs estime que le marché pourrait représenter 40 000 robots livrés à la fin 2025 et jusqu'à 11,6 millions d'ici à 2035. Des milliards de dollars sont investis dans le secteur que se disputent les États-Unis - soutenus par ses géants de la tech - et la Chine. Pékin affirme vouloir prendre le leadership mondial à compter de 2027. L'Europe ne manque pas d'atouts, en particulier la France, qui dispose des meilleurs chercheurs en IA ainsi que des meilleurs roboticiens du monde. Mais le Vieux Continent souffre comme souvent d'une force de frappe bien inférieure, qui ne se chiffre qu'en millions de dollars.

PAGE 28

HUMBERT/BSIP VIA AFP ; L. BUSTAMANTE GOMEZ/REUTERS ; FRBUKAJLO/SIPA PRESS VIA TRACFIN ; NEXANS

L'Argentine de Milei encore loin du miracle économique

Au pouvoir depuis six mois, le président antisystème vante les bons résultats de sa thérapie de choc sur l'inflation et le déficit du pays. La potion est amère pour des Argentins, plus pauvres, qui subissent la récession. PAGE 24

> FOCUS

LES TARIFS DES PHARMACIENS REVALORISÉS PAR LA SÉCU

La colère des pharmaciens a été entendue. Après plusieurs semaines de négociations, les officines ont signé vendredi de nouvelles conditions tarifaires avec la Sécu. *«Les dernières propositions de l'Assurance-maladie comprennent des revalorisations d'honoraires qui permettront de sécuriser l'activité des entreprises officinales et assureront l'indispensable soutien aux officines de proximité»*, a indiqué la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France (FSPF). Certaines revalorisations interviendront *«dès cette année et l'année prochaine, notamment une augmentation des honoraires de dispensation, des honoraires de garde et de l'astreinte»*, a détaillé la FSPF, le syndicat majoritaire. Cela se traduira aussi *«par une subvention, pouvant atteindre 20 000 euros, aux pharmacies en difficulté»*.
Un arrêté devrait par ailleurs être publié prochainement qui accordera aux pharmaciens la même marge pour les médicaments biosimilaires (les versions génériques des médicaments biologiques) que pour les princeps. Ils pourront négocier leur prix d'achat avec les laboratoires, comme pour les génériques, alors qu'ils estimaient jusque-là perdre de l'argent en dispensant des biosimilaires. L'Union de syndicats de pharmaciens d'officine (Uspo), deuxième syndicat professionnel, a toutefois refusé de signer l'accord le jugeant insuffisant.
Fin mai, les pharmaciens s'étaient mis en grève massivement : 18 000 officines sur 20 000 avaient gardé portes closes pendant une journée. Protestant contre les pénuries de médicaments, le risque de dérégulation de la vente en ligne et des tarifs jugés insuffisants, notamment pour faire face à l'inflation.

KEREN LENTSCHNER

le ***PLUS*** *du FIGARO* ***ÉCO***

L'HISTOIRE

Effet collatéral de la météo, le prix de la gariguette chute de 20 %

Arrivées tardivement, les fraises se multiplient enfin sur les étals pour le plus grand plaisir des consommateurs. Avec un des printemps les plus pluvieux depuis 2008, les fraises ont mis du temps à rougir. Xavier Masse, président de l'Association des producteurs de fraises de France souligne sur France Bleu *«un afflux de production»* grâce au retour du soleil et des températures douces *«depuis dix jours»*. Cela ne ravit pas les producteurs, qui redoutent une forte baisse des prix et la concurrence d'autres fruits comme les abricots, les nectarines ou les pêches produites à l'étranger, vendues moins cher aux consommateurs. *«En France, nous avons des charges de plus en plus lourdes sur les exploitations, notamment en termes de main-d'œuvre. Nous risquons de descendre en dessous de nos coûts de production»*, déplore Jérôme Jury, arboriculteur à Saint-Prim dans l'Isère.
La gariguette, fraise française par excellence, a déjà vu ses prix baisser de 20 % en moyenne. Pour écouler leurs stocks, les professionnels ont lancé le 6 juin dernier *«un appel urgent à la grande et moyenne surface pour qu'elle laisse de la place aux fraises françaises dans les magasins»*. *«On aimerait que le consommateur ne se détourne pas trop de notre produit et que la grande distribution joue le jeu des produits de saison et français»*, souligne Xavier Masse. Quant à la qualité, les professionnels assurent que ce retard ne joue pas sur le goût des fraises. *«90 % de celles produites en France le sont sous serre, donc elles n'ont pas souffert de la pluie»*, affirme Jérôme Jury. *«Les producteurs français cherchent le gustatif, pas le quantitatif»*, conclut l'arboriculteur. ■

EMMA CONFRÈRE

Blanchiment, terrorisme : comment les limiers du renseignement financier traquent les réseaux internationaux

FREDERIC BUKAJLO/SIPA PRESS VIA TRACFIN

Julie Ruiz Perez

Le gotha mondial des experts de la lutte contre le crime organisé et les fraudes tentaculaires était réuni à Paris la semaine dernière, sous la houlette de Tracfin. « Le Figaro » s'est glissé dans les coulisses de ce sommet ultrasensible.

«De bien des manières, *à notre échelle, nous sommes comparables aux Nations unies*», plaisante une experte du renseignement financier d'Europe centrale. De loin, en effet, le sommet international contre le blanchiment d'argent, réuni la semaine dernière à Paris, ressemble à l'image que l'on se fait des grands rassemblements diplomatiques. Dans les salons de réception, sous les hauts plafonds, des experts en tenue formelle, venus des quatre coins du monde, partagent des petits fours en devisant poliment dans un anglais teinté de tous les accents imaginables. Parmi lesquels, celui typiquement français du ministre délégué au Budget, Thomas Cazenave qui, plus habitué aux couloirs de Bercy qu'aux colloques internationaux, a pris la précaution de se faire écrire en phonétique certains mots dans son discours de bienvenue de la 30e session plénière du groupe Egmont, le réseau international des cellules de renseignement financier. « *Je veux saluer l'engagement de chacune de vos cellules de renseignement financier et celui de vos équipes qui, dans vos pays respectifs, travaillent ensemble dans l'intérêt général* », lance-t-il à l'assemblée enthousiaste.

Malgré l'atmosphère joviale, certains indices trahissent toutefois le caractère « *sensible* » et « *confidentiel* » des informations qui s'échangent entre les participants. « *Attention, seuls les porteurs d'un badge noir* (les participants les plus hauts gradés) *peuvent accéder au sous-sol cet après-midi* », indique une chargée de l'organisation à un de ses collègues. « *Certains participants ne souhaitent pas qu'on puisse les reconnaître sur les photos* », souffle un membre de l'équipe. « *Merci de ne pas partager sur les réseaux sociaux des éléments qui pourraient permettre de deviner la localisation de cet événement* », prévient même la présidente du groupe, la Polonaise Elzbieta Frankow-Jaskiewicz, pour conclure son premier discours. Les participants n'ont en effet pas intérêt à ce que cette information tombe entre de mauvaises mains.

Car les 400 participants au sommet ont de nombreux ennemis, parfois puissants, puisqu'ils s'opposent au quotidien aux réseaux de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. Le groupe Egmont - créé en 1995 dans le palais bruxellois éponyme - a pour but de renforcer la coopération entre les cellules de renseignement financier des pays membres (170 environ) et de partager les savoir-faire des différents services, dans un domaine où les réseaux internationaux sont cruciaux - car les montages financiers des criminels sont bien souvent, eux aussi, multinationaux. La réunion plénière annuelle est ainsi le moment « *le plus important de l'année* » pour le groupe Egmont, selon sa présidente. Cet événement s'étale sur une semaine et est organisé par un des membres sur la base du volontariat. Cette année - pour la première fois - le groupe Egmont se réunissait à Paris sous la houlette de la cellule de renseignement financier française : Tracfin.

Pour organiser cet événement ultrasécurisé, le service français composé de près de 200 agents s'est mobilisé « *pendant un an* ». « *Il faut trouver un lieu adapté, gérer la logistique, préparer les interventions, éviter à tout prix les faux pas diplomatiques. Mais c'est un événement unique dans une carrière* », sourit un membre de l'équipe à la manœuvre. Tous « types » de pays sont en effet représentés, y compris ceux dont on pourrait croire qu'ils ne mettent pas la coopération financière internationale au cœur de leurs préoccupations - comme certains paradis fiscaux -, ce qui peut créer des tensions. La géopolitique impacte d'ailleurs la liste des invités puisque la Russie - récemment suspendue du groupe à la suite de la guerre en Ukraine - n'était pas conviée, pendant que la délégation ukrainienne multipliait les signatures d'accords bilatéraux avec ses homologues notamment européens. La Chine, quant à elle, n'était pas représentée (le pays n'est pas membre du groupe Egmont) mais, en revanche, les délégations taïwanaises et hongkongaises étaient bien au rendez-vous.

> **« Cela fait déjà dix ans que, grâce aux outils d'intelligence artificielle, un criminel peut se rendre sur le dark web et demander : "Comment puis-je blanchir facilement telle somme d'argent" »**
>
> **Un participant au sommet**

Au programme de tout ce grand monde, des ateliers pratiques, des discussions régionales, des réunions thématiques… Afin de se tenir toujours à la pointe des technologies de lutte contre le blanchiment d'argent et de repérer les enjeux émergents. « *Dans notre métier, il est vital de toujours continuer de progresser car, en face, les criminels trouvent sans cesse de nouveaux moyens*, analyse un participant. *Cela fait déjà dix ans que, grâce aux outils d'intelligence artificielle, un criminel peut se rendre sur le dark web et demander : "Comment puis-je blanchir facilement telle somme d'argent".* » Chaque nouvelle technologie - les cryptomonnaies, les NFT, ou encore les plateformes dites métavers - peut offrir de nouvelles opportunités aux criminels pour blanchir leurs gains ou financer leurs activités. « *Certains réseaux criminels ont de véritables services de recherche et développement sur les questions financières*, décrypte un expert des actifs virtuels. *Alors que les cryptomonnaies étaient encore un sujet ultra-confidentiel, un document quasi universitaire qui vantait les mérites des cryptomonnaies pour financer les activités terroristes a été mis en circulation par un réseau.* »

Justement, deux des trois grands thèmes de la session visent à affûter les griffes des cellules du renseignement financier dans cet éternel jeu du « *chat et de la souris* ». « *Le but de cette plénière est aussi de discuter sur ce que seront les cellules de renseignement financier de demain, que ce soit dans le développement des savoir-faire et des outils numériques ou, plus simplement, dans les compétences avec un volet ressources humaines* », analyse une de ses cadres. À mesure que les savoir-faire nécessaires pour traquer les activités financières des criminels deviennent de plus en plus spécifiques, les cellules de recrutement se retrouvent en concurrence avec le secteur privé qui, souvent, peut offrir de meilleurs salaires. Pire encore, « *lorsqu'un petit génie émerge, il est repéré par les réseaux criminels et il a le choix entre agir pour les forces du bien pour un salaire limité ou pour le camp d'en face qui a des fonds quasi illimités* », explique un participant.

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

> « Je souhaite que le groupe Egmont, en matière de lutte contre la criminalité de stupéfiants, en matière d'échanges d'informations, en matière de délai sur ces échanges d'informations et de transparence, aille beaucoup, beaucoup, beaucoup plus loin »
>
> **Bruno Le Maire**
> Ministre de l'Économie

Au-delà des questions technologiques, le groupe Egmont a aussi souhaité mettre en lumière un type de criminalité vieux comme le monde, mais qui prend de plus en plus d'ampleur. Les crimes environnementaux (braconnage, déforestation, trafic d'animaux exotiques) ont ainsi fait l'objet d'un atelier pratique afin de sensibiliser les délégations. Car cet enjeu, « *parfois mis de côté par rapport à d'autres sujets comme la lutte contre le narcotrafic* », est en croissance forte, avec des sommes d'argent brassées en hausse, des liens accrus avec les autres réseaux de criminalité et avec le financement du terrorisme. Présentation de cas concrets - comme le démantèlement d'un point de trafic de serpents exotiques en Suède -, bonnes pratiques, conseils, contacts se succèdent… Vu des grands amphithéâtres, l'événement peut aussi ressembler à un cycle de formation.

Le plus important, néanmoins, reste les secrets échangés dans les couloirs, les dîners, les cafés voisins ou dans les petites salles du dernier étage du bâtiment mises à disposition pour « les bilatérales ». Sur les portes, on peut voir que la salle est réservée pour un créneau horaire mais le nom des participants reste masqué. « *Simplement savoir que telle cellule de tel pays a parlé à telle autre peut être une information sensible* », souffle une organisatrice. Les bilatérales, en effet, sont des entretiens en tête à tête qui permettent à une cellule d'échanger avec une autre cellule sur une affaire en cours. En clair, « *on peut aller voir tel ou tel homologue pour débloquer une situation et se faire transmettre des informations pour avancer sur un cas concret* », décrypte le responsable d'une cellule de renseignement, avec en tête une liste de « cas concrets » sur lesquels il était bien décidé à avancer pendant l'événement.

Si, cette semaine, certains directeurs de cellules avaient certainement progressé sur des dossiers sensibles, l'événement a échoué à atteindre un de ses objectifs plus généraux. « *La session devait aussi être l'occasion de trouver un accord entre les cellules membres du groupe pour fixer des délais de réponses plus courts pour les échanges d'informations*, décrypte un participant. *Mais, il est encore trop tôt, certains ne sont pas encore prêts. Au moins, nous avons pu ouvrir les discussions.* » Bruno Le Maire, qui a prononcé un discours offensif devant les délégations, jugeait quant à lui plus sévèrement ce revers. « *Je vous le dis très clairement, nous ne sommes pas là où nous devrions être.* » « *Nous ne sommes pas là pour nous rassembler de manière sympathique, nous sommes là pour prendre des décisions fermes* », a fustigé le ministre de l'Économie, provoquant au passage quelques réactions interloquées dans l'assistance. « *Je souhaite que le groupe Egmont, en matière de lutte contre la criminalité de stupéfiants, en matière d'échanges d'informations, en matière de délai sur ces échanges d'informations et de transparence, aille beaucoup, beaucoup, beaucoup plus loin* », a-t-il insisté. « *C'est un discours un peu surprenant de la part du ministre français car nous sommes une organisation qui fonctionne au consensus*, commentait à la sortie un des participants. *Mais il faut relativiser. Le temps de la politique n'est pas forcément le même que le temps de la diplomatie.* » Décidément, de bien des manières, le groupe Egmont ressemble effectivement aux Nations unies. ■

Les câbles à haute tension sous-marins, le jackpot de Nexans

Emmanuel Egloff

Le groupe français vient d'inaugurer une extension de son usine norvégienne de Halden. Un investissement de 290 millions d'euros qui permet de doubler la capacité de production de ce site dans un secteur en plein boum.

Un seul câble fabriqué à l'usine d'Halden peut mesurer 150 kilomètres de longueur et peser 10 000 tonnes. NEXANS

Les deux hautes tours en béton dépourvues de fenêtres dominent largement le paysage. La plus haute, qui culmine à près de 153 mètres, est tout simplement le bâtiment le plus haut de toute la Norvège. Aux pieds des tours s'étendent plusieurs bâtiments industriels. L'usine est entourée d'un côté par de larges étendues d'épineux et de l'autre par un fjord qui rejoint la mer quelques kilomètres plus loin. Un quai permettant d'accueillir des grands navires est accolé au site. Cette usine, qui appartient au groupe français Nexans, se trouve à Halden, à la frontière entre la Norvège et la Suède, à une centaine de kilomètres au sud d'Oslo. Et elle a bénéficié, au cours des trois dernières années, d'une grosse rénovation. La plus haute des deux tours vient tout juste d'être construite.

Cette tour d'extrusion est un élément fondamental dans la fabrication des énormes câbles haute tension dont Nexans est un spécialiste. L'extrusion permet d'entourer la partie métallique et conductrice du câble d'un isolant en polyéthylène réticulé. La qualité de l'isolant est stratégique pour garantir la longévité du câble. L'usine de Halden est plus particulièrement spécialisée dans les câbles haute tension sous-marins. Il s'agit de véritables monstres puisqu'un seul câble peut mesurer 150 kilomètres de longueur et peser 10 000 tonnes, ce qui est équivalent au poids de la tour Eiffel! Ces câbles sont posés au fond des mers par des bateaux très particuliers qui peuvent embarquer un de ces câbles géants de 10 000 tonnes. Nexans se charge également de cette partie hautement technique puisqu'il possède deux navires câbliers.

> **« Nous doublons la capacité de production et étendons notre compétence technique avec deux nouveaux câbles pour le courant continu de 525 kV et alternatif de 425 kV »**
>
> **Vincent Dessale**
> Directeur des opérations de Nexans

Le groupe français accorde un soin particulier à son usine norvégienne. Jeudi dernier, il y a réuni plusieurs dizaines de personnes – cadres de haut rang, clients, investisseurs et représentants des autorités norvégiennes – pour inaugurer cette extension de 34 000 m². *« Nous doublons la capacité de production et étendons notre compétence technique avec deux nouveaux câbles pour le courant continu de 525 kV et alternatif de 425 kV »*, se félicite Vincent Dessale, le directeur des opérations de Nexans. Le groupe français a mis beaucoup d'argent sur cette opération, puisque le coût de l'extension atteint 290 millions d'euros. D'autant qu'il investit encore plus d'argent sur cette activité haute tension puisqu'il a passé commande – pour 300 millions d'euros – d'un nouveau navire câblier qui doit être opérationnel en 2026. La division énergie et transmission, qui concerne les câbles haute tension, a affiché un chiffre d'affaires de 870 millions d'euros l'année dernière, ce qui ne représente que 13 % de l'activité du groupe. Mais elle est entrée dans un « super-cycle » qui justifie ces dépenses. Pour preuve, l'usine de Halden affiche déjà un carnet de commandes de plus de 6 milliards d'euros!

Le marché des câbles haute tension est soutenu par deux grandes tendances positives. D'abord le développement des énergies renouvelables, notamment le solaire et l'éolien, qui nécessitent d'être raccordées au réseau électrique. Et ce raccordement se fait forcément par des câbles. À l'inauguration de l'extension de l'usine de Halden, des représentants de l'espagnol Iberdrola et du danois Orsted, des acteurs majeurs du développement des énergies renouvelables, étaient ainsi présents. Second levier de croissance, le développement des réseaux et, plus encore, celui des interconnexions entre les différents pays. Ce besoin est lié à l'électrification croissante de la société, que cela soit le développement exponentiel des data centers ou la décarbonation de l'industrie qui passe par plus d'électricité, mais également un recours accru aux énergies renouvelables. Comme elles sont intermittentes, il faut plus d'interconnexions pour équilibrer les réseaux. Nexans en profite avec le contrat gagné dans le cadre de la liaison entre la France et l'Irlande, qui doit être réalisée d'ici à 2027. Un immense câble de 500 kilomètres doit permettre d'évacuer l'électricité produite par les éoliennes quand la demande irlandaise sera forte et d'alimenter les data centers en construction en grand nombre via la France quand le vent fera défaut.

Tout concourt donc à une envolée de la demande de câbles. En réalité, c'est déjà le cas. *« En 2019, les trois câbliers européens – Nexans, l'italien Prysmian et le danois NKT – affichaient un carnet de commandes global de 5 milliards d'euros*, analyse Christopher Guérin, le directeur général de Nexans. *Aujourd'hui, il atteint 33 milliards d'euros. Dans le même temps, les capacités de production ont seulement doublé. Ce qui veut dire que les carnets se sont considérablement allongés. »* Les opérateurs qui souhaitent passer des commandes aujourd'hui ne peuvent pas s'attendre à être livrés avant 2028 ou même 2030.

Dans cet environnement où *« la demande est colossale »*, selon les mots de Christopher Guérin, Nexans a fait des choix stratégiques forts. *« Dans la haute tension, notre offre est limitée car nous nous sommes spécialisés dans l'offshore, que cela soit le raccordement des éoliennes en mer ou les interconnexions »*, précise Christopher Guérin. C'est ce qui explique que son carnet de commandes, à 7 milliards d'euros tout de même, soit moins important que celui de ses deux concurrents. Outre Halden, qui est – et de loin – sa principale usine dans cette activité, Nexans possède également un site aux États-Unis et un autre au Japon. Ce choix de se focaliser sur les activités marines s'explique par la volonté d'aller chercher plus de valeur ajoutée et de compétences. Poser des câbles sous-marins en demande en effet beaucoup.

Dans le domaine offshore, Nexans ne se contente pas de proposer du simple câble mais dispose d'une palette de services étendus. Il y a la pose des câbles, grâce à ses bateaux évidemment, mais également leur entretien sur le temps long. C'est cette vision de long terme que met en avant la société française. Dans le contexte de marché actuel, c'est elle qui choisit ses clients. À Halden, des représentants de RTE et Tennet, les gestionnaires de réseaux français et allemand, sont ainsi venus dire tout le bien qu'ils pensaient du câblier français. ■

En Argentine, la thérapie de choc de Milei n'a pas encore produit de miracle économique

Fabien Palem

Le président antisystème s'est félicité des premiers résultats sur l'inflation et le déficit public. La potion est amère pour les Argentins, qui subissent la récession et dont plus de la moitié est plongée dans la pauvreté.

«*Si les gens ne pouvaient pas joindre les deux bouts, ils seraient en train de mourir dans la rue.* » Lancée à la sortie d'un salon agricole, fin mai, cette déclaration du président argentin Javier Milei a choqué beaucoup de monde dans son pays. D'autant que ce dérapage intervenait au beau milieu d'une polémique autour de la distribution d'aliments aux soupes populaires. Faisant fi de l'urgence alimentaire des plus démunis, le ministère du Capital humain, conglomérat de trois ministères fusionnés pour motifs budgétaires, retenait quelque 6 000 tonnes d'aliments dans de grands hangars.

Tandis que le lait en poudre menaçait de périmer, la discussion politique tournait autour de la supposée corruption du réseau de distribution des denrées, du temps de l'administration péroniste. Sommé par la justice de distribuer ces aliments, le gouvernement a aussi été interpellé par l'archevêque de Buenos Aires. Depuis l'estrade de la cathédrale métropolitaine, face à Javier Milei et à l'ensemble des membres de son gouvernement, l'archevêque Garcia Cuerva a déclaré : *« Notre peuple est en train de fournir un très gros effort, nous ne pouvons pas regarder ailleurs. Il faut accompagner cet énorme effort avec des actes et pas seulement avec des mots. »* Lors de son homélie, le 25 mai, jour de la fête nationale, l'ecclésiastique a ainsi appelé de ses vœux la formation d'une *« alliance sociale en faveur de l'espoir, inclusive et non idéologique »*.

Invités à dépasser les clivages idéologiques, ce qui équivaudrait à un miracle, les Argentins constatent l'urgence sociale alors que la pauvreté touche 55,5 % de la population - contre 44,7 % fin 2023 - d'après la dernière étude de l'Université catholique argentine (UCA). L'OCDE table cette année sur une baisse du PIB de 3,3 %, avant une reprise de 2,7 % en 2025. Pour l'heure, la récession, profonde, touche de nombreux secteurs. Le textile, l'électronique ou encore les industries lourdes (métallurgie, machinerie agricole…) en premier lieu. La fondation Pro Tejer, spécialisée dans l'analyse industrielle, évalue à 42 % la part des entreprises ayant eu recours au licenciement, depuis fin 2023.

Six mois après son arrivée au pouvoir, Milei conserve une cote de popularité de 45-50 %, malgré la thérapie de choc imposée. Pour la première fois de son histoire récente, un candidat promettant un ajustement budgétaire drastique a été élu. Las de la gestion péroniste, acculés par une inflation galopante, les Argentins ont accepté de se serrer la ceinture. Ils espèrent aujourd'hui ouvrir la page d'un nouveau chapitre, plus optimiste.

Selon Lorenzo Sigaut Gravina, *« la thérapie de choc agit sur l'économie comme la chimiothérapie sur un patient atteint de cancer »*. *« Dans un premier temps, la thérapie affecte négativement le patient. Elle le tue un peu plus*, poursuit cet économiste du think-tank Equilibra. *C'est la raison pour laquelle le gouvernement a dû changer son fusil d'épaule, pour commencer à prendre en charge l'aspect social. La phase de la thérapie de choc est terminée. »* Un constat qui n'est pas sans rappeler les avertissements du Fonds monétaire international. En mars dernier, le FMI félicitait le gouvernement de Milei pour ses premiers résultats sur l'assainissement budgétaire, tout en lui recommandant vivement, pour la deuxième fois en quelques mois, de renforcer l'aide sociale.

Désinflation, relative (1) stabilisation du peso (la monnaie nationale), excédent budgétaire… Les résultats macroéconomiques de la cure d'austérité sont là. À peine intronisé, Milei a appliqué le plan annoncé, dont la pierre angulaire était l'assainissement des comptes publics. Un grand coup de tronçonneuse qui s'est traduit en licenciements massifs dans le secteur public, mais aussi par l'augmentation subite des tarifs des services publics, la fin des chantiers publics ou encore la réduction des dotations aux provinces.

Le président argentin, Javier Milei, salue ses partisans lors de la commémoration du 214e anniversaire de la révolution de mai, le 25 mai, à Cordoba.

LEANDRO BUSTAMANTE GOMEZ/REUTERS

Dès janvier, le gouvernement annonçait en grande pompe avoir obtenu un excédent budgétaire, le premier depuis 2012. Une situation en trompe-l'œil - selon les spécialistes - puisque l'État s'est massivement endetté auprès de Cammesa, la compagnie nationale de distribution électrique. *« Ce n'est pas la première fois qu'un gouvernement s'endette auprès des entreprises fournissant l'énergie*, précise Julian Rojo, économiste spécialisé en planification énergétique. *La nouveauté, c'est la proposition faite par le gouvernement de solder la dette avec des bons du trésor, ce qui reviendrait à une décote. Autrement dit, si l'État assumait cette dette, il perdrait automatiquement sa victoire budgétaire. »*

> **« Comme tous ses prédécesseurs, le gouvernement Milei fait face à un besoin criant de dollars et croise les doigts pour que les stocks soient écoulés via les exportations »**
> **David Miazzo** Économiste

Selon Sigaut Gravina, *« le gouvernement se trouve face à un énorme dilemme : subventionner ou augmenter les tarifs »*. Un vrai casse-tête pour Milei, dont l'une des principales victoires réside dans le fait que l'inflation a cessé d'être le problème numéro un des Argentins. Un petit miracle qui ne saurait cacher les nouvelles inquiétudes de la classe moyenne, menacée d'appauvrissement. Selon une enquête réalisée par l'université de San Andrés, leurs premières préoccupations sont désormais les salaires (36 %) et la pauvreté (35 %), juste devant l'inflation (34 %).

En avril, la hausse des prix sur un an atteignait 289 %. Le mois suivant, l'Argentine se félicitait d'afficher une inflation mensuelle autour de 5 %, contre 8,8 % en avril. Si les chiffres restent préoccupants, les spécialistes s'accordent à dire que la désinflation a permis à une partie des salariés de récupérer un peu de leur pouvoir d'achat. *« La perte de pouvoir d'achat ne date pas de l'arrivée de Milei*, résume l'économiste David Miazzo. *Entre décembre 2017 et janvier 2024, les salariés ont perdu 40 %. La tendance a commencé à s'inverser depuis avril, mais à un rythme très lent car les revenus sont affectés par l'augmentation des dépenses obligatoires (électricité, gaz, transports…). »* Des secteurs comme l'immobilier, la construction et l'automobile pourraient profiter de l'embellie économique. Le robinet des crédits s'ouvre à nouveau qui va permettre à la population d'accéder à la propriété.

À Buenos Aires, si les plus optimistes veulent croire à un rebond imminent de l'activité, la plupart parient plutôt sur une récupération lente, dans un contexte politique incertain. La légitimité du président Milei, acquise grâce à sa large victoire au second tour de l'élection, contraste avec la faible marge de manœuvre législative de sa force politique, La liberté avance (LLA), hyperminoritaire, tant à la Chambre basse (15 % des députés) qu'à la Chambre haute (9 % des sénateurs). Les élections de mi-mandat, prévues pour fin 2025, seront déterminantes.

Pour que le moteur démarre, il faudrait notamment que les devises affluent. Chaque année, à l'automne (période actuelle dans l'hémisphère sud), les regards se tournent vers le secteur agro, premier pourvoyeur de dollars du pays. *« Comme tous ses prédécesseurs, le gouvernement Milei fait face à un besoin criant de dollars et croise les doigts pour que les stocks soient écoulés via les exportations »*, résume David Miazzo, spécialiste de l'agrobusiness, qui signale que le gros des opérations se déroule cette année avec du retard, en raison de pluies tardives qui ont décalé la récolte. En dépit de tarifs internationaux à la baisse, Miazzo reste optimiste quant à cet afflux de dollars : *« Tôt ou tard, ces devises vont finir par arriver, contrairement à l'année dernière, qui fut marquée par une terrible sécheresse et donc une très mauvaise récolte. »*

Pendant qu'une majorité de la population tire le diable par la queue, Milei joue au VRP de son pays auprès des plus célèbres entrepreneurs de la planète. Elon Musk, Mark Zuckerberg, ou encore Sam Altman ont tous eu droit à leur selfie avec le président argentin. Le patron de Tesla fut l'un des rares à appeler à investir en Argentine. Sans pour autant avoir annoncé le moindre investissement dans le pays sud-américain. *« Elon Musk n'a pas encore bougé le petit doigt, c'est vrai… Et il a raison !*, rétorque Tomas Porchetto, à peine 24 ans et déjà "serial entrepreneur" argentin, spécialisé dans la tech. *L'Argentine a encore beaucoup à démontrer avant d'attirer massivement les investissements étrangers. Ça reste un pays anormal ! »*

> **« L'Argentine dispose d'un capital humain formidable. Une grande partie de la population présente un niveau de formation élevé, notamment dans les secteurs liés aux nouvelles technologies »**
> **Tomas Porchetto** Un jeune entrepreneur

Convaincu que Milei fera tout pour les attirer, surtout en leur garantissant une sécurité juridique qui fait défaut, le jeune entrepreneur vante le potentiel de son pays pour accueillir un pôle de production technologique. *« L'Argentine dispose d'un capital humain formidable. Une grande partie de la population présente un niveau de formation élevé, notamment dans les secteurs liés aux nouvelles technologies. De plus, la situation du pays pousse les gens à se réinventer constamment, à entreprendre. Le salariat n'offre aucune promesse de progrès. Pour l'heure, sur le plan macro, la priorité est de restaurer la confiance dans le pays. »*

Après s'être ouverte tous azimuts aux investissements étrangers, durant les années 1990, la décennie du président Carlos Menem, l'Argentine s'était ensuite repliée sur elle-même, pour sombrer dans la crise sociale et économique, éclatée en décembre 2001. Un traumatisme jamais vraiment dépassé. Buenos Aires avait confirmé son statut de terrain hostile aux capitaux étrangers avec l'instauration, en 2012, par l'ex-présidente péroniste Cristina Fernandez de Kirchner, d'un contrôle des capitaux (le « Cepo » en espagnol) pour limiter les sorties de devises.

Aujourd'hui, un outil juridique concentre toutes les espoirs d'ouverture : le régime d'incitations aux grands investissements (Rigi, en espagnol). Il s'agit de politiques fiscales et douanières avantageuses pour une période de trente ans ciblées sur des secteurs clés : mines, pétrole, gaz, agrobusiness. Il ne fait pas l'unanimité, les opposants s'inquiétant de ressources naturelles passées aux mains d'entreprises internationales sans bénéfice suffisant pour le pays. *« Le Rigi permettrait de mettre fin à l'absence de stabilité juridique*, affirme Sigaut Gravina, favorable à son adoption. *Il faudra encore lever le contrôle des capitaux. Sans cela, il y aura toujours une bonne raison pour ne pas avoir confiance dans l'Argentine. »*

Est-ce suffisant pour tourner la page des deux décennies d'insécurité juridique et instaurer un climat propice aux affaires ? Le précédent du gouvernement du libéral Mauricio Macri (2015-2019) en fait douter plus d'un. *« L'arrivée de Macri avait fait souffler un vent d'optimisme. Il y avait eu beaucoup de déclarations d'intention, mais bien peu d'engagements réels*, tranche Alain Petitjean, consultant en hydrocarbure, ancien dirigeant régional de Total et présent depuis 1997 dans le pays. *Après ce qui s'est passé en 2001, il sera très difficile de faire revenir les gros investisseurs qui sont partis. L'Argentine n'a pas respecté à l'époque les traités de protection des investissements… Ça laisse des traces ! »* ■

(1) Le 4 juin, les taux de change parallèles du dollar (blue, financiers, etc.) viennent de battre un nouveau record, autour de 1 300 pesos contre un taux officiel de 876,50 pesos.

Marie Bartnik

Les ventes de ce complément alimentaire, qui a d'abord rencontré du succès aux États-Unis, explosent.

La nouvelle mode du collagène dans les pharmacies

FRANCESCORIDOLFI.COM / RIDO - STOCK.ADOBE.COM ; BYOCITE; GRANIONS ; VITAL PROTEINS

« *Pendant longtemps, les acheteurs de nos compléments alimentaires à base de collagène étaient principalement chinois. Mais, depuis l'essor des produits en poudre, les Français s'y sont mis aussi, et les ventes explosent depuis quelques mois* », constate cette pharmacienne du 9e arrondissement de Paris.

Le collagène ne se limite plus aux injections pratiquées dans un but essentiellement esthétique. Toute une offre de collagène à prendre sous forme de comprimés et de poudre à diluer s'est développée ces dernières années en pharmacie, et rencontre un succès croissant.

Il ne s'agit encore que d'un tout petit marché de 60 millions d'euros par an en pharmacie, quand celui des compléments alimentaires atteint 1,6 milliard d'euros. Mais il se développe à vitesse grand V, représentant même la catégorie en croissance la plus forte ces derniers mois, tous compléments alimentaires confondus. Entre les quatre premiers mois de l'année 2023 et les quatre premiers mois de 2024, les ventes ont crû de 72 % selon le Gers, qui analyse les ventes dans les officines.

« Les rares essais cliniques que l'on peut dénicher, sur les douleurs d'arthrose par exemple, sont mal conduits, sur un trop petit nombre de patients, sans comparer les résultats du collagène à ceux d'un placebo »

UFC-Que choisir

La promesse du collagène à avaler n'est plus seulement esthétique. « *Il s'agit de la protéine la plus présente dans le corps humain. Elle est souvent associée à la santé des ongles, des cheveux et de la peau, mais elle est aussi présente dans les muscles et les articulations*, souligne Frédéric Tendron, directeur général de Nestlé Health Science France et numéro trois de ce marché avec sa marque Vital Proteins. *Or nous commençons à en synthétiser moins à partir de 25 ans.* »

Le collagène a d'abord rencontré du succès auprès des Américains, avant de conquérir les Français. Il séduit une clientèle de tous âges, des sportifs aux personnes plus âgées espérant soulager leurs articulations. Le collagène représente encore moins de 10 % du chiffre d'affaires de Nestlé Health Science en France, aux côtés de produits destinés à lutter contre la dénutrition des personnes âgées ou malades, mais cette part « *va augmenter* ».

L'élargissement de l'offre a contribué à booster le marché. « *Les acteurs clés de ce secteur accélèrent leur pénétration en lançant de nouveaux produits et en investissant dans le marketing. C'est le cas d'Equilibre Attitude, le leader du marché avec sa marque Granions* », constate David Syr, directeur au sein du Gers. Nestlé Health Science a par exemple lancé du collagène en poudre, sans goût, à diluer au moment du petit déjeuner, tandis qu'Havea, numéro deux du marché avec sa marque Byocite, affirme proposer un collagène à base de coquilles d'œufs mieux absorbé.

Les réseaux sociaux font le reste. Sur Instagram ou TikTok, innombrables sont les influenceurs ou simples internautes qui recommandent d'ajouter la prise de collagène à leur routine quotidienne - même si le produit ne tient pas forcément ses promesses. « *Les rares essais cliniques que l'on peut dénicher, sur les douleurs d'arthrose par exemple, sont mal conduits, sur un trop petit nombre de patients, sans comparer les résultats du collagène à ceux d'un placebo (une règle méthodologique de base)* », relève l'association de consommateurs UFC-Que choisir. La croissance des ventes de collagène est l'une des facettes de l'engouement des Français pour les compléments alimentaires. Les ventes ont décollé depuis la pandémie, avec le désir des Français de prendre soin de leur santé - avant même de tomber malades. Les ventes ont encore progressé de 9 % entre 2022 et 2023.

« *Dans les années 2000, les compléments alimentaires étaient associés à la minceur, et se vendaient principalement en grande surface*, raconte Nicolas Brodetsky, directeur général d'Havea, l'un des leaders du secteur, qui réalise 200 millions d'euros de chiffre d'affaires en France. *Aujourd'hui, les produits minceur ne représentent plus que 4 % du marché, qui se déporte progressivement vers les pharmacies* ». Elles s'arrogent désormais 55 % du marché. Les probiotiques et les produits phyto à base de plantes y sont parmi les compléments alimentaires les plus vendus.

Malgré cette forte croissance, la France reste un marché prometteur. La prise de compléments alimentaires y est encore bien moins répandue qu'en Allemagne, en Italie, et surtout aux États-Unis, champions en la matière. « *Chaque pays a ses spécificités et ses acteurs nationaux, constate Nicolas Brodetsky. Les Italiens ne jurent par exemple que par les oméga 3, tandis que les Français préfèrent prendre du magnésium.* » En matière de compléments alimentaires comme en matière de cuisine, chacun ses goûts. ■

Entre les quatre premiers mois de l'année 2023 et les quatre premiers mois de 2024, les ventes de collagène ont crû de 72 % selon le Gers, qui analyse les ventes dans les officines.

La pulpe de betterave, un déchet de plus en plus convoité

Ivan Logvenoff

À la fois utile pour nourrir le bétail et pour alimenter les méthaniseurs, elle symbolise les dilemmes de la bioéconomie.

Déchet de l'industrie sucrière hier, la pulpe issue de betterave est devenue une ressource convoitée. À tel point que François Moreau, porte-parole du syndicat des éleveurs laitiers (FNPL, branche de la FNSEA), a dû trouver d'autres ressources pour nourrir ses bêtes. À la tête d'un élevage de 200 vaches à Prisches (Nord), il a remplacé 15 hectares de blé par du maïs pour produire plus d'ensilage pour son troupeau dès les premiers signaux d'alerte, en 2020. « *La coopérative nous a prévenus que ceux qui ne plantaient pas de betteraves ne seraient plus prioritaires pour la pulpe* », raconte François Moreau.

La pulpe est composée de morceaux de betterave râpée, les « cossettes », dont le sucre a été extrait à l'usine. Depuis le début de l'industrie sucrière, sous Napoléon Ier, cette matière est récupérée par les éleveurs pour nourrir les vaches. « *C'est un fourrage riche en énergie, qui stimule la production de lait et accélère l'engraissement*, détaille Benoît Rouillé, chef du service climat au sein de l'Institut de l'élevage (Idele). *Elle permet surtout de réduire la surface de l'exploitation dédiée aux bêtes.* » La ressource s'avère particulièrement précieuse pour les éleveurs des Hauts-de-France, qui peuvent réserver leurs terres à des cultures très rentables, comme la pomme de terre ou la betterave.

En 2017, un rapport de l'Idele estimait que les pulpes étaient utilisées à 90 % par l'élevage. « *Ce qui a changé, c'est la méthanisation. Des planteurs qui, avant, abandonnaient leur pulpe ont commencé à la récupérer pour leurs méthaniseurs* », explique Guillaume Wullens, président de la Confédération générale des betteraviers (CGB) du Nord-Pas-de-Calais. La transition a été rapide : les 1700 installations de méthanisation françaises (chiffres du ministère de la Transition écologique à fin 2023) absorbent maintenant 20 % de la pulpe produite.

La compétition est devenue d'autant plus rude que la surface de betteraves a réduit de 100 mégahectares (Mha) entre 2017 et 2024, pour atteindre 400 Mha. Entre une offre en baisse et une demande croissante, les prix ont réagi : le cours de la pulpe a augmenté de 30 % sur les cinq dernières années pour s'élever à 40 euros la tonne.

Les principales coopératives, Tereos et Cristal Union, ont utilisé les mêmes solutions pour gérer cette nouvelle compétition. D'abord en arrêtant la livraison de pulpe chez les éleveurs qui ne plantaient pas de betterave, puis en limitant la quantité accordée à chaque planteur au titre des « droits à pulpe ». Difficile aujourd'hui, pour un agriculteur déposant 600 tonnes de betteraves à l'usine, d'obtenir plus de 200 à 300 tonnes de pulpe, soit la consommation annuelle d'une centaine de vaches.

« C'est un fourrage riche en énergie, qui stimule la production de lait et accélère l'engraissement. Elle permet surtout de réduire la surface de l'exploitation dédiée aux bêtes »

Benoît Rouillé Chef du service climat au sein de l'Institut de l'élevage

Les élevages consomment avant tout des pulpes surpressées, matières lourdes dotées d'un taux d'humidité important, livrées dans un rayon d'une cinquantaine de kilomètres autour des usines. Mais une partie importante des pulpes est aussi déshydratée pour être transportée. Principal débouché : des usines d'alimentation animale qui peuvent à leur tour fournir des élevages en Bretagne ou en Pays de la Loire, loin du bassin sucrier.

Comme le souligne Pascal Hamon, directeur industriel au sein de Cristal Union, le séchage est cependant « *très consommateur en énergie* ». Avec un prix du gaz élevé, Cristal Union a donc diminué sur certains sites la part de pulpe déshydratée, pour maintenir le volume de pulpe surpressée.

Si la tension semble temporairement retombée, le débat est loin d'être clos. Au nom de l'autonomie en énergie, Cristal Union devrait inaugurer dans les prochains mois l'un des plus gros méthaniseurs de France sur son site de Fontaine-le-Dun (Seine-Maritime). Une installation développée en partenariat avec TotalEnergies, et qui sera alimentée par 70 000 tonnes de pulpe chaque année. Alors que les sucreries font partie des installations identifiées comme les plus émissives du pays en matière de gaz à effet de serre, la coopérative envisage également, d'ici à 2030, d'utiliser la pulpe en combustion pour chauffer ses usines.

Déjà utilisée par l'industrie de la chimie, du papier ou même du béton, la pulpe pourrait demain trouver de nouvelles applications industrielles. Autant de demandes qui pourraient forcer d'autres éleveurs à retourner leurs prairies et surfaces en blé d'hiver pour semer du maïs ou à importer plus de tourteaux de soja.

Une étude a été lancée au sein de la Coopération agricole pour mieux comprendre les conséquences de ces nouveaux usages. En attendant ses conclusions, Emmanuel Eick, président d'une coopérative laitière du Nord, invite à « *faire attention* ». « *Nos élevages laitiers doivent se décarboner, et ils n'y arriveront pas s'ils doivent remplacer les coproduits par des matières importées* », alerte le producteur. ■

Olivier Colleau : « Nous luttons contre les stéréotypes »

Frédéric de Monicault

Le PDG du groupe de location de matériel Kiloutou analyse les enjeux d'une société en croissance dans un secteur encore très masculin.

Kiloutou, qui emploie aujourd'hui 7 000 personnes dans sept pays, a été fondé en 1980, par Franky Mulliez au sein de la galaxie familiale, qui a aussi vu naître Auchan, Boulanger ou Kiabi. La société de location de matériel de BTP a été rachetée en 2005 par les fonds d'investissement Sagard et PAI. En 2017, ils ont passé le flambeau au fonds HLD et au holding Dentressangle en 2017. Le directeur général, Olivier Colleau, est entré dans le groupe en 2009.

LE FIGARO. – En 2022, Kiloutou a franchi la barre du milliard d'euros de chiffre d'affaires. Avez-vous célébré l'événement ?

OLIVIER COLLEAU. – Bien sûr, même si c'est déjà presque de l'histoire ancienne puisque notre chiffre d'affaires s'est élevé à 1,2 milliard d'euros en 2023. Chaque année, nous organisons en France une grande convention avec environ 700 de nos responsables. Je me souviens avoir annoncé cette bonne nouvelle sur scène. C'est amusant : je me souviens aussi d'une réunion en 2011 ; j'étais alors directeur des opérations et nous avions évoqué le cap du milliard d'euros à l'horizon de dix ans.

Cette progression a été étayée par des acquisitions à l'étranger. Quelle stratégie prévaut en matière d'intégration ?

En 2022, nous avons pris le contrôle de deux sociétés, numéro un respectivement au Danemark et au Portugal. L'idéal, c'est de pouvoir garder le management en place. Nous sommes un métier de services où la connaissance du tissu local est essentielle. Ce n'est pas toujours possible : parfois, nous succédons à un actionnaire qui souhaite prendre du champ. Quant à la marque, nous sommes, là aussi, pragmatiques : si cette dernière bénéficie d'une forte notoriété, nous préférons la conserver.

Comment les équipes se mettent-elles au diapason de cette croissance à un rythme soutenu ?

Une telle dynamique est motivante et les équipes en tirent de la fierté. Gare effectivement à la surchauffe, même si ce type de risque est mieux accepté qu'une activité qui serait atone. Nous anticipons : cette année, nous devrions recruter pas moins d'un millier de personnes, dont un tiers de techniciens et un volume équivalent pour les commerciaux.

Kiloutou repose sur un réseau d'agences. Cette dissémination ne complique-t-elle pas la constitution d'une culture d'entreprise ?

Nous nous appuyons sur 600 agences, dont 450 en France. Les conventions que j'ai évoquées sont un moyen de cimenter notre identité commune. Au quotidien, nous partageons aussi la plupart des process. Enfin, l'avantage d'un réseau est que l'on peut exercer un même métier dans plusieurs endroits. Au fil de nos acquisitions, il arrive régulièrement que nos salariés aient envie de replonger dans leurs racines, dans tel ou tel pays. Nous encourageons la mobilité géographique, qui favorise le sentiment d'appartenance à un même terreau.

« J'ai passé dix ans dans le conseil. Cela m'a permis de découvrir beaucoup de choses : un grand nombre de secteurs, les stratégies de croissance, les organisations… », explique Olivier Colleau.

Le numérique fait-il évoluer votre activité ?

Nous n'exerçons pas un métier où le digital constitue un facteur disruptif. Cependant, il est très utile pour fluidifier les opérations de location. Nous l'abordons comme une extension du parcours traditionnel en agence. Notre activité de services nous met au contact direct du client ; nous lui livrons les machines dont il a besoin et nous sommes souvent chargés d'en assurer la maintenance.

Vous affichez des objectifs ambitieux en matière de développement durable ?

Il faut savoir que les matériels représentent 20 % des émissions de CO_2 sur les chantiers. Nous avons clairement un rôle à jouer. Que ce soit en proposant à nos clients des matériels bas carbone grâce à notre gamme iMPAKT. Mais également en accompagnant la transition de la filière. Lancée il y a trois ans, notre initiative des Rencontres du matériel durable vient de déboucher sur la création d'une communauté réunissant dix industriels de renom. Fabricants, loueurs, utilisateurs, nous avançons désormais ensemble pour lever les freins technologiques et économiques de notre écosystème.

Votre comité de direction de huit personnes n'accueille aucune femme…

La question est évidemment sur la table. Sur ce plan-là, le secteur est très en retard et notre entreprise peut faire mieux : Kiloutou compte seulement 18 % de femmes parmi ses effectifs, dans un secteur, il est vrai, peu féminisé. Nous menons des efforts pour lutter contre les stéréotypes : journées d'immersion de collégiennes, formations de leadership réservées aux femmes de l'entreprise, sensibilisation de l'encadrement aux sujets de discrimination.

Vous dirigez Kiloutou depuis 2017, l'année où le fonds d'investissement HLD et le holding familial Dentressangle sont entrés au capital. Comment se passe la relation avec ces deux actionnaires ?

La transition à la tête de l'entreprise s'est effectuée en douceur. Je travaillais depuis plusieurs années aux côtés de Xavier du Boÿs, qui est devenu président non exécutif et qui l'est toujours. Cela fait plus de vingt ans que nous collaborons avec des partenaires financiers. Ce modèle nous convient très bien : notre croissance soutenue réclame des capitaux. À l'international, dans les pays où les fonds sont implantés, il s'agit également d'un appui précieux.

Dans quels domaines, avez-vous imprimé votre marque avec le plus de relief ?

Notre activité à l'international pèse désormais 37 % du chiffre d'affaires, contre 10 % lors de ma prise de fonction en tant que président exécutif début 2018. Nous avons sensiblement accéléré dans ce domaine, avec une direction dédiée. En matière de croissance durable, nous avons également franchi un cap, avec des objectifs ambitieux à la clé.

Vous avez commencé votre carrière dans le conseil. Est-ce la bonne voie pour découvrir la réalité des entreprises ?

J'ai passé dix ans dans le conseil. Cela m'a permis de découvrir beaucoup de choses : un grand nombre de secteurs, les stratégies de croissance, les organisations, les réorganisations… Est arrivée une période, où, à l'âge de 35 ans, j'ai souhaité bouger. Avec pour moteur la perspective de responsabilités managériales et plus opérationnelles. Mais je ne regrette en rien les années de conseil ! ■

CONFIDENCES

COMBIEN DE PERSONNES TUTOYEZ-VOUS DANS L'ENTREPRISE ?

Toutes, et c'est réciproque. Le tutoiement est dans l'ADN de Kiloutou.

QUELLE AUTRE ENTREPRISE QUE LA VÔTRE ADMIREZ-VOUS ?

La Camif : l'histoire magnifique d'une entreprise qui a failli mourir. Elle a su renaître de ses cendres, en se réinventant et en devenant la pionnière des entreprises à mission.

UNE DEVISE ?

« 100 % des gagnants ont tenté leur chance ! »

LE TALK Décideurs

Retrouvez, du lundi au vendredi, LE « TALK DÉCIDEURS ».

Aujourd'hui : Stéphane Grand-Clément, fondateur de NUS

En vidéo sur lefigaro.fr/decideurs

UNE HEURE DANS LE BUREAU DE…

PAR **QUENTIN PÉRINEL**

Frédéric Bedin : « Ici, personne n'est assigné à résidence »

Paris, 2e arrondissement, à deux pas de la Bourse. Accolé à la chambre de commerce et d'industrie de la ville, l'immeuble du groupe de conseil en communication Hopscotch se dresse, avec ses multiples terrasses aux 4e, 5e, et 6e étages. Nous sommes à l'angle de plusieurs petites rues du quartier – central et très tendance – du Sentier, avec ses restaurants, ses bars… et ses bureaux. Un lieu d'émulation permanente. Aujourd'hui, c'est « le » quartier parisien dans lequel il faut être si l'on veut espérer, selon l'expression consacrée, « attirer les talents ».

En 2016, lorsque les équipes ont quitté leurs bureaux de Levallois-Perret pour s'installer ici, le quartier n'était pas encore aussi huppé. Dix ans plus tôt, en 2006, c'était même le contraire ! Quand Frédéric Bedin, le cofondateur, décide de s'y installer, il n'était pas entièrement convaincu. *« L'immeuble fait 4 900 m² et, selon mes calculs, j'avais besoin de 7 500 m²*, se souvient-il. *C'est l'agent immobilier Bruno de Chazeaux qui m'a sensibilisé à une nouvelle façon de travailler : le flex office. Une culture du travail qui rapproche les équipes et nécessite moins de mètres carrés. »*

FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO

Frédéric Bedin, cofondateur du groupe de conseil en communication Hopscotch, partage un bureau dans un open space, entouré de ses collaborateurs.

Le flex office – qui s'est largement répandu dans les open space –, il y a ceux qui disent qu'ils le pratiquent… et ceux qui le pratiquent vraiment. En abandonnant ses anciens bureaux, Frédéric Bedin laissait derrière lui un *« box de cheval »*, avec son nom inscrit sur la porte. Désormais, son nom est inscrit sur un casier, où il range ses effets personnels, à l'instar de ses collaborateurs. Aujourd'hui, on peut le trouver au 4e étage, où il partage un bureau au milieu d'un plateau, avec son associé Benoît Désveaux et ses deux assistantes. Cette place n'est pas définitive : chaque année – ou presque – les équipes font un grand jeu de chaises musicales et chacun se retrouve dans un autre espace.

« Comme un jeu de Lego »

La vie de bureau n'est donc pas forcément une affaire d'habitude. Mais comment retrouver une personne et son équipe si les déménagements internes ont lieu fréquemment ? À l'accueil, un tableau avec des étiquettes déplaçables permet de savoir qui est où. *« C'est comme un jeu de Lego*, glisse Frédéric Bedin en souriant. *Ici, personne n'est assigné à résidence. Un dirigeant d'une grande entreprise, après sa visite chez nous, m'a dit : "À cause de toi, je n'ai plus de bureau". »*

Chez Hopscotch, impossible – ou presque – de se « plugger ». Tous les outils sont nomades. *« C'est aussi grâce à cela que nous avons minimisé la perte d'espace*, observe le dirigeant. *Le matériel informatique, les PC, les écrans, les imprimantes… Tout cela prenait énormément de place. »* Les bureaux comptent désormais plus de 70 espaces pour s'isoler, au calme, selon les besoins. Ils sont tous différents, du mobilier au papier peint. De gros efforts ont aussi été faits sur l'acoustique des pièces afin de limiter la réverbération du son.

En matière de confidentialité aussi, tout est optimisé. Via le cloud, déjà, puisque les clients confient à l'entreprise leurs données confidentielles. Chez Hopscotch, on n'imprime plus. *« Il n'y a plus rien dans les poubelles »*, appuie Frédéric Bedin. Confidentialité aussi en matière de visites : il existe une salle au sous-sol qui est accessible sans passer par l'accueil. Idéal pour recevoir incognito.

Sa tenue pourrait faire passer le dirigeant pour un trentenaire : veste de travail, jean, sneakers Veja blanches. En traversant sa cour privée – dans laquelle sera bientôt installée une « tiny house » –, il nous apprend que c'est ici que le centralien Boris Vian a écrit *L'Écume des jours* et *J'irai cracher sur vos tombes*… pendant ses heures de travail, lorsqu'il était salarié de l'Afnor, qui occupait alors l'immeuble. ■

UN AUTRE **REGARD**

ANNE DE GUIGNÉ

La priorité, avant l'euthanasie, c'était la dépendance

« Les chiens, les chats, les poissons rouges, le petit canari » sont désormais accueillis à bras ouverts dans les maisons de retraite. Cette avancée, conquise de haute lutte par Fadila Khattabi, ministre déléguée chargée des Personnes âgées et des Personnes handicapées, constitue l'un des piliers de la loi bien vieillir, votée en avril dernier. Les personnes âgées apprécieront sans doute cette compagnie distrayante. Il en faudra plus pour enthousiasmer les personnels des Ehpad. Leurs établissements boivent la tasse : 85 % des maisons de retraite publiques ont fini l'année 2023 en déficit, selon une enquête de la Fédération hospitalière de France (FHF).

Alerté, l'État tente tant bien que mal de colmater les brèches. Après 100 millions en 2023, le gouvernement a fléché à nouveau 650 millions d'euros vers les Ehpad, fin avril. Les raisons de ces déséquilibres sont connues : il y a d'abord le choc démographique, provoqué par le vieillissement de la génération du baby-boom. Environ 750 000 personnes vivent désormais en établissement spécialisé. Ils y sont accueillis de plus en plus âgés, ce qui nécessite des soins toujours plus lourds. Aujourd'hui, un Français de plus de 90 ans sur trois est placé en maison de retraite.

De manière plus conjoncturelle, l'inflation de ces deux dernières années et la perte de confiance des familles suite à l'affaire Orpea ont aggravé les difficultés. Du terrain remontent des cas dramatiques d'établissement en cessation d'activité ou de personnes âgées obligées de quitter l'établissement qui les prenait en charge faute de moyens. Emmanuel Macron avait pourtant promis dès 2018 de prendre le taureau du grand âge et de la perte d'autonomie par les cornes. *« Ce que nous avons vu ces dernières années émerger, c'est un nouveau risque social auquel nous serons tous et toutes confrontés »*, lançait-il alors.

Le chef de l'État avait réaffirmé cette priorité en 2022. En novembre dernier, Élisabeth Borne promettait encore une *« loi de programmation »* financière pour la prise en charge du grand âge d'ici à la fin 2024. Il n'en est aujourd'hui plus question, alors que la dette française vient tout juste d'être dégradée par Standard & Poor's, l'exécutif se doit de redresser enfin les finances publiques. Une réforme ambitieuse nécessiterait de dégager près de 10 milliards supplémentaires par an d'ici à 2030, avait calculé en 2019 l'ancien directeur de la Sécurité sociale, Dominique Libault. Une somme certes colossale, mais nécessaire. Davantage sans doute que les dizaines et dizaines de milliards dépensés dans l'urgence du Covid ou de l'inflation.

Alors que le nombre de seniors dépendants devrait atteindre les 4 millions en 2050, cette question du financement se fait pressante. Aujourd'hui, environ 30 milliards d'euros financent la perte d'autonomie, essentiellement les soins et le fonctionnement des maisons. Un peu plus de 20 milliards provient du public, de la Sécurité sociale et des départements, le reste est à la charge des familles. Les ressources publiques sont issues des cotisations salariales prélevées au titre de la journée de solidarité, créée en 2004, de la contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie, ponctionnée depuis 2013 sur les retraites imposables, et d'une partie de la contribution sociale généralisée (CSG).

En Europe, la France apparaît dramatiquement en retard sur ce sujet crucial de l'accompagnement financier des personnes âgées, dépendantes des bons soins d'autrui

Avant Emmanuel Macron, Nicolas Sarkozy et François Hollande avaient déjà reculé devant la complexité du dossier. Il faut porter au crédit du président actuel l'instauration en 2020 d'une cinquième branche de la « Sécu » dédiée à l'autonomie. Mais sans financements spécifiques, la réforme paraît toute symbolique. En 2024, cette cinquième branche doit ainsi recevoir 2,6 milliards d'euros supplémentaires grâce à l'attribution de 0,15 point de CSG supplémentaire. En parallèle, le marché de l'assurance dépendance prospère lentement, 2,6 millions de personnes détiennent un contrat dépendance.

En Europe, la France apparaît ainsi dramatiquement en retard sur ce sujet crucial de l'accompagnement financier des personnes âgées, dépendantes des bons soins d'autrui. À défaut d'ouvrir réellement ce dossier complexe, le gouvernement a décidé de rattraper le train de l'euthanasie ou « aide active à mourir ». On comprend le choix politique : populaire, l'euthanasie ne coûte pas un euro. Et pourtant, avant de légaliser cette option, n'aurait-il pas été responsable de s'assurer que les personnes âgées les plus vulnérables ont a minima les moyens matériels de mener leur vie selon leurs souhaits ? ■

LIBRES **ÉCHANGES**

JEAN-PIERRE ROBIN

Le dérapage des comptes publics alimente le conflit de générations en France

Est-on en train de rejouer le psychodrame sur la retraite de 2023, mais avec une tout autre musique ? Cette fois, il ne s'agit pas des Français en activité que l'on voudrait faire travailler plus longtemps. Les retraités sont sur la sellette et un seul mot résume la polémique : « désindexation ».

Alors que l'exécutif cherche désespérément des économies dans les dépenses publiques, la désindexation de la pension de base de la Sécurité sociale sur l'inflation constitue une « piste ». C'est le terme qu'avait utilisé publiquement début mars le ministre des Comptes publics, Thomas Cazenave, au grand dam d'Emmanuel Macron, qui l'avait rabroué en Conseil des ministres. Dans l'opposition, LR subodore une atteinte au pouvoir d'achat des retraités et en a fait *« une ligne rouge »*. De son côté, Marine Le Pen accuse l'exécutif d'avoir un *« agenda caché »* après les élections européennes.

L'indexation de la retraite de base – une masse annuelle de 263 milliards d'euros (en 2022) – coûte cher. La revalorisation de 5,3 % (le taux d'inflation de l'an dernier) au 1er janvier 2024 a représenté une dépense supplémentaire de 14 milliards d'euros pour la branche vieillesse. Pratiquement autant que les gains attendus de la réforme de la retraite à 64 ans, qui avait mis le pays à feu et à sang. Il faut préciser que la retraite complémentaire Agirc-Arrco n'est pas concernée : les partenaires sociaux ayant la charge de ce « système par point » réévaluent le point en fonction de l'argent qui est dans les caisses et non pas selon le niveau de l'inflation. Nuance !

Rappelons que le principe d'indexation de la retraite de base est inscrit dans la loi, mais pas pour l'éternité : celle-ci nécessite un vote chaque année au Parlement. Jusqu'en 1993, l'indexation se faisait sur les salaires des actifs et non pas sur les prix, comme en a décidé la réforme du premier ministre Édouard Balladur. On a alors voulu contenir les pensions, qui ne bénéficieraient plus des gains de pouvoir d'achat des salariés liés à la croissance économique.

Or la situation s'est complètement retournée en 2021-2023 avec le retour fracassant de l'inflation. *« Il s'est instauré une distorsion avec les salaires, qui n'ont pas suivi les prix, même s'ils tendent aujourd'hui à les rattraper. Notre système de retraite, tel qu'il est, fait que la part des pensions dans le PIB tend à s'accroître quand l'économie ralentit et inversement en période de croissance »*, souligne Xavier Timbeau, directeur principal à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Outre le vieillissement de la population, qui plombe le rapport numérique entre actifs cotisants et retraités, les partisans d'une désindexation, au moins partielle, disposent de toute une batterie d'arguments bien rodés.

Tout d'abord, la France est le pays, après l'Italie, où le poids des retraites est le plus élevé dans le PIB, soit 13,9 %, contre 11,8 % en moyenne dans l'OCDE. La première raison, rabâchée l'an dernier, en est l'âge précoce de la cessation d'activité. Mais ce n'est pas la seule. Deuxième spécificité française, maintes fois avancée par le Conseil d'orientation des retraites (COR), qui se fonde sur les statistiques de l'Insee : le niveau de vie des retraités, mesuré par le revenu disponible (après impôts directs et en incluant les prestations sociales), est supérieur à la moyenne nationale (27 500 € l'an par personne pour les 65-74 ans, 26 080 € après 75 ans, et 25 700 € pour l'ensemble des Français). Troisième argument : la France vieillissante tend à privilégier ses aînés aux dépens des jeunes et des dépenses d'avenir. Ainsi, sur 1 000 euros de dépenses publiques, 224 euros allaient aux retraités en 1995 et 247 euros aujourd'hui, alors que la part consacrée à l'Éducation nationale a reculé de 105 à 90 euros actuellement, selon le site Fipeco.

Le micmac des comptes

Sur ces considérations socio-économiques factuelles vient se greffer une difficulté majeure de compréhension du problème : le micmac de nos comptes sociaux, tout particulièrement de la branche retraite, défie le sens commun. *« Par construction, dans l'organisation d'une couverture sociale par répartition, les dépenses des régimes sociaux financées par des cotisations et des impôts (maladie et accidents du travail, retraites, autonomie, famille, chômage) devraient être totalement équilibrées par ces prélèvements obligatoires sur les entreprises et les personnes actives, sauf à reporter sur le futur la charge de l'entretien des générations antérieures »*, explique Jean-Pascal Beaufret, ancien inspecteur des finances et directeur général des impôts.

Or non seulement cet équilibre global, année après année, n'est jamais respecté, mais le déficit tel que le calcule le Conseil d'orientation des retraites est biaisé. Le COR ne tient pas compte en effet des « subventions d'équilibre » (sic) de l'État pour le financement de la retraite des fonctionnaires, pour les régimes spéciaux, ainsi que toutes les subventions publiques (en faveur des chômeurs n'ayant pas cotisé ou des femmes ayant eu des enfants, entre autres). Le déficit atteint en réalité 67,9 milliards annuellement (sur la retraite de base) au lieu de 2,5 milliards officiellement, la différence entre les deux étant comblée par l'État. De même, il apparaît qu'au total, 41 % de la retraite de base du privé et de la fonction publique sont financés par l'État, et donc par l'impôt, et seulement 59 % par des cotisations, selon les calculs de Beaufret. Ce chiffre a été repris par le haut-commissariat au plan à l'hiver 2022-2023 à titre de mise en garde.

Pour être légaux, les transferts entre les comptes de l'État et ceux de la Sécurité sociale n'en sont pas moins trompeurs. *« Le discours officiel cherche à rassurer les Français sur la permanence de systèmes sociaux généreux et à éviter la prise de conscience de leur caractère insoutenable à terme »*, regrette Jean-Pascal Beaufret. Il est urgent de nettoyer les écuries d'Augias des comptes publics. C'est un préalable pour pacifier les relations financières entre générations. Quand il n'y a plus d'avoine au râtelier, les chevaux se battent, dit-on. ■

ROBERT KNESCHKE-STOCK.ADOBE.COM

La France est le pays, après l'Italie, où le poids des retraites est le plus élevé dans le PIB, soit 13,9 %, contre 11,8 % en moyenne dans l'OCDE.

1 2 3 4 5

FIGURE AI, TESLA, ENCHANTED TOOLS, UBTECH.

La nouvelle ère des robots humanoïdes

Lucas Mediavilla

Grâce aux progrès technologiques de l'IA, cette industrie n'est plus de la science-fiction. À la maison ou dans l'industrie, ces nouvelles machines vont déferler dans notre quotidien.

1. L'humanoïde baptisé Figure 01 de la société californienne FigureAI. 2. Le milliardaire et patron de Tesla, Elon Musk, développe depuis août 2021 son propre humanoïde, Optimus, avec la volonté de le commercialiser d'ici à 2025. 3 et 4. Les robots Miroki *(à gauche)* et Miroka *(à droite)* de la start-up tricolore Enchanted Tools. 5. Le robot humanoïde Walker S du hongkongais Ubtech.

Jérôme Monceaux n'est toujours pas redescendu de son petit nuage. Il y a quelques mois, lors du Consumer Electronics Show de Las Vegas, le patron de la start-up tricolore Enchanted Tools a reçu un invité de marque sur son stand. Un des patrons les plus en vue du monde de la technologie, puisqu'il s'agit de Satya Nadella, le PDG de Microsoft. « *Cela s'est fait un peu à l'improviste, même si des cadres de Microsoft sont passés plusieurs fois nous voir pour s'assurer que nous maîtrisions notre discours* », nous indique-t-il. Le « pitch », comme disent les start-up, de Enchanted Tools, ne nécessite guère de mots. Il suffit pour son fondateur de pointer le doigt en direction de Miroki et Miroka, ses deux robots de 1,30 mètre, 28 kg, dotés de bras et montés sur une sphère leur permettant de se déplacer. Visage de renard et oreilles de lapins tout droit sorti d'un univers d'heroic fantasy, Miroki sourit, suit son interlocuteur du visage, répond avec précision aux questions qu'on lui pose, peut attraper un objet et le transporter sur quelques mètres.

Un ensemble de caractéristiques et d'interactions qui en font une star des salons d'électronique, détrônant dans la curiosité des badauds les fameux chiens articulés de Boston Dynamics. Mais le charme des deux robots ne saurait expliquer à lui seul la visite de Satya Nadella. Son intérêt s'explique sans doute au moins autant par la dynamique exceptionnelle que connaît la robotique humanoïde (d'apparence plus ou moins humaine) depuis quelques mois. « *Lorsque nous avons lancé l'entreprise en 2016, il y avait au maximum dix robots humanoïdes dans le monde* », résume Matthieu Lapeyre, cofondateur et PDG de Pollen Robotics, une start-up française du secteur. « *Aujourd'hui, on a l'impression qu'un nouveau projet sort de terre toutes les semaines. Il y a 50 projets en parallèle* », avance cet entrepreneur de Bordeaux qui développe son propre robot, Reachy.

Dans cette industrie, longtemps perçue comme étant du ressort de la science-fiction, le temps s'est brutalement accéléré. Jérôme Monceaux, un vétéran qui figure parmi les pères des robots Pepper et Nao chez Aldebaran il y a plus de dix ans, souligne le rôle de l'IA, déterminant. « *Historiquement, toutes les actions réalisées par un robot étaient préprogrammées par du code informatique. Ce qui limitait la richesse des actions. Avec l'essor actuel de l'IA, on entre dans un monde où le robot va générer lui-même son propre code et donc ses interactions.* » Matthieu Lapeyre, de Pollen Robotics, abonde : « *Prenez un robot, qui navigue dans la cuisine : le fait de savoir que les fourchettes sont dans un tiroir, ou dans le lave-vaisselle, ce à quoi penserait un humain, cela demandait à être programmé. Les technologies actuelles permettent de doter le robot du "sens commun".* » Autant de développements permis par la révolution du traitement du langage naturel, une branche de l'IA qui a contribué à l'émergence des grands modèles de langage (ChatGPT, Gemini, Mistral) et qui implique la capacité de la machine à comprendre et à interpréter son environnement mais aussi ce qui lui est demandé en langage humain. Et donc à agir.

D'autres avancées

Cette rupture est complétée par d'autres avancées, comme la vision par ordinateur qui permet aux robots de mieux se déplacer dans l'espace. Également par la puissance décuplée des processeurs intégrés aux robots, un secteur où Nvidia, le nouveau roi de l'IA, règne en maître. Le groupe de San José entraîne les modèles d'IA nécessaires à la perception, la manipulation et le raisonnement des robots, propose des cartes graphiques où s'intègre toute cette intelligence, mais a également créé une plateforme de simulation logicielle, Omniverse, qui permet, grâce aux jumeaux numériques, d'entraîner les robots dans un environnement virtuel avant qu'ils soient mis sur le marché. « *La construction de modèles de fondation pour les robots humanoïdes est l'un des problèmes les plus passionnants à résoudre dans l'IA aujourd'hui* », résumait il y a quelques mois Jensen Huang, le patron de Nvidia. « *En tant que roboticien, vous avez l'ensemble des briques sur étagère. Beaucoup n'existaient pas il y a encore six mois* », témoigne Jean-Marc Bollmann, directeur général d'Aldebaran France, filiale du groupe allemand United Robotics Group.

De quoi rendre crédible l'irruption de ces robots à l'aspect humain dans de nombreuses strates de l'économie. La robotique voit un débouché pour tous les secteurs concernés par les pénuries de main-d'œuvre. Enchanted Tools, qui a levé 25 millions d'euros auprès de Bpifrance et envisage de produire 5 000 robots d'ici 2027 et jusqu'à 100 000 d'ici la fin de la décennie, veut introduire Miroki et Miroka dans les hôpitaux pour assister les professionnels de santé, ou dans les métiers de l'accueil, de l'hôtellerie ou de la restauration. « *L'idée est de les utiliser pour les tâches les moins intéressantes ou les plus fatigantes, physiquement parlant* », estime Jérôme Monceaux. Avec le vieillissement démographique, les acteurs de la « silver economy » voient également dans la robotique humanoïde une solution à l'accompagnement des personnes âgées, dont le nombre va exploser.

Dans l'industrie à proprement parler, la vague de l'IA va déjà bénéficier au parc installé de 4 millions de robots non-humanoïdes présents (chariots, bras mécaniques, robots-chiens, armoires roulantes) en améliorant leur perception, la manipulation d'objets, la compréhension de leurs environnements, etc. Les robots d'apparence humaine, plus chers à fabriquer, mettront plus de temps mais finiront par s'imposer. « *Le marché des robots humanoïdes présente un potentiel énorme. Le monde étant conçu pour des travailleurs humains, la prochaine vague de robots d'assistance devrait être humanoïde* », prévient Deepu Talla, vice-président et chef de la division robotique chez Nvidia. Ces derniers pourraient enfin être très utiles pour se substituer à l'homme dans les environnements dangereux (mines, centrales nucléaires, industries chimiques, industries pétrolières, sauvetage). Selon une étude publiée en janvier par Goldman Sachs, remplacer ne serait-ce que 5 % de la main-d'œuvre dans les environnements délicats à l'échelle mondiale représenterait un volume de 715 000 robots. Pour Deepu Talla, « *la prochaine révolution industrielle* » sera achevée « *grâce aux robots IA* ».

Et si la demande potentielle s'est longtemps fracassée contre le mur des coûts de fabrication, ces derniers sont significativement en baisse. Selon Goldman Sachs, la fabrication d'un robot oscillait en 2023 entre 30 000 et 150 000 dollars selon ses caractéristiques. La même analyse réalisée l'année précédente conduisait à une estimation 40 % supérieure, entre 50 000 et 250 000 dollars l'unité. Dans ses scénarios les plus optimistes, la banque estime que le marché de la robotique humanoïde pourrait représenter 40 000 robots livrés dès la fin de l'année 2025, et jusqu'à 11,6 millions de pièces livrées d'ici 2035.

De quoi écarter les craintes sur un remplacement à grande échelle des humains par les machines de silicium. Les défis pour cette industrie existent de surcroît et pourraient menacer une généralisation. « *Il y a beaucoup de démos impressionnantes, mais cela reste des démos. Une fois que le robot est utilisé, on ne pourra pas tolérer un pourcentage de réussite aux tâches inférieur à 99 %* », estime Matthieu Lapeyre de Pollen Robotics. Pour cet expert, « *comme pour l'ordinateur personnel à ses débuts ou ChatGPT encore aujourd'hui, les robots font encore des fautes.* »

Suprématie technologique

Pas de quoi décourager néanmoins les ambitions des deux côtés du Pacifique. La robotique humanoïde est un des nouveaux champs de la guerre à laquelle se livrent la Chine et les États-Unis pour la suprématie technologique. Début novembre, le ministère chinois de l'Industrie et des Technologies de l'information martelait sa volonté de mettre sur le marché dès 2025 un robot humanoïde et de prendre le leadership mondial à compter de 2027. Pékin compte pour cela créer un vaste écosystème d'entreprises, structuré autour de deux à trois "clusters", et tout un tissu d'entreprises dans la chaîne d'approvisionnement. Plusieurs groupes émergent comme Ubtech, Unitree Robotics (dont le robot est le plus rapide au monde avec une vitesse de pointe de près de 12 km/h) ou Xpeng. Le marché local pourrait représenter 1,5 milliard de dollars dès 2026, et jusqu'à 16 milliards à la fin de la décennie. Mais la Chine compte bien aussi inonder le marché occidental.

Aux États-Unis, la Darpa, l'agence du département de la défense chargée de la recherche et du développement des nouvelles technologies, a longtemps suivi et financé les progrès du robot humanoïde Atlas de Boston Dynamics, racheté en 2020 par le constructeur Hyundai. De nombreuses start-up ont essaimé dans son sillage. Au début de l'année, une société californienne, FigureAI, a levé 675 millions de dollars auprès de OpenAI, Microsoft, Nvidia, Intel ou encore Jeff Bezos pour son robot Figure 01, sur la base d'une valorisation de 2,6 milliards de dollars. BMW a déjà prévu de tester ce robot dans ses usines. D'autres start-up, comme Agility Robotics dont les robots sont utilisés dans les entrepôts d'Amazon, Apptronik, qui a signé un partenariat avec Mercedes, ou encore Sanctuary AI, sont sur ses talons. Elon Musk n'est pas en reste. Le milliardaire et patron de Tesla développe depuis août 2021 son propre humanoïde, Optimus, avec la volonté de le commercialiser d'ici à 2025.

« *C'est triste pour l'Europe. Dans les années 2000 à 2010, le marché était porté par les Français, les Européens, les Japonais. Aux États-Unis, seul Boston Dynamics travaillait dans son coin* », regrette Matthieu Lapeyre. Ce dernier rappelle que la France dispose non seulement des meilleurs chercheurs en IA mais également des meilleurs roboticiens du monde. Difficile cependant de lutter contre les tombereaux d'argent qui se déversent des deux côtés du Pacifique. « *La Chine et les États-Unis investissent des milliards de dollars, on a des difficultés à trouver des dizaines de millions d'euros* », insiste Jean-Marc Bollmann. Son entreprise, qui vend principalement des robots de service pour la santé ou l'hôtellerie, insiste également sur le tâtonnement des clients industriels en Europe. « *Nous sommes trop lents* », insiste-t-il, pointant l'exemple des start-up américaines qui dialoguent mieux avec les grands groupes.

Mais le patron de Pollen Robotics, comme Jérôme Monceaux de Enchanted Tools, ne pense pas la bataille perdue pour autant. Selon le premier, le monde de la robotique humanoïde comptera de multiples fabricants, comme c'est le cas pour les smartphones et d'autres produits stars de l'électronique. Jérôme Monceaux, de son côté, estime que la France et l'Europe, coincés entre les deux géants, ont l'opportunité d'explorer une troisième voie. « *Il y a, en Asie comme aux États-Unis, une propension à jouer sur l'effacement de la frontière entre humanité et robotique,* estime le patron de Enchanted Tools. *On laisse prospérer le mythe d'une IA consciente d'elle-même, pour créer un rapport émotionnel avec la machine humanoïde.* » À ses yeux comme à ceux de Jean-Marc Bollmann, ce penchant pourrait créer des problèmes d'acceptabilité sociale pour les robots, notamment de la « *robophobie* ». Avec Miroki et Miroka, Jérôme Monceaux marque une rupture nette avec l'anthropomorphisme de ses pairs. Reste à savoir si avec ses robots-renards fantastiques, il s'imposera dans l'industrie. ■

LE FIGARO et vous

PORTRAIT
LUCKY LOVE, CHANTEUR ÉLECTRO-POP QUI VEUT DEVENIR UNE ROCK STAR INTERNATIONALE, CHANTERA AUX JEUX PARALYMPIQUES PAGE 35

TÉLÉVISION
BENEDICT CUMBERBATCH CONFRONTÉ À LA DISPARITION DE SON FILS DANS LA SÉRIE «ERIC» PAGE 33

La vie secrète des vieux, de Mohamed El Khatib.

PIAGET ; YOHANNE LAMOULÈRE ; SALVADOR SUNYER ; ENZO ORLANDO ; NETFLIX

Qui som?, par la compagnie franco-catalane Baro d'evel.

Avignon : une grosse part de marché théâtral

En dehors de l'artistique, le grand rendez-vous mondial du spectacle vivant est aussi l'endroit idéal pour repérer des talents et des pièces à succès. PAGE 30

Piaget, joaillier exubérant de la jet-set, célèbre ses 150 ans

PAGE 32

Joyce Carol Oates, prix Fitzgerald : presque tendre est la nuit

Bertrand de Saint Vincent

La prolifique romancière américaine a reçu son prix à l'Hôtel Belles Rives, à Antibes.

Son éditeur, Philippe Rey, n'en revient pas. Peu avant minuit, il s'est retrouvé en peignoir blanc, sur le ponton qui longe la plage de l'Hôtel Belles Rives, pour honorer la tradition : le bain de mer qui clôture le dîner du jury avec le lauréat du prix Fitzgerald. Il y a treize ans, lorsque la poignée d'écrivains réunis dans cette villa crème où Scott puisa la matière de *Tendre est la nuit* avait plongé pour la première fois, le personnel avait grimacé : ces enfants gâtés ! Depuis, le chef concierge - Luca - et sa troupe guettent avec émotion cet éclat nocturne. En haut de l'échelle, les héros frissonnants se voient servir un gin tonic. C'est le premier vainqueur de la compétition, Jonathan Dee, qui a institué cette coutume. Elle n'aurait pas déplu à Scott Fitzgerald.

À cette heure-là, la lauréate avait déjà regagné sa chambre, dont les volets ouvrent sur la grande bleue. Tel un oiseau maigre survolant l'Atlantique, Joyce Carol Oates avait quitté sa maison de Princeton, ses manuscrits et ses chats pour venir se poser sur le tarmac de l'aéroport de Nice. La présence sur la French Riviera de cet auteur qui ne cesse jamais d'écrire - une centaine de romans - est un événement. Son nom circule chaque année au moment de l'attribution du prix Nobel de littérature.

Silhouette frêle, regard perçant sous des lunettes aux montures épaisses, cette octogénaire à l'allure déterminée observe le monde avec acuité. Prenant ici et là des notes, des photos, elle semble ne pas vouloir en perdre une miette.

Délectable cruauté

Hantée par l'injustice, la violence, le sexe, la mort, son œuvre fait exploser les failles de l'Amérique profonde. Dans le roman couronné, *48 indices sur la disparition de ma sœur*, une femme revient, vingt ans après, sur la perte mystérieuse de son aînée. Avec une délectable cruauté, elle énumère les indices qui permettraient de faire la lumière sur ce dramatique événement. Mais, au fil des pages, on réalise que c'est autant d'elle-même que de la victime que la narratrice parle. Jalousie, amertume, frustrations font émerger, comme une sourde menace, les raisons obscures qui auraient pu la conduire à éliminer cette sœur, bien trop belle et bien trop brillante.

Longue robe à fleurs, chapeau léger le soir, casquette couleur kaki le jour, avec inscrit en lettres blanches cette sobre signature, *«Words»*, Joyce Carol Oates picore, courtoise et lointaine. Rien ne semble l'atteindre. On dirait une enfant, fragile, égarée dans un monde dont tous les jouets seraient cassés. Elle n'a pas l'air triste, non, mais sans joie. D'après son agent, elle est pourtant heureuse d'être là. En relisant Fitzgerald, elle a découvert en lui *« une sorte de maturité dans la noirceur »* qui lui avait échappé ; une manière, peut-être, de se sentir un peu moins seule. ■

PAULINE LE GOFF ; CLAUDE POCOBENE ; CLÉMENT PUIG, FABIENNE RAPPENEAU

Festival d'Avignon : la difficile pêche aux pièces

Nathalie Simon

Quatre jours après le lancement du festival In, le 29 juin, le Off entamera son marathon. Un endroit idéal pour repérer des pépites. Mais, pour découvrir de nouveaux talents, il faut des moyens financiers.

C'est le rendez-vous mondial du spectacle vivant, et les professionnels du secteur ne le manqueraient sous aucun prétexte. À Avignon, le festival In présente 35 productions, du 29 juin au 21 juillet. Mais, à partir du 3 juillet, le Off lancera son marathon, avec pas moins de 1 666 spectacles. Une occasion unique de découvrir de nouveaux talents, et aussi de rencontrer des équipes artistiques, d'échanger sur la création culturelle aujourd'hui et de débattre de l'avenir, surtout en ces temps de restrictions budgétaires. Car il y a de tout dans le Off, où de nombreux responsables de salles viennent faire leur marché. Encore faut-il avoir le nez creux.

La regrettée directrice du Théâtre Montparnasse, Myriam Feune de Colombi, racontait qu'elle allait chaque été *« à la pêche »* aux bons spectacles au Festival d'Avignon pour les programmer ensuite à Paris. *« On avait repéré* Les Chatouilles, *d'Andréa Bescond* (Molière 2016, NDLR), *et* Le Petit Coiffeur, *de Jean-Philippe Daguerre*, se souvient son complice Bertrand Thamin. *En parallèle, nous avons produit* Glenn, *naissance d'un prodige, d'Ivan Calbérac, qui reprendra en septembre dans la grande salle du Théâtre Montparnasse. Des producteurs commencent à me signaler telle ou telle pièce qui pourrait m'intéresser. En 2023, j'ai eu un coup de cœur pour Alexis Moncorgé dans* Eldorado 1528, *au Théâtre du Roi René, que j'ai programmé au Petit Montparnasse. »*

Jérôme Montchal, directeur d'Équinoxe-Scène nationale, à Châteauroux, déteste, lui, l'expression *« faire ses courses »*. D'ailleurs, il ne se rend pas dans la Cité des papes avec une idée de *« rentabilité »*. Il explique : *« Je suis en formation continue. J'ai envie de créer des chocs esthétiques et de faire réfléchir. Il est important de soutenir des voix différentes, de révoltes, contraires à la doxa, au flot d'informations qu'on reçoit. Avignon est un endroit où on peut entendre des voix différentes. »* Nathalie Huerta, directrice d'une scène conventionnée, le Théâtre Joliette, à Marseille, qui a été pendant vingt ans celle du Théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine, a une approche semblable. *« J'y vais moins dans une logique de marché. Nous effectuons plus un travail de communication que purement artistique. Il y a beaucoup de rendez-vous institutionnels*, explique celle qui fait aussi partie du réseau Traverses (25 lieux de la région Paca). *J'ai un compagnonnage collectif. Cette année, je verrai le spectacle de Tiago Rodrigues,* Hécube, pas Hécube, *à la Carrière de Boulbon pour me mettre à jour. Après, si j'ai un choc avec un spectacle, j'essaie d'étudier les possibilités que j'ai de le programmer. »*

Avignon est un label de visibilité, de qualité, de prestige. Certains favorisent le repérage, cherchant de nouveaux metteurs en scène et de nouveaux auteurs. Une démarche qui demande beaucoup d'investissement en temps. Pour découvrir jusqu'à 35 spectacles par semaine, il faut assister à 4 à 6 représentations par jour. C'est le cas de Pauline Simon, codirectrice du groupe des 20 Théâtres Île-de-France et à la tête d'Houdremont, centre culturel à la Courneuve. *« Cela permet d'avoir un point de vue sur la création actuelle. La ville est un vivier de repérages très important. Quand il y a des perles, comme* L'Exercice du super-héros, *de la compagnie Nébuleuse, sur l'adolescence, on se passe le mot entre collègues. »* Jérôme Montchal fonctionne de la même façon. En 2021, il avait repéré *Any Attempt Will End in Crushed Bodies and Shattered Bones*, du chorégraphe flamand Jan Martens. *« Je programme son nouveau spectacle à la rentrée à Châteauroux. »*

> **« Il y a un problème structurel au niveau des finances publiques dans les collectivités locales. J'ai l'impression qu'ils coupent d'abord dans le budget alloué au spectacle vivant »**
>
> **Laurent Sroussi** Directeur du Théâtre Belleville et du 11·Avignon

Mais le directeur d'Équinoxe doit toutefois prendre en compte une contrainte : le plateau de sa salle de 1100 places, l'un des plus grands de France. *« Il mesure 36 mètres de mur à mur*, calcule-t-il. *Or 95 % des pièces que je vois à Avignon ne sont pas adaptées à cet espace. Je fais surtout mon marché dans le In. C'est là où il y a aujourd'hui des choses pour les grands plateaux. »* Ce qui ne l'a pas empêché, en 2023, de partager ses coups de cœur dans le Off pour l'humoriste Waly Dia : *« J'ai aimé son écriture et son jeu. J'avais aussi apprécié Benjamin Voisin, qui avait créé l'événement cette année-là avec* Guerre, *de Céline, mis en scène par Benoît Lavigne. »* Il aurait aimé le programmer à Châteauroux, mais l'acteur, César du meilleur espoir masculin pour *Illusions perdues*, a été happé par le cinéma.

Jérôme Montchal ne s'en cache pas : *« On rêve tous de découvrir le nouveau talent ! Je n'ai pas de limites, il faut savoir casser sa tirelire. Souvent, je ne demande pas les prix des spectacles avant de les voir. J'achète des spectacles quand je ne les coproduis pas. C'est le cas cette année, où j'ai choisi* Qui Som ?, *mélange de cirque et de théâtre de la compagnie catalane Baro d'Evel, et* La Vie secrète des vieux, *de Mohamed El Khatib, qui porte un regard ironique et tendre sur ses acteurs, qui ne sont pas professionnels. »*

Laurent Sroussi, lui, a instauré des passerelles entre les deux salles qu'il dirige : le Théâtre Belleville, à Paris, et le 11·Avignon. Ainsi, le seul-en-scène *La France, Empire*, de Nicolas Lambert, qui est actuellement donné à Paris (jusqu'au 27 juin), sera montré en juillet au 11·Avignon. *« Mais c'est rare de trouver des spectacles qui correspondent à ma ligne artistique. Je me retrouve souvent en concurrence avec de gros théâtres comme celui du Rond-Point*, remarque-t-il. *J'aime aider au développement de jeunes compagnies. Comme* 4 211 km, *d'Aïla Navidi, que j'ai accueilli au Théâtre Belleville, puis au 11·Avignon l'an dernier. C'est comme ça que la directrice artistique du Théâtre Marigny, Stéphanie Bataille, l'a vu et a pu le montrer. Grâce à cette visibilité, la compagnie a gagné deux Molières, dont celui du meilleur spectacle de théâtre privé. »*

« Parfois, on trouve des pépites dans le Off », confirme Nathalie Huerta, séduite lors de la dernière édition, par *Liberté*, de Yann Verburgh, mis en scène par Frédéric R. Fisbach. Elle l'aurait bien programmé à Marseille, mais la pièce lui aurait posé un problème d'équilibre dans sa ligne éditoriale. Elle le garde cependant dans un petit coin de sa tête. Pauline Simon confirme qu'il y a *« une nécessité de penser la programmation par rapport à des choix de territoire »*. Les acheteurs potentiels doivent prendre en compte le paramètre artistique, le lieu de programmation et le budget, souvent serré.

En 2018, Nathalie Huerta était tombée sous le charme de *La Reprise*, de Milo Rau. Mais *« le spectacle coûtait 25 000 euros pour deux représentations*, note-t-elle. *C'était correct, mais il fallait amener une voiture sur le plateau, c'était compliqué. »* La directrice affirme avoir moins de capacités de productions qu'avant. *« Il y a quelques années, on sortait de la salle, on voyait la chargée de diffusion et on disait : "On prend", sans attendre la fiche technique et financière. On savait que ça allait marcher. Aujourd'hui, je demande la fiche et j'attends d'avancer sur ma saison pour prendre une décision finale. Nous sommes parfois obligés de renoncer à des choses. Nous vivons un peu dans la frustration. » « J'ai rarement les moyens financiers d'accueillir des spectacles du In »*, confirme Pauline Simon.

Certains spectacles font le buzz et tout le monde souhaite les programmer, mais *« c'est de plus en plus rare »*, commente Nathalie Huerta. Avignon n'est plus une garantie de diffusion. Les directeurs de salle doivent réfléchir à la façon d'accompagner les productions au mieux et, surtout, mutualiser les tournées. *« Il y a hélas beaucoup de formes que je ne peux pas programmer, elles sont trop ambitieuses, techniquement et financièrement*, poursuit la directrice de la Joliette. *Il y a des coûts de transport et d'accueil. Pour pouvoir tourner un spectacle avec 20 mètres cubes de décor, cela nécessite 5 000 euros pour un trajet Paris-Marseille. Une représentation peut coûter 2 500 euros ou plus, on doit arbitrer. »*

D'autant que le Covid a rebattu les cartes. Laurent Sroussi, qui se veut *« pourvoyeur d'espaces de visibilité »*, constate une *« raréfaction »* des tournées depuis la pandémie. *« Malheureusement, ça ne va pas aller en s'améliorant*, avertit-il. *Il y a un problème structurel au niveau des finances publiques dans les collectivités locales. J'ai l'impression qu'ils coupent d'abord dans le budget alloué au spectacle vivant, donc le théâtre et les compagnies émergentes. Des compagnies qui vendaient 40 spectacles en vendent maintenant 20. Celles qui en vendaient 20 en vendent 10, celles qui en vendaient 10 en vendent zéro. Quand je porte ma casquette de producteur, j'essaie de rentrer dans mes frais avec 20 dates. Il y a une concentration de l'attention sur certains spectacles. Quand on a une centaine de dates avec* 4 211 km, *il ne reste plus que des miettes pour les autres. »*

Quid des artistes dans ce mercato théâtral ? Ce sont eux qui subissent les conséquences de ce contexte économique : *« La logique économique est compliquée, et les conditions de diffusion pour les compagnies sont rudes*, résume Pauline Simon. *Nous sommes plusieurs à accueillir le même spectacle, car c'est plus cohérent en terme économique et écologique. Mais, le résultat, c'est que certaines compagnies ont de plus en plus de mal à tourner. »*

Contrairement à ce que prônait l'ex-ministre de la Culture Rima Abdul Malak, *« mieux produire pour mieux diffuser »*, un spécialiste du spectacle préférerait qu'on *« produise moins pour mieux diffuser »*. ■

1. *La France, Empire*, seul-en-scène de Nicolas Lambert, au Théâtre Belleville. 2. *Les Chatouilles*, d'Andréa Bescond. 3. *Guerre*, avec Benjamin Voisin, adapté du roman de Céline et mis en scène par Benoît Lavigne. 4. *Le Petit Coiffeur*, écrit et mise en scène par Jean-Philippe Daguerre.

ÉRIC VU-AN
Le danseur et chorégraphe français est décédé à l'âge de 60 ans

Ariane Bavelier

L'étoile internationale vient de s'éteindre à Nice d'un cancer du cerveau, quelques jours après son époux, Hugues Gall.

C'est la première étoile d'une génération prodigieuse qui part au firmament. Celle des Guillem, Legris, Hilaire..., nés dans les années 1960, formés par Claude Bessy à l'École de danse et élevée à des hauteurs stratosphériques par Rudolf Noureev. Ses débuts n'ont rien d'évidents. Certes, il est travailleur et prodigieusement doué. Mais c'est un enfant muré en lui-même.

Son nom est asiatique, ses traits métissés d'Africain, on rit de lui, il n'a pas d'explication. Son père nourricier est vietnamien, sa mère française. Ils vendent des primeurs près du marché Saint-Germain à Paris et vivent dans une chambre de bonne sans sanitaires, sous les toits. Ils ne lui ont pas expliqué ce qu'Éric est incapable de penser tout seul : que son père biologique est guadeloupéen. Il finira par le découvrir après un travail à la Sherlock Holmes lorsqu'il aura 30 ans. À l'École de danse de l'Opéra de Paris, où il entre à 10 ans, les railleries pleuvent. Ne sachant par quels mots les déjouer, il enrage, cogne, se fait exclure. Mais Claude Bessy le protège. Elle exige de lui le meilleur en matière de danse et de comportement, et, elle qui n'a pas sa langue dans sa poche, lui apprend à répondre.

En 1979, il entre dans le ballet avec une dispense d'âge : il a seulement 15 ans. Les quolibets continuent, mais Noureev, qui a souffert de son physique de Tatar, fait taire à son tour les jaloux et lui donne des rôles. Éric puise dans cette enfance d'écorché vif l'éclat d'un soleil noir : on le sent seul, singulier, mais si puissamment ancré dans la danse – son élément –, qu'il irradie. En 1983, il éblouit en Basilio de Don Quichotte. Sa danse a une douceur de velours et un charisme félin. C'est un danseur noble, qui affûte chaque pas, se montre puissant dans les sauts, propre, vif et léger dans les enchaînements, sensuel dans *L'Après-Midi d'un faune* sans jamais être vulgaire. Lui que le monde des ombres et des doutes mord sans relâche, lui qui se sent orphelin de la vérité d'un père, s'apaise dans les ovations du public.

Éric Vu An, en 1991.

MARCELLO MENCARINI/BRIDGEMAN IMAGES

À l'Opéra de Paris, sa carrière s'arrête en queue de poisson. En mars 1986, ébloui par ce diamant noir, Maurice Béjart le nomme étoile avec Manuel Legris à l'issue d'une représentation d'*Arepo* qu'il vient de créer. Noureev annule ces nominations : c'est à lui de nommer les étoiles et non aux chorégraphes invités, fussent-ils aussi prestigieux que Maurice Béjart. Scandale. Manuel Legris choisit d'attendre son tour au Palais Garnier, Éric Vu-An suit Béjart. Il reviendra à l'Opéra de Paris danser avec la compagnie, d'abord comme soliste invité, puis comme professeur.

Sa carrière d'étoile internationale débute. Dans la danse, notamment en Italie, il crée le rôle d'Antinoüs dans *Les Mémoires d'Hadrien*, de Maurizio Scaparro. Sa carrière s'ouvre aussi hors de la danse : il prend tellement bien la lumière ! Jean-Claude Balard le forme au théâtre. Roland Petit le fait chanter aux côtés de Zizi Jeanmaire, Bernardo Bertolucci, tourner dans *Un thé au Sahara*.

Ce garçon aux multiples talents ne se disperse pas. Il prend sa barre tous les matins, se mesure à lui-même, garde le cap. En 2002, il revient à l'Opéra de Paris danser Don Quichotte dans un hommage à Noureev. Il a 38 ans, sa partenaire Laetitia Pujol sera nommée étoile quelques jours plus tard. Il possède d'instinct l'intelligence de l'interprétation. Il s'en servira lorsqu'il dirigera le Ballet de Bordeaux, puis ceux d'Avignon, de Marseille, où il est maître de ballet associé au directeur Fréderic Flamand, et surtout de Nice Méditerranée, qu'il dirigera de main de maître à partir de 2009.

L'audace avec laquelle il dirigeait l'Opéra de Nice avait payé. Par son travail en studio, par le choix de ses danseurs, il avait vu les tournées se multiplier

Les danseurs viendront de loin pour qu'il leur transmette des chorégraphies : il restait exigeant sur le style et les détails, et pouvait longtemps se donner en modèle tant il s'était poli.

L'audace avec laquelle il dirigeait l'Opéra de Nice avait payé. Par son travail en studio, par le choix de ses danseurs, il avait vu les tournées se multiplier. Sa programmation ne ressemblait à aucune de celle des ballets de France. Il savait trouver des pépites et les assembler : Claude Bessy était venue remonter *Pas de dieux*, de Gene Kelly, Nacho Duato avait confié des pièces, Vu-An avait repris *Voluntaries*, de Glen Tetley, *La Pavane du Maure*, de Limon... En 2016, il avait, avec beaucoup d'inventivité, remonté un Don Quichotte pour seulement 26 danseurs. Il y apparaissait en Chevalier à la triste figure, heureux d'être sur scène, le seul endroit au monde où il se sentait vraiment à sa place.

La maladie l'avait frappé début 2022. Depuis, il se battait avec une détermination exemplaire, et son époux, Hugues Gall, modèle des directeurs d'Opéra décédé le 25 mai dernier, quelques jours avant lui, le soutenait de manière exemplaire. Éric se battait pour lui-même et pour le Ballet de Nice que, dans les tourments de la vie culturelle, il souhaitait voir à tout prix conservé. ■

Impressionniste, toujours tu chériras la mer

Éric Biétry-Rivierre

À Giverny, le musée aligne une centaine d'huiles et de feuilles signées Boudin, Monet, Pissarro ou Maufra sur le thème de la grande bleue.

Le vers est célèbre. « *Homme libre, toujours tu chériras la mer !* », s'exclamait Baudelaire. Et les impressionnistes, précurseurs et successeurs compris, ont tous peu ou prou suivi l'injonction du poète. À Giverny, dans l'Eure, le musée qui leur est dédié le rappelle en une centaine de toiles et de feuilles. Des œuvres connues ou moins connues, où quelques Pissarro et Gauguin voisinent avec des travaux de Théodore de Broutelles, d'Octave de Champeaux ainsi que nombre de Maxime Maufra, leur point commun étant de sentir bon l'iode. Parce qu'elle est vie, miroitement infini, parce qu'elle est sans cesse changeante et que s'employer à la capter c'est chaque fois tenter d'éterniser l'ici et le maintenant, la mer est plus que nature : c'est également un gisement de modernité.

Une marée de Camailleux

Des sections thématiques se concentrent d'ailleurs sur les motifs du rivage, du port, de la falaise (*Marée basse aux petites dalles*, par Monet, est un prêt du Musée Barberini, de Potsdam, et le vertigineux *La Pointe du Petit Ailly*, un autre de la collection Nahmad), du rocher battu par les flots ou encore de la tempête. Activités humaines du quotidien, entre travail de dockers et loisirs balnéaires. Masses verticales aussi bien qu'horizontales, immobilité contre mouvement, jaillissement d'écume sur la barrière de granit ou de craie aux moirures de varechs et de lichens : quelle marée de camaïeux, donc !

Au départ, on rencontre Courbet, qui, à Étretat, s'est employé à réaliser le tout premier portrait d'une vague (collection de Bueil & Ract-Madoux). Puis vient Boudin au Havre, avec ses études de ciel normand qui ont subjugué l'auteur des *Fleurs du mal*. On remarque également, du même, *Crinolines sur la plage de Villers* (magnifique étude en mains privées) ou ces formats inhabituellement grands pour ce pleinairiste que sont *Le Port de Camaret*, *Le Bassin de l'Eure au Havre* et *Un grain*. Ces tableaux sont venus, eux, respectivement, des musées d'Angers, d'Évreux et de Morlaix.

Manet boucle le parcours avec son *Évasion de Rochefort* (Musée d'Orsay), tableau politique, héritier du *Radeau de la Méduse*, récit de l'évasion du journaliste communard après qu'il fut déporté au bagne de Nouvelle-Calédonie, ode à la liberté sur larges touches de bleu profond et de bleu canard prestement brossées.

Enfin, installée-là en judicieux épilogue par le directeur du lieu, Cyrille Sciama, *L'Escaut près d'Anvers, soleil couchant*, huile peinte en 1866 par Jongkind, cherche mécènes. Une urne pour le cash est à disposition à proximité et une souscription publique est ouverte jusqu'au 3 novembre sur le site de l'institution. Une bonne idée pour ce crépuscule où le ciel se confond avec l'eau et qui, à bien des égards, annonce l'iconique *Impression, soleil levant*. ■

« L'Impressionnisme et la mer », au Musée des impressionnistes, à Giverny (27), jusqu'au 30 juin. Catalogue Flammarion, 156 p., 35 €. Tél. : 02 32 51 94 65. www.mdig.fr

Piaget, la haute joaillerie est une fête

Margaux Krehl

L'horloger suisse, qui célèbre 150 ans d'existence, tient à rappeler sa maîtrise de l'art joaillier à travers une collection qui convoque l'esprit de la jet-set des années 1960.

S'il est un endroit à Paris qui incarne la haute joaillerie, c'est bien la place Vendôme et sa fameuse colonne. Un écrin qu'a choisi Piaget pour présenter, en avant-première, dans l'intimité d'un appartement, sa dernière collection. Et non des moindres, puisqu'elle a été pensée à l'occasion de ses 150 ans. Après la réédition en début d'année de la Polo, garde-temps en or massif créé pour la jet-set, la maison souffle cette fois-ci ses bougies avec Essence of Extraleganza, qui vise, entre autres, à réaffirmer sa place aux côtés des plus grands joailliers. *« Même si nous avons longtemps été connus pour notre travail horloger, la joaillerie n'est pas une activité nouvelle chez nous,* rappelle Benjamin Comar, PDG de Piaget. *Nous sommes l'un des rares horlogers à s'être lancés sérieusement dans la haute joaillerie. »*

Pour la marque, tout commence pourtant bien loin des feux de la Ville Lumière. C'est à La Côte-aux-Fées, petite commune suisse du canton de Neuchâtel, entre montagnes escarpées et plaines verdoyantes, que Georges-Édouard Piaget installe en 1874, au cœur de la ferme familiale, son atelier de fabrication de mouvements horlogers. Sa spécialité? L'extraplat. Son mantra? *« Faire toujours mieux que nécessaire. »* Devenue manufacture et entreprise sous l'impulsion de son fils Timothée, l'horloger entre dans une nouvelle ère avec Gérald et Valentin, petits-fils du fondateur, qui en reprennent les rênes au mitan du XXe siècle. Le premier se charge de faire rayonner l'entreprise au-delà des frontières suisses, le second cherche à repousser les limites techniques, continuant d'imaginer des mouvements mécaniques et automatiques de plus en plus fins. C'est aussi lui qui fait le choix à la fin des années 1950 de créer des montres précieuses en or et en platine, à l'heure où la mode est aux garde-temps sportifs, plus pratiques et faciles à vivre. Ces montres-bijoux pavent la voie à l'inauguration d'un studio de création chargé, dès 1959, de plancher sur des collections de haute joaillerie. *« Dans les années 1960 et 1970, Valentin Piaget envoyait ses designers de La Côte-aux-Fées à Paris, pendant les présentations des couturiers, afin qu'ils s'en inspirent,* poursuit le président. *Il faisait ensuite dessiner les bijoux sur des photos arrachées aux magazines de mode, pour voir la façon dont ils tombaient portés. Tout l'esprit de Piaget est résumé dans cette histoire : la rigueur de La Côte-aux-Fées mariée à l'envie de s'ouvrir sur le monde et de sortir des carcans. »*

1. Boucles d'oreilles en or rose et saphirs. 2. Collier en or rose et diamants serti de tourmalines, aigue-marine, spinelle et saphir. 3. Montre sautoir transformable, en or rose, saphirs jaunes, opale, calcédoine et diamants. 4. Gouaché du collier foulard en titane pavé de 1500 pierres de couleur, inspiré d'un modèle de 1984. PIAGET

Les sixties, symbole d'émancipation et de révolution stylistique, puis les seventies servent de tremplin aux créations débridées de la maison. Montres sautoirs transformables serties de pierres précieuses, manchettes pavées de pierres dures, or tressé façon cotte de mailles ou guilloché selon une technique maison plus connue sous le nom de « décor palace »… Flamboyants, ces montres et bijoux attirent la jet-set avide de création, de couleurs et d'idées nouvelles. Au plus fort de ses belles heures, Piaget compte parmi ses fidèles Andy Warhol, Elizabeth Taylor, Jackie Kennedy, Salvador Dali ou encore notre Alain Delon national. Cent cinquante ans plus tard, la clientèle n'a pas vraiment changé. *« Celles et ceux qui viennent chez nous sont souvent des connaisseurs, mais surtout des hédonistes,* confirme Benjamin Comar. *Ce sont des personnalités qui aiment profiter de la vie, festives et sympathiques. »*

Pour célébrer cet esprit, il fallait bien 96 pièces de haute joaillerie, toutes réalisées dans les ateliers de Genève (aujourd'hui l'unité de La Côte-aux-Fées est dédiée à l'horlogerie, quand la joaillerie est produite à Plan-les-Ouates, en périphérie de la capitale suisse). Une collection découpée en trois chapitres qui, après le salon feutré de la place Vendôme, sera exposée dès demain et pour cinq jours au Palais Brongniart, à Paris, avant de s'envoler à l'automne pour le continent asiatique. *« Cette collection rend hommage à notre héritage, mais jamais de manière littérale,* explique Stéphanie Sivrière, directrice artistique depuis 2002. *Il était important de me replonger dans le patrimoine, de savoir d'où l'on vient, qui l'on est, et de reposer les bases. L'idée était vraiment de retrouver l'état d'esprit de la maison dans les années 1960-1970, époque phare de Piaget, et de le remettre au goût du jour avec des pièces audacieuses, pour une femme libre. »*

> **« Celles et ceux qui viennent chez nous sont souvent des connaisseurs, mais surtout des hédonistes »**
>
> **Benjamin Comar**
> Président de Piaget

Une torsade d'or s'enroule autour d'une paire de boucles en saphirs roses et violets (également déclinée en manchette), de grandes plaques d'opale et aplats de diamants composent un collier néoseventies et un Swinging Sautoir transformable en or rose est serti d'un impressionnant cabochon d'opale blanche et d'un non moins scintillant saphir jaune taille émeraude de 11,31 carats. *« Réaliser une telle collection a été un vrai challenge,* souffle Stéphanie Sivrière. *Non seulement parce que nous célébrons un anniversaire, mais aussi parce qu'il y a eu beaucoup de pièces à produire, de pierres à trouver, de prouesses techniques à concrétiser… »* C'est le cas, par exemple, d'un spectaculaire collier multicolore (qui ne sera dévoilé qu'à l'automne) à la structure en titane complètement souple, pensé comme un foulard et inspiré d'un modèle de 1984. Serties dans des chatons de couleur assortie, les 1500 pierres qui le composent forment un dégradé hypnotique. *« Je voudrais que, face à ces pièces, on se dise que Piaget a retrouvé ses valeurs et son style »,* sourit Stéphanie Sivrière, visiblement ravie du résultat. ■

Des bijoux Fred, sous le soleil exactement

Élodie Baërd

Une technologie brevetée appliquée sur trois colliers Pretty Woman permet de projeter un message lumineux et de rappeler l'importance de la lumière dans l'histoire de cette maison.

L'idée de départ était une collaboration. Il y a deux ans, quand Valérie Samuel, vice-présidente et directrice artistique du joaillier Fred, a découvert les bijoux The Rayy reflétant des messages d'amour grâce aux rayons du soleil, elle n'a eu qu'une idée en tête, nouer un partenariat avec les inventeurs de cette technologie inédite. *« J'ai tout de suite été emballée par leur concept, d'autant plus que Fred est le joaillier de la Riviera, du soleil »,* se souvient-elle. À l'époque, la marque The Rayy vient d'être lancée par trois diplômés de l'École polytechnique de Lausanne qui, après dix ans de recherche, ont mis au point un système de déformation de la matière de sorte qu'elle renvoie la lumière pour former un message. Cela marche avec l'or, mais aussi avec d'autres matières réfléchissantes, comme le verre.

Quand Valérie Samuel a vu cela, elle a pensé aux caustiques de l'eau (ces reflets qu'on observe avec le soleil sur la mer ou dans la piscine) qu'elle aime tant photographier avec son téléphone. Elle propose donc aux trois ingénieurs une collection commune, ils temporisent d'abord, trop concentrés à faire vivre leur nouveau label… avant de finalement accepter de lui céder l'exclusivité de la technologie pour trois ans.

Le résultat de ce rapprochement arrive en boutique la semaine prochaine, sur trois tailles de pendentifs « augmentés » de quatre messages d'amour. La collection Pretty Woman, avec son cœur dans le cœur, s'est vite imposée. *« Nous n'avons pas dessiné un nouveau bijou pour l'occasion, mais juste intégré aux dos des pendentifs le message secret,* précise Valérie Samuel. *Mais on ne s'est pas facilité la vie avec un modèle percé au centre. C'est une idée poétique mais une technologie très scientifique. Pour schématiser, le message voulu est traduit en algorithme, qui permet ensuite de déformer, ou de marteler en quelque sorte, la matière afin qu'elle réfléchisse la lumière à réception des rayons du soleil. »*

De Saint-Tropez à Los Angeles

Le projet colle bien avec l'histoire de cette maison, qui a toujours glorifié le soleil, au point de s'autoproclamer « le joaillier solaire » (1). Une très grande majorité des campagnes de publicité est baignée de la lumière éclatante de la Méditerranée. Le fondateur, Fred Samuel (1908-2006), né sous la chaleur de Buenos Aires, connut ses heures de gloire grâce à la Côte d'Azur (du Byblos à Saint-Tropez au Majestic à Cannes). Il parlait souvent de l'importance dans son parcours sur la Riviera, notamment Monaco. *« Monte-Carlo marqua le cours de ma carrière d'un éclat particulier. Il symbolisa un moment clé du développement de notre entreprise et, plus secrètement, le lieu où la lumière des pierres me fut en quelque sorte restituée »,* écrit-il dans ses mémoires.

Collier Pretty Woman Sunlight Message. FRED.

Naturellement, il baptisa aussi Soleil d'or le plus beau diamant (jaune) qu'il eut jamais entre les mains, en 1977. Il lui avait été confié par un client de Los Angeles. Car, sous les tropiques de la Californie aussi, Fred a vécu un âge d'or, couronné par le tournage du film *Pretty Woman*, pour lequel le joaillier avait prêté la fameuse parure de rubis que porte Julia Roberts à l'Opéra. Cette histoire a donné naissance à la collection de bijoux cœur qui accueille aujourd'hui la nouvelle technologie. Une boucle est bouclée. ■

(1) « Fred, le joaillier solaire », par Vincent Meylan (Flammarion).

« Eric » : Benedict Cumberbatch au cœur des ténèbres

Constance Jamet

La disparition d'un enfant guide cette série audacieuse qui explore le New York des années 1980. Dommage qu'elle noue trop d'intrigues.

Révélé par *Sherlock*, adaptation dans le Londres contemporain des aventures du limier de Conan Doyle, le comédien britannique Benedict Cumberbatch est devenu le spécialiste de personnages oscillant entre le génie et le pervers narcissique, d'*Imitation Game* à *The Power of the Dog*. La série *Eric*, sur Netflix, lui offre une autre de ces performances intenses et maniaques. Il y campe Vincent, un marionnettiste à la tête d'une émission pour enfants dans le New York des années 1980. Si, sur les plateaux, il donne encore le change, à la maison, son ego, ses addictions, son mal-être ont atomisé son mariage.

Lorsque son fils de 9 ans, Edgar, se volatilise sur le chemin de l'école, Vincent se persuade que fabriquer la créature dessinée par le petit disparu et en faire la vedette de son programme l'aidera à retrouver la chair de sa chair. Prénommé Eric, ce monstre en fourrure bleue synthétique va devenir son surmoi par lequel il pourra exprimer sa honte, sa colère et sa haine de soi. Un ami imaginaire indispensable pour survivre à une descente aux enfers, façon *Alice au pays des merveilles*, aussi bien dans les tréfonds de la psyché de Vincent que dans ceux d'une Grosse Pomme totalement exsangue. La créature laineuse, qui rappelle celles du film d'animation de Pixar *Monstres et Cie*, est, selon les humeurs de son créateur, un compagnon qui console, ou au contraire accable de critiques et d'injures.

Énergie du désespoir

Scénariste anglaise à la plume crue (*Shame*, *The Split*), Abi Morgan récuse vite le polar, préférant tisser un thriller émotionnel, teinté d'un audacieux réalisme magique dès qu'Eric apparaît à Vincent. La disparition d'Edgar est un prétexte pour explorer une myriade de sentiers : le prix de la création, la transmission des traumatismes familiaux et les crises qui frappent New York. Une Grosse Pomme pourrie recréée à Budapest ! Sont évoqués les ravages de la spéculation immobilière, du sida, le racisme et l'homophobie d'une police corrompue, la misère des sans-abri, peuple de l'ombre s'entassant dans les tunnels du métro.

Toutes ses problématiques convergent chez le détective en charge de la disparition d'Edgar, héros discret de cette fresque. Noir et gay (ce qu'il cache), Michael Ledroit (McKinley Belcher III) est à la marge de son service. Tenace, formé à l'école rigoureuse de la police des mœurs, il ne va pas tarder à rapprocher la disparition d'Edgar avec celle non élucidée d'un adolescent défavorisé. C'est sur ce flic incorruptible que l'écriture d'Abi Morgan se fait la plus généreuse et subtile. Autre protagoniste qui se détache, la mère courage d'Edgar, Cassie (Gaby Hoffmann). Elle met toute son énergie (du désespoir) à battre le pavé pour retrouver son fils et à s'extirper de son mariage dysfonctionnel. Elle et Vincent reflètent deux manières de surmonter la culpabilité parentale. *« Cette série est une fable sur le prix à payer lorsqu'on perd de vue le plus important. Quels sont les ravages que cela génère, notamment sur les enfants dont nous avons la charge, et sur l'enfant qui sommeille encore en nous »*, a expliqué Benedict Cumberbatch au *Hollywood Reporter*.

Ambitieuse, avec une patine très HBO et ces adultes au bord de la surchauffe, *Eric* est un cri strident, une capsule temporelle, un palimpseste où s'enchevêtre un trop-plein d'intrigues, disparates au premier abord. Cela peut agacer. Mais, il y a quelque chose d'émouvant à suivre ce père et cette ville en lambeaux. Le soin apporté à la reconstitution, la palette mordorée, les références assumées au Nouvel Hollywood – *Eric* pioche aussi bien dans *Kramer contre Kramer* que dans *Macadam Cowboy* – rendent entêtant cet éprouvant voyage au cœur des ténèbres. ■

« Eric »,
Six épisodes sur Netflix
Notre avis : ●●◐○

Vincent (Benedict Cumberbatch) se persuade que fabriquer la créature dessinée par son fils de 9 ans, Edgar (Ivan Howe), disparu sur le chemin de l'école, l'aidera à retrouver la chair de sa chair.

NETFLIX

Voyage dans l'enfer absurde du gaspillage alimentaire

Laura Terrazas

Le magazine « Sur le front » montre comment des quantités astronomiques de nourriture sont gâchées chaque année en France. Édifiant.

Pour certaines denrées, c'est plus de la moitié de la production qui n'arrive pas jusqu'à nos assiettes. Le gaspillage en France est considérable. Un terrible constat qui alerte Hugo Clément dans le numéro inédit de « Sur le front », diffusé ce soir sur France 5. Le journaliste propose de remonter toute la filière, des champs jusqu'à nos garde-mangers.

Une salade aux feuilles tachées n'est pas commercialisable. Un poireau qui a le malheur de dépasser les tailles calibrées n'a même pas le droit de tenter sa chance sur les étalages. Or la nature est ainsi faite. Un arbre, selon la floraison de ses bourgeons, ne donne pas des fruits identiques, comme l'explique un maraîcher. Mais l'esthétique prime sur la valeur nutritive. Une hérésie encouragée par le cahier des charges du ministère de l'Agriculture, qui n'a pas évolué depuis plus de vingt-cinq ans. Pour l'agriculteur, dont la situation est déjà très précaire, le coût de la main-d'œuvre ne sera pas rentabilisé, donc il préfère tout simplement ne pas récolter. Et ce n'est qu'une petite partie du problème.

Le gâchis pollue aussi. Et que dire des animaux abattus pour rien ? Une erreur d'emballage sur un lot de barquettes de lasagnes au bœuf, et ce sont des tonnes de produits qui sont envoyés dans des méthaniseurs. On pourrait argumenter que c'est du recyclage, s'ils n'étaient pas envoyés par camion à des centaines de kilomètres pour être incinérés. La nourriture était consommable, seules les étiquettes étaient erronées. L'option de jeter au lieu de réparer est privilégiée par la grande distribution. C'est plus rentable.

La résistance s'organise

Tant d'incohérences, qui suscitent l'incompréhension, pour tous les intervenants du magazine de France Télévisions. Des employés d'usine aux lanceurs d'alerte en passant par les cultivateurs. Heureusement, la résistance s'organise. Des coopératives récupèrent les produits mis au rebut afin de les vendre dans des magasins dédiés à l'antigaspillage. Des bénévoles proposent de récolter eux-mêmes les excédents pour ensuite les donner aux plus démunis. Des citoyens n'hésitent pas à enfreindre la loi pour dénoncer les quantités de déchets astronomiques que la grande distribution tente de cacher, à l'heure où l'écologie est pourtant un argument marketing.

Les consommateurs ont aussi leur part de responsabilité. Nous rechignons à acheter des « légumes moches ». Nous suivons aveuglément les campagnes de « marketing saisonnier ». Des aliments emballés selon les fêtes de Noël ou de la Saint-Valentin. Aussitôt produits, aussitôt obsolètes dans le calendrier. On n'achète pas une boîte de sushis en forme de sapin au mois de juillet.

Pour attirer le client, un boulanger peut lancer une nouvelle fournée jusqu'en début de soirée, uniquement pour ne pas exposer des vitrines clairsemées, *« moins attirantes »*, selon l'artisan. Même si, une heure plus tard, il jette ses baguettes ou les donne à des associations. Une bonne action, ou l'achat d'une bonne conscience.

L'inflation des prix observée ces dernières années se justifie par la rareté des denrées. Or nous produisons plus que ce dont nous avons besoin. En France, le gâchis alimentaire représente un déficit de 15 milliards d'euros par an. Lutter contre le gaspillage, c'est faire des économies, c'est lutter contre la pollution et c'est respecter le travail des agriculteurs. ■

« Sur le front »
À 21 h 05, sur France 5
Notre avis : ●●●○

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 6627

HORIZONTALEMENT

1. Jours de repos sous le coup d'interdictions. – **2.** Passai à l'orange voire au rouge. – **3.** Mauvaise conductrice. – **4.** Réservée à certains bossus. Cité au nord d'Alençon. – **5.** Ce dieu hindou donne un point de vue contraire. Fait la manche. – **6.** Dans une formule de renvoi. Très accrocheuse en tous sens. – **7.** Contre à l'épée. – **8.** Davy Crockett se fit fort de le défendre, en vain. Religieux en initiales, sans foi phonétiquement. – **9.** A pris un amuse-gueule. Laissé dans l'oubli. – **10.** Fondateur du lettrisme, il influença Guy Debord. Volcan philippin au cœur du Japon. – **11.** Redevances levées par le seigneur sur les moissons. – **12.** Responsables d'arrondissement.

VERTICALEMENT

1. Multiplication par division. – **2.** Envoyer sur le théâtre des opérations. – **3.** Plante succulente aux multiples bienfaits cosmétiques (deux mots). Préfixe pour la montagne. – **4.** A une coupe spéciale. Feux qui se déclarent. – **5.** Tombent par surprise. Ésaü s'y installa au pays. Négocie branche par branche sans se presser. – **6.** Accordait un droit au premier venu. S'est payé la tête du Maure. – **7.** Très touchées. La Gstaad du Colorado. – **8.** Font une séance d'assoupissement. 117 pour Dujardin.

	1	2	3	4	5	6	7	8
1								
2								
3								
4				■				
5					■			
6				■				
7							■	
8						■		
9			■					■
10					■			
11								
12								

SOLUTION DU PROBLÈME N° 6626

HORIZONTALEMENT **1.** Dead-heat. – **2.** Immuable. – **3.** Fumeries. – **4.** Fla. Osât. – **5.** ESNO. Été. – **6.** Ri. Kilos. – **7.** Effarai. – **8.** Nie. Airs. – **9.** Canin. Eu. – **10.** Inné. Ose. – **11.** Étendu. – **12.** Recadrer.

VERTICALEMENT **1.** Différencier. – **2.** Émulsifiante. – **3.** Amman. Fennec. – **4.** Due. Oka. Iéna. – **5.** Haro. Iran. DD. – **6.** Ébiselai. Our. – **7.** Aléatoires. – **8.** Testés. Sueur.

RONDE DES MOTS©

RCI-JEUX.com

Trouvez les mots correspondant aux définitions centrales et inscrivez-les autour de la case qui leur revient. La première lettre de chaque mot est indiquée par le triangle. Chaque mot se lit dans le sens des aiguilles d'une montre.

Exemple : COMPOSITION ARTISTIQUE – O, E, U, V, R, E (OEUVRE)

Définition	Première lettre
EXCROISSANCE DE LA PEAU	V
ABUSE DU VIN (S')	E
COMME UN DEMI-FRÈRE	U
CHEF DE RÉGION	P
DÉTOURNER DU CHEMIN	E
METTANT BAS	
COLLÉ À L'EXAMEN	
AGILE ET RAPIDE	
BIEN FONDÉE	
C'EST UNE PIQUETTE	
DE JOYEUSE HUMEUR	

Lettres en bas des cercles : A – A – O – L – S – U

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

SOLUTION DU N° 4750

8	1	9	6	7	5	2	4	3
6	3	5	9	4	2	8	7	1
7	2	4	1	3	8	6	9	5
5	7	3	4	6	9	1	2	8
2	9	8	5	1	3	7	6	4
1	4	6	2	8	7	3	5	9
4	6	7	8	5	1	9	3	2
3	8	2	7	9	4	5	1	6
9	5	1	3	2	6	4	8	7

SOLUTION DU N° 4751

6	8	9	4	2	3	5	7	1
1	7	2	8	9	5	4	6	3
4	5	3	6	1	7	2	8	9
8	2	5	1	4	9	7	3	6
7	9	4	2	3	6	8	1	5
3	1	6	7	5	8	9	2	4
2	3	1	9	8	4	6	5	7
5	4	7	3	6	2	1	9	8
9	6	8	5	7	1	3	4	2

SOLUTION DU N° 4752

6	4	9	8	1	5	7	3	2
5	8	1	7	2	3	6	9	4
3	2	7	4	9	6	1	5	8
7	3	5	6	4	2	9	8	1
9	1	2	3	5	8	4	6	7
8	6	4	1	7	9	5	2	3
2	7	8	9	6	1	3	4	5
4	5	6	2	3	7	8	1	9
1	9	3	5	8	4	2	7	6

LETTRES EN PLUS

PIOCHE – BONNET – BELOTE – PONDRE.

LETTRES EN MOINS

Les mots à trouver sont :
BEURK (Frisée, rosier, percer, statue, pacage).
ENNUI (Heurt, beige, cèdre, péril, roman).

TF1

21.10 Le remplaçant
Série. Humoristique

Fra. 2023. Saison 2. Avec Joey Starr. 2 épisodes. Inédit. Yacine, un élève inscrit en section mécanique, est en plein décrochage scolaire. En cours, il est complètement replié sur lui-même et toujours dans la lune.

23.10 New York Unité Spéciale. Série. Policière. Les nymphettes du club. Avec Mariska Hargitay. Inédit.

france•2

21.10 Les gouttes de Dieu
Série. Dramatique

Fra/Jap. 2023. Saison 1. Avec Fleur Geffrier, Tomohisa Yamashita. 2 épisodes. Bluffé par le talent de Camille, Issei doute de lui-même. Lorenzo révèle à Camille le secret de Luca. Celui-ci acquiert des vignobles à bon prix dans le monde entier.

22.53 Le code. Série. Judiciaire. Le moment de vérité – Pretium Doloris.

france•3

20.00 Athlétisme : Championnats d'Europe
Sport

4e jour. En direct. Au programme, entre autres : la fin du saut en hauteur messieurs dans le cadre des épreuves du décathlon, la finale dames du saut à la perche, les demi-finales du 200 m dames.

23.01 Paris 2024, la nouvelle terre des champions d'Outre Mer. Doc.

CANAL+

21.09 Mary & George
Série. Historique

GB. 2024. Saison 1. Avec Julianne Moore, Nicholas Galitzine. 2 épisodes. Après l'exécution des Somerset, George n'a plus de rival. Néanmoins, alors qu'il accompagne le roi en Écosse, sa déception est grande.

22.52 Napoléon. Film. Historique. Avec Joaquin Phoenix, Vanessa Kirby.

arte

20.55 Mortelle randonnée
Film. Policier

Fra. 1983. Réal. : Claude Miller. 1h54. Avec Michel Serrault. Au cours d'une enquête, un détective privé s'éprend de l'étrange jeune femme qu'il surveille, mais dont il se garde bien de dénoncer les activités criminelles.

22.55 M le maudit. Film. Thriller. Avec Peter Lorre, Gustaf Gründgens.

M6

21.10 Mariés au premier regard
Documentaire

Fra. 2024. 2h10. (1 et 2/2). Inédit. C'est surprenant quand un candidat dit «non» alors que l'amour sonne comme un «oui». Et pourtant un des célibataires a décliné une déclaration.

23.20 Mariés au premier regard, les secrets de cette incroyable expérience. Divertissement.

C8

19.40 Touche pas à mon poste ! Div.

21.19 Commissaire Magellan
Série. Policière. Fra. 2018. Saison 1. Avec Jacques Spiesser. Espèces protégées. Après la mort du directeur du zoo de Saignac, le commissaire Magellan et sa fidèle Selma tentent de retrouver le coupable.

23.10 Commissaire Magellan. Série. Policière. Mise en bière.

W9

19.50 Les apprentis champions.

21.10 Évasion
Film. Action. EU. 2013. Réal. : Mikael Hafström. 2h05. Avec Sylvester Stallone, Jim Caviezel. Piégé par un ennemi inconnu, un ingénieur-concepteur de prisons s'allie avec un codétenu au passé trouble afin de s'évader d'un pénitencier high-tech.

23.15 Lara Croft : Tomb Raider. Film.

TMC

19.15 Quotidien. Divertissement.

21.25 Ant-Man et la Guêpe
Film. Fantastique. EU. 2018. 2h05. Avec Paul Rudd, Michael Peña. Deux super-héros, capables de rétrécir ou d'atteindre des tailles gigantesques, s'unissent afin d'éliminer un spectre qui veut dominer le monde.

23.30 Valérian et la cité des mille planètes. Film. Science-fiction.

france•5

20.04 C à vous la suite. Talk-show.

21.05 Sur le front
Magazine. Prés. : Hugo Clément. 1h47. Gaspillage alimentaire : qui est vraiment responsable ? L'équipe de «Sur le front» a enquêté sur le gaspillage alimentaire et donné la parole à ceux qui se battent pour faire évoluer la législation en la matière.

22.53 C ce soir. Talk-show. En direct.

RMC DÉCOUVERTE

19.50 Vintage Mecanic. Doc.

21.10 Génie mécanique
Documentaire. Fra. 2023. 1h15. BMW M3. Inédit. Les BMW M3 sont des références absolues. Derrière cette icône de l'automobile, se cachent des épreuves mécaniques qui ont façonné son destin.

22.25 Génie mécanique. Documentaire. Alpine – Golf GTI.

HISTOIRE TV

19.55 Petit espionnage entre amis.

20.50 Guédelon : comment construire un château fort
Doc. Fra. 2023. 0h50. Il y a 25 ans, quelques aventuriers se sont lancés dans un pari audacieux : construire un tel château en n'utilisant que les techniques du Moyen-Âge.

21.40 Chinon : la forteresse aux trois châteaux. Documentaire.

À LA DEMANDE

NETFLIX
Mon petit renne

Donny, un modeste trentenaire, exerce le métier de barman en espérant un jour devenir humoriste. C'est alors qu'il rencontre Martha, une femme plus âgée qui se met à lui envoyer quotidiennement des centaines de messages. Harcelé jour et nuit, Donny comprend qu'il n'aura plus jamais la paix. Contre toute attente, cette expérience réveille en lui une vieille blessure. Adaptation du one-man show autobiographique de l'humoriste écossais Richard Gadd, qui joue également le rôle principal « Mon petit renne » a tout pour surprendre. Depuis que la harceleuse ayant inspiré le personnage de Martha a été identifiée par des internautes, et prétend être harcelée à son tour, la série bénéficie d'un sulfureux parfum de scandale.

LE FIGARO TV Île-de-France

13.00 Points de vue. **18.30 Le Buzz TV.** Chicandier, humoriste et auteur du livre *Les Miscellanées de Chicandier*. Interviewé par Sarah Lecœuvre et Cécile Brelot. **19.00 Bienvenue en Île-de-France.** Présenté par Victoire Sikora.

21.00 Pouvoir et paranoïa du IIIe Reich

BRIDGEMAN IMAGES

Documentaire. **22.30 Le Club Le Figaro Politique.** Yves Thréard reçoit Frédéric Dabi, directeur général opinion de l'Ifop. Avec Alexis Brézet, directeur des rédactions du *Figaro* et les journalistes du *Figaro* Tristan Quinault-Maupoil,

Météo

ÉPHÉMÉRIDE St-Landry
Soleil : Lever 05h46 – Coucher 21h53 – Premier croissant de Lune

MATIN

Vent : 40 km/h ; 30 km/h ; 40 km/h

Ville	T	Ville	T
Lille	12	Limoges	8
Amiens	11	Clermont-Ferrand	12
Charleville-Mézières	6	Lyon	13
Metz	6	Grenoble	15
Rouen	9	Brive-la-Gaillarde	12
Caen	9	Bordeaux	13
Paris	8	Avignon	15
Nancy	6	Nice	17
Strasbourg	13	Montpellier	18
Brest	13	Bayonne	16
Rennes	9	Toulouse	14
Orléans	3	Marseille	17
Troyes	7	Bastia	19
Belfort	11	Perpignan	17
Tours	6	Ajaccio	20
Bourges	4		
Dijon	8		
Nantes	8		
Poitiers	7		

APRÈS-MIDI

Vent : 40 km/h ; 30 km/h ; 70 km/h

Ville	T	Ville	T
Lille	13	Limoges	22
Amiens	15	Clermont-Ferrand	21
Charleville-Mézières	15	Lyon	26
Metz	19	Grenoble	22
Rouen	16	Brive-la-Gaillarde	22
Caen	15	Bordeaux	23
Paris	18	Avignon	25
Nancy	19	Nice	25
Strasbourg	22	Montpellier	27
Brest	16	Bayonne	19
Rennes	16	Toulouse	23
Orléans	19	Marseille	26
Troyes	19	Bastia	26
Belfort	20	Perpignan	24
Tours	19	Ajaccio	25
Bourges	20		
Dijon	21		
Nantes	18		
Poitiers	20		

T (en °c) : <-10 à 0 ; 0 à 10 ; 10 à 20 ; 20 à 30 ; 30 à >40

LE TEMPS AILLEURS...

Ville	T	Ville	T	Ville	T
ALGER	19/26	AMSTERDAM	10/12	ATHÈNES	24/34
BARCELONE	20/21	BELGRADE	24/32	BERLIN	11/18
BERNE	13/21	BRUXELLES	11/14	BUDAPEST	19/27
COPENHAGUE	10/17	DUBLIN	7/16	LISBONNE	17/24
LONDRES	11/16	MADRID	13/19	PRAGUE	16/22
RABAT	18/23	ROME	21/26	TUNIS	21/31

MARDI	MERCREDI	JEUDI
5/16	7/16	7/18
7/17	8/17	8/17
9/17	8/18	8/19
8/18	8/19	8/20
13/18	12/21	9/23
16/25	15/23	14/23

MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO N°3853

RCI-JEUX

SÉDUISANTES — GASTRIQUE — COUPERA EN CUISINE — BIEN DÉCORÉ — CACHET DE SIRE — IL TIENT DE L'ARIA — DONNER UN CALIBRE — AVANT MIDI — PIPI-ROOM — FACILITÉ DE CRÉDIT — BALIVERNE — CHANCE D'ANTAN — FINAUDES — CELA AUTORISE LE CHOIX — JEÛNES — SECTEUR D'USINES — MET EN COUCHES — SE BOUGER — TECHNÉTIUM — RESSASSÉE — AGENCE SPATIALE — BAIN POUR LE HARENG — DIALECTE CHINOIS — ARGILES OCREUSES — SA SOLIDITÉ EST PROVERBIALE — MONNAIE DIVISIONNAIRE DANOISE — BERCEAU DE NAVIRE — DIEU BRÛLANT — GALÈRES ANTIQUES — PLANTE EXOTIQUE — ENTENDU ! — ÉTENDU APRÈS L'EFFORT — ILS FONT PARTIE DES RÈGLES — CAMIONNETTE AMÉNAGÉE — ENVOLÉE — PETITE CADETTE — MOINS VISIBLES — PRÉNOM BRETON — FORME D'ESCALIER — MASQUÉE — PIÈCES DE TRANSMISSION — HABITS D'ÉTÉ — HARASSÉE DE FATIGUE — TRACES AU SOL — FILS DE JACOB — CLASSE — AU BORD DE LA COMBE — NE SONT PAS QUELCONQUES À LONDRES — BASE DE PARFUM — CÔNE ITALIEN — ANNEAUX DE CORDAGE — À LA MODE — PASSAGE AU SOMMET — ESPRIT — ÉCLOS — MÉMOIRE DE DISQUE — FINE FLEUR — EST-OUEST — C'EST PRESQUE COMME CI — STABILISA LES CHARGES — LE MADRILÈNE — FIN DE VERBE DU PREMIER GROUPE — MOT DE LIAISON — HABITANT DU 38 — NARINE DE BALEINE — ELLE EST FOUETTÉE EN FIN DE REPAS — RENDRE INDÉCHIFFRABLE — REMBOURRAGE QUI ÉLARGIT LA CARRURE — DE QUOI SE REMPLIR LA PANSE

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

```
#T#A#E#D#A#I#C#P#E#A#D#S#
FRELON#IMMACULEE#FABLIAUX
#ININTELLIGIBILITE#LASURE
VET#GENA#NI#AME#UNAU#STE#
#RACLE#TICTAC#PERD#TAIE#R
HERSE#CARIER#CH#BIBI#PUCE
##TA#COTE#SOPRANO#LOTERIE
BAR#CATI#W#LIANE#GENRE#RC
#DECA#TORCOL#STUART#I#AAR
MO#ARCANE#YENS#VIE#ELARGI
#SUPERG#ICA#IEPER#AMARRER
ESTONIENS#TUBS#SECRETEE#E
#ERRES#O         #TRENTE#
ARIA#EAU         REGRESSE
##CLASSE         #REAS#ON
DRU#M#Y#         IE#L#API
#ALABAMA         ##CERNEE
ALEVINER         ECO#ET#M
#L#ETAT#         #A#A#ACE
FORCI#RI         OMETTRAS
#NE#OVIN         #ENTRER#
EGRENEES#T#V#D#D#FLORES#V
#E#N#L#PREMEDITER#IRIS#PE
FRACTURE#MANEGE#IMAMS#COR
##NERE#CAPRICIEUSE#ETALER
PETRI#ATTERRIT#L#CASEMATE
#DECOLLER#I#MARTEAU#RAPER
MI#L#EP#OC#PELERIN#K#S#SI
#CREE#ACCOLEE#BALISER#OSE
VUE#NEGLIGER#ROSACE#AILES
#LACERE#TISSEUR#TITILLES#
MEMERE#SETI#RIDE#EO#EOR#C
##ENVIEE#ENCAS#CONNU#TOPO
PENDENTIF#E#TSARS#SIR#NUL
#PAR#TENIA#POELE
RIGIDE#SERPE#LIT
#LEE#UE#RU#THESE
FERRER#FEMME#TER
```

Lucky Love, à corps perdu

PAR
Léna Lutaud

Un parcours chaotique, un bras en moins... Cela n'a pas empêché cet artiste multidisciplinaire de se faire une place au soleil. Après un single cet été, il fera l'ouverture des JO paralympiques, le 28 août.

Après avoir dansé tout l'été sur son dernier single, *Ready for Love*, qui sortira ce 19 juin, le monde entier devrait le découvrir à la télévision, le 28 août. « *J'ai été choisi par le metteur en scène Thomas Jolly pour faire l'ouverture des JO paralympiques,* dévoile Luc Bruyère, dit Lucky Love. *Entouré par 120 danseurs, je chanterai une version inédite de mon tube* Masculinity », glisse ce dandy aux lèvres charnues. Son vibrato est langoureux comme de la lave. Son allure, rock. Sa frange fait penser à Mick Jagger. Sa moustache à Freddie Mercury. Ses manches parfois cousues ? Un clin d'œil pour mettre en avant son handicap.

Quand on le voit pour la première fois, que ce soit dans *Vanity Fair* devant l'objectif de Mario Testino, sur la scène de l'Hyper Weekend Festival à Radio France en janvier 2024, monter les marches à Cannes en mai dernier pour *La Belle de Gaza*, de Yolande Zauberman, ou défiler aux Fashion Weeks pour les maisons Gucci et Margiela, on sursaute. Ce garçon n'a pas de bras gauche. Il y a trente ans, à Roubaix, il est né avec une malformation. « *Très vite, on oublie, car il est à l'aise avec son corps* », constate la danseuse étoile Marie-Agnès Gillot. « *Je suis né sans ce bras, il ne m'a jamais manqué, car je ne l'ai pas perdu* », dit-il. De cette difficulté, il a fait une force gigantesque. Comme Lana Del Rey, Billie Eilish, Jennifer Coolidge et tant d'autres femmes, Marie-Agnès Gillot a eu un vrai « *coup de corps* » pour cet homme. Quand Madonna les a vus danser à Biarritz, enlacés pour n'être qu'un, un pas de deux où Marie-Agnès Gillot lui « *a donné son bras* » en le guidant à la respiration, la reine de la pop s'est exclamée « *So beautiful !* »

Poète, danseur, acteur, chanteur... Lucky Love est multidisciplinaire. Dans ses clips, sa culture gigantesque lui permet de faire allusion au clair-obscur christique du Caravage comme de recréer *La Pietà* avec Zahia en soutane rouge. L'originalité de ses contenus sur les réseaux sociaux lui vaut des dizaines de millions de vues. Après un triomphe à Londres, Varsovie, Copenhague, Tbilissi et Bruxelles, il est attendu en tête d'affiche à Montreux, à New York et dans tous les festivals importants de l'Hexagone - des Nuits de Fourvière aux Franco de La Rochelle. À chaque fois, cette bête de scène fait lever la salle tant il est charismatique et tant son univers est unique.

Fin juin, il dévoilera *Ready for Love*, qu'il espère devenir un tube de l'été. Fin 2024-début 2025, il sortira son premier album, mêlant l'electro pop à la néo-variété. « *Il contiendra peut-être le grand tube qui le fera connaître de tous* », lui souhaite Nicolas du Roy, directeur éditorial de Spotify France. Lucky Love chante en anglais comme dans *Paradise*, un titre électro assez sombre, ou encore *Now I Don't Need Your Love* accompagné d'un gospel. Nostalgique, il chante également en ancien français et grasseye les « r », comme le faisait Jacques Brel. L'une de ses chansons les plus attachantes s'appelle *J'veux D'la tendresse*, un tube des années 1980. Une madeleine de Proust qu'il a réadaptée version 2024. Sur fond de mélancolie grandiloquente, il y veut des « *câlins partout, beaucoup de caresses/ Ciel toujours bleu (...)/ Des enfants plein ma maison,/ Des guitares, des rires, des chansons./ J'veux qu'on s'aime/, J'veux plus qu'on me blesse.* »

Ce besoin d'être aimé et cette détermination à devenir une rock star internationale, il l'assume. Il est autant admiré que détesté. Être un vampire moderne qui se nourrit de rencontres pour se hisser toujours plus haut : « *C'est vrai,* dit Marie-Agnès Gillot. *Mais on ne lui en veut pas, car c'est une revanche sur la vie.* » Les difficultés qu'il a surmontées sont insensées. Issu de la grande bourgeoisie ch'ti, il a connu les écoles catholiques, en a gardé un profond amour pour Jésus et... la hantise des récréations, où il a été victime de harcèlement. « *Pour éviter les humiliations, il fallait avoir l'air occupé alors je dévorais des livres. C'était à la fois une protection et une évasion.* » Encore aujourd'hui, il lit plusieurs livres à la fois et adore en offrir. Des essais, du théâtre et des poèmes. Une évidence pour celui qui a Rimbaud tatoué sur le bras, tout près de la bataille entre Jacob et l'Ange. Pour équilibrer son corps, il a fait dix ans de danse classique, notamment à l'école de Carolyn Carlson. Outre des performances pour les artistes contemporains Olafur Eliasson et Kader Attia, il a dansé trois ans *Moses und Aron* à l'Opéra Garnier et au Teatro Real de Madrid. Ses études d'art à Bruxelles avec Roméo Elvis, le frère rappeur d'Angèle *(Balance ton quoi)* le passionnent. À force de rechercher la perte de contrôle, il perd pied. À sa majorité, il pèse 47 kg pour 1,86 m. À 19 ans, il se remet en forme à l'hôpital. « *Les paradis artificiels, c'est loin* », affirme-t-il. Après un petit rôle dans *La Vie d'Adèle,* d'Abdellatif Kechiche, il opte pour le Cours Florent à Paris. Grâce à Kenzo, il vivote comme mannequin.

Il y a encore dix ans, la diversité n'était pas acceptée. Les directeurs de casting ne veulent pas d'un bras qui manque. Il fait le show chez Madame Arthur sans se travestir, tourne dans des films underground. Y rencontre Béatrice Dalle, qui le fait jouer avec JoeyStarr dans *Elephant Man.* Sandrine Runser, du label Belem Music/Wagram, l'y repère. « *Il chantait a capella l'une de ses chansons. Il était tellement solaire que je ne voyais que lui.* » Arrive la pandémie. Il rêve de chanter, elle mise sur lui. Trois ans de travail à l'ancienne qui partent d'un coup de cœur. « *Il y avait tout à faire* », explique Sandrine Runser. Elle lui fait travailler sa voix. Pour lui créer un répertoire, elle l'entoure d'une équipe de haute volée, comme Prinzly, le Kanye West belgen et Paco Del Rosso, le multi-instrumentiste de Damso.

« Pour éviter les humiliations, il fallait avoir l'air occupé alors je dévorais des livres. C'était à la fois une protection et une évasion »
Lucky Love

Deux autres femmes puissantes le portent et le protègent. Anne Cibron gère les carrières d'Orelsan et de Booba. Christel Martinet organise les tournées de Justice et de Gaëtan Roussel. Elles font comprendre à leurs interlocuteurs qu'une star est née. En partant de l'undergound vers le grand public, Lucky Love fait le parcours inverse de Christine and the Queens. Toutes les disciplines qu'il maîtrise se réunissent dans la musique. Le succès décolle à l'international grâce à la mode et aux blessés de guerre. Les Iraniens et les Ukrainiens, hantés par les photos de soldats amputés, s'identifient. « *Aux États-Unis, UTA, l'agence de Johnny Depp, le signe. Les Américains ont tout de suite repéré son talent et l'énergie qu'il dégage* », commente Anne Cibron. Le 15 août 2023, il est n°118 au top monde de Shazam. Désormais, Lucky Love rêve du Carnegie Hall, de Coachella. Cet été, il sera tête d'affiche des Nuits de Fourvière, à Rock en Seine, au Montreux Jazz Festival, puis ce sera New York, Barcelone, Milan, Berlin, Istanbul, Prague... « *Il a une vraie présence, il ira loin* », assure Didier Varrod, directeur musical de Radio France, qui a du nez. ■

ENZO ORLANDO

Lucky Love rêve du Carnegie Hall, de Coachella. Cet été, il sera tête d'affiche des Nuits de Fourvière.

UN DERNIER MOT

Par Étienne de Montety

Vannes (va-n')

Passé du chapeau rond au ballon ovale.

**Le club breton de Vannes accède au Top 14 pour la première fois de son histoire.
Le nom de cette ville vient du peuple des Vénètes, originaires de Vénétie.
Et l'accession à l'élite du rugby français du club de Vannes a ouvert grand celles de la liesse du côté du Morbihan.
Vannes rit, le moment est donc venu de lui tresser des lauriers.
Et ce n'est pas une plaisanterie : pourquoi vannerait-on une équipe ayant réalisé une telle performance sportive ?
Évidemment, il faudra que, sitôt la saison commencée, les Vannetais écartent la tentation de la vanité.
Forcer les vantaux du Top 14 n'immunise pas contre les désillusions.
Il arrive qu'un passage en première division se traduise par une évanescence.
Aussitôt, les chœurs ne se privent pas d'entonner un chant funèbre pour une ambition défunte. Pas Vannes.
Aux joueurs de garder la tête froide, de rester hermétiques aux oiseaux de malheur : les chiens aboient et Vannes passe. ■**